

JOURNAL ANARCHISTE APERIODIQUE

Non Fides IV

Prix Libre

Le Vaisseau des Morts

B. Traven, 1926.

Dans ce numéro, vous trouverez parsemé de-ci de-là des extraits du premier roman de B. Traven, publié en Allemagne en 1926, *Le Vaisseau des Morts* («Das Totenschiff»), réédité en 2004 par des commerçants. Il y raconte les mésaventures d'un marin de la Nouvelle-Orléans malencontreusement débarqué de son vaisseau dans le port d'Anvers, sans aucun papier pouvant justifier de son identité ou de sa nationalité. Parachuté des deux cotés des frontières par des flics peu scrupuleux ne souhaitant pas s'emmerder avec la paperasse, repoussant ainsi toujours un peu plus loin l'indésirable, jusqu'à la prochaine frontière dans une répétition grand-guignolesque. Traven étale avec finesse son cynisme à travers la figure naïve de cet espèce de Chaplin burlesque qu'est son protagoniste, confronté à l'absurdité des frontières, de l'enfermement, des nations, du travail, du capitalisme et portant sur ses épaules tout le poids du contrôle démocratique. Tout cela pour finir sur la Yorikke, un rafiot complètement délabré, un «vaisseau fantôme» destiné à s'échouer pour permettre à l'armateur de toucher la prime d'assurance, le vaisseau des morts. Commence alors la description des conditions les plus sèches de l'exploitation. Le mort et le vivant s'entrechoquent pour ne faire plus qu'un. Morts pour le monde et pour eux mêmes, les marins de la Yorikke ont perdu, dans cette abjection, toute forme de dignité.

Ce livre est fortement conseillé, mais il est cher, ne vous sentez donc pas obligés de passer par la caisse.

Edito

Nous croyons à la mise en commun des compétences spécifiques de chacun qui constitue l'une des bases premières de la libre-association anarchiste. Dans les limites de l'entendement et sans tomber dans aucun démocratisme béat que ce soit, ce journal reste participatif. C'est à dire que chacun peut nous écrire, en nous proposant textes, traductions, contributions visuelles. Toutefois, nous nous laissons le choix de répondre ou non, de publier ou pas, et ce, sans ne jamais ressentir le besoin de se justifier ou «de tenir au courant régulièrement». De même, n'importe qui souhaitant piller ce journal est la bienvenue tant qu'il ne s'agit pas de beurrer ses épinars avec. Si cette publication est prix libre, malgré l'éternelle galère financière qui caractérise chacune de ses sorties, c'est bien parce que nous avons identifié l'argent comme l'une des principales barrières érigées entre nous tous, et que la reproduire irait à l'encontre de ce que vous pourrez y lire.

Si vous vous sentez les compétences nécessaires, vous pouvez nous aider à traduire quelques textes que nous souhaiterions faire connaître plus largement qu'à l'intérieur des frontières de ce pays de merde. A partir du français, nous cherchons des traducteurs/rices capables d'adapter vers l'anglais, l'italien, l'espagnol, le russe, le néerlandais, le japonais ou n'importe quelles autres langues imaginables tant que la traduction reste fidèle et de qualité. Comme vous pouvez le deviner, il serait bienvenue si envie et possibilité il y a, de nous envoyer un peu d'argent pour nous aider à continuer. Il ne s'agit pas là de se sentir obligé à chaque fois que vous vous procurerez ce journal, mais seulement de ne pas avoir pour rapport unique avec la presse anarchiste, un rapport de consommation. Vous trouverez les coordonnées d'autres zines/journaux/bulletins anarchistes et anti-autoritaires à la fin de ce journal.

Dans la rue,
à l'école,
au boulot



Qui ne
deteste pas les
balances?

Si vous êtes un journafflic, crevez plutôt que de nous contacter ; nous nous foutons de la soupe que vous vendez sur notre dos, et les seules royalties que nous souhaitons toucher est un pain dans vos sales gueules de charognards de la désolation. Si historiquement les anarchistes ont toujours eu un faible pour vos dents, et les autonomes pour vos genoux, les autres vautours du pouvoir ne seront pas en reste pour autant.

Pour en finir avec une question inintéressante mais récurrente, Fides est un mot latin signifiant à la fois, «fidélité» et «foi». Inutile donc de préciser (trop tard) que par «Non Fides», nous entendons l'infidélité à toutes les échéances et les efforts de socialisation forcée de la domination, qu'il s'agisse du vote, du travail, de l'éducation, la famille, le mariage, l'intégration, les manifs interminables des syndicats, bref, partout où nous attend l'ordre et sa valetaille. Il s'agit aussi de porter l'incroyance au plus profond de nous-même et de s'émanciper du territoire maudit du sacré et du monde qu'il entretient.



- L'Été sera chaud! (Attaques Mai/Juin) - P.4
- Sur les arrestations de deux compagnons anarchistes en Italie - P.6
- Lettre Ouverte aux étudiants en lutte (Adesso) - P.8
- La Forme D'Abord ! (André Dréan) - P.12
- La Complicité, pas la dette (WD) - P.17
- Contre le travail et ses apôtres - P.20
- Que s'est-il passé aujourd'hui ? (Massimo Passamani) - P.24
- A propos de la « conscientisation » et de son racket - P.26
- Que reste-t-il à mordre de la main qui nourrit ? - P.28
- Sur l'affaire de Tarnac et l'anarchisme respectable - P.30
- Suite de l'adresse aux militants de la FA - P.33
- Contre l'organisation (Giuseppe Ciancabilla) - P.34
- Une Époque furieusement futuriste se célèbre elle-même - P.35
- Férocité Insurrectionnelle (Feral Faun) - P.36
- Police Scientifique - P.39
- Et toi ! T'as pris parti ? - P.42
- Reprenons le contrôle de nos vies (WD) - P.43
- L'évasion a son prix - L'artiste a ses revenus - P.44
- La gentrification par l'art - P.46
- Face à la guerre aux pauvres... - P.47
- Elle n'est pas folle ! (Zo d'Axa) - P.48
- Contraste (B. Traven) - P.49
- Aux insoumis de la pacification sociale - P.50
- Quand la Croix-Rouge part en croisade - P.52
- Pour des cendres de rétention... - P.54
- La grande loterie des camps - P.55
- L'Humanitaire: la main gauche du militarisme - P.61
- Fais Gaffe ! (De Moker) - P.62
- L'équipée sauvage (Os Cangaceiros) - P.63
- La domestication industrielle (Os Cangaceiros) - P.64
- C'est pour ton bien ! - P.70
- Les pirates de l'edelweiss - P.72
- Ca te passera ! - P.75
- Sur la mort du compagnon Mauri... - P.78



Non Fides
108, rue Damrémont
75018 Paris
France

www.non-fides.fr
non-fides@riseup.net



Juillet 2009

L'été sera chaud!

Mai-Juin 2009 : Chronologie de faits choisis et non exhaustifs

- **Santa Cruz (USA), 1er mai** : Une grande agence Wells Fargo (investisseur dans les prisons pour étrangers) voit ses treize vitres défoncées, ainsi que la porte de verre.
- **Louvain (Belgique), 3 mai** : deux combis de la police ferroviaire ont été incendiés à côté de la gare de Louvain en solidarité avec les incarcérés de Décembre 2008 en Grèce.
- **Galice, 3 Mai** : Des anarchistes ont saboté la catenaire de la ligne de chemin de fer Madrid-Vigo avec un câble de métal de plus de 3mm de diamètre lancé au-dessus de la caténaire et provoquant un court-circuit. En solidarité avec les prisonniers Amadeu Casellas et Antonio Porto Marin.
- **Barcelone, 4 Mai** : Des engins de construction de l'entreprise ACS qui a participé à la construction de la prison de Brians ainsi que de nombreux commissariat ont été sabotés avec du sucre dans leur réservoir en solidarité avec Amadeu Casella.
- **Bruxelles, 13 mai** : Une barrière de feu est dressée devant la prison de Saint-Gilles. Le ou les auteurs avaient aspergé de l'essence sur le sol sur une vingtaine de mètres de longueur, et y ont bouté le feu à partir d'une mèche artisanale. Un tag « Prison en feu » est inscrit sur la taule.
- **Athenes, 19 mai** : Des attentats à l'engin explosif ont endommagé deux commissariats de police en construction dans une banlieue d'Athènes et de Salonique. Revendiqué par deux groupes anarchistes et dédiés à Zoé (Chambery) et Mauricio Morales Duarte (Chili).
- **Paris, 19 mai** : Le feu est bouté à l'institut Cervantes en solidarité avec Amadeu Casella et Joaquin garces, deux prisonniers anarchistes espagnols en lutte.
- **Lambesart (Nord), 20 mai** : Des individus ont incendiés deux voitures de police sur le parking des ateliers techniques de la mairie de Lambesart, avenue de Verdun.
- **Gand (Belgique), 21 mai** : Une voiture appartenant à l'entreprise ISS Cleaning Services (qui fournit des services de nettoyage aux prisons pour étrangers) et une voiture du groupe de presse Cordelia ont été incendiées.
- **Gand (Belgique), 22 mai** : Des individus ont bouté le feu à la porte du commissariat de Meulestede à Gand vers 4h du matin. La porte a été entièrement détruite et il y a des dégâts dans le bâtiment dus à la suie et à la fumée.
- **Bruxelles, 22 mai** : Depuis des semaines déjà, plusieurs concessionnaires automobiles ont été incendiés : Le site Mercedes situé chaussée de Louvain. Le showroom de la marque Fiat où trois véhicules exposés juste devant l'entrée ont été détruits par les flammes.
- **Mexico, 27 mai** : Attaque incendiaire d'un bâtiment de la police revendiqué par « Commando d'Individus Libres, Dangereux, Sauvages et Incendiaires pour la Peste Noire (CILPSPN) » en solidarité avec Mauricio Maurales.
- **Barcelone, 27 mai** : Vers 2.00 du matin une grue a été attaquée à la Meridiana, à hauteur du chantier de la ligne 9 du métro. Extrait du communiqué : « Nous en avons marre de votre ville de merde et de vos vitesses. Nous ne voulons pas continuer à courir pour aller nulle part. Mauri (ndr. Mauricio Morales) : le feu de cette nuit a brillé pour toi. Une accolade insurgée. »
- **Athenes, 29 mai** : incendie de distributeurs automatiques de billets de l'Eurobank, dans le secteur industriel de Marinopoulos. Revendiqué par « Commando Mauricio Morales Duarte. ».
- **Fontenay-aux-Roses, 30 mai** : Une camionnette banalisée du PS a été incendiée vers 04H00, alors qu'elle était stationnée devant la mairie. Le feu a endommagé la partie avant du véhicule, et a incinéré des tracts électoraux.
- **Barcelone, 30 Mai** : des anarchistes cagoulés ont coupés les rues Torrent de l'olla et Travessera de Gracia avec du mobilier urbain et ont ensuite mis le feu à ces barricades. Sur place ont été laissés une banderole et des tracts contre les prisons et en solidarité avec les prisonniers Amadeu Casellas et Joaquin Garcés. Extrait du communiqué : « Nous voulons dédier cette action à un autre compagnon anarchiste, Mauricio Morales, qui a infatigablement lutté contre ce monde de merde et ses prisons. Il est récemment mort à Santiago du Chili, alors qu'il posait un engin explosif contre une école de matons. »
- **Mexico, 31 Mai** : Petite visite anarchiste d'une agence bancaire en solidarité avec Amadeu Casellas et Mauricio Morales : 6 cocktails Molotov ont été lancés à l'intérieur de l'agence, sur le distributeur et le panneau publicitaire.
- **Buenos-Aires, 31 Mai** : Attaque avec une bombe artisanale d'un concessionnaire Chevrolet, détruisant une voiture et toutes les vitres. Revendiqué par « Cellules révolutionnaires. Brigade Andrea Salsedo » en solidarité avec le compagnon chilien Mauricio Morales.
- **Berlin, 2 juin** : Une voiture brûlée chez un concessionnaire Renault du quartier de Tegel en solidarité avec « les anarcho-autonomes » français.
- **Les Ullis, 3 juin** : Des voitures brûlées, un distributeur pillé, la mairie caillassée etc. L'interpellation d'un jeune ayant viré au drame quelques jours plus tôt pourrait être la cause de ces affrontements.

• **Berlin, 2 juin** : Une voiture brûlée chez un concessionnaire Renault du quartier de Tegel en solidarité avec « les anarcho-autonomes » français.

• **Les Ullis, 3 juin** : Des voitures brûlées, un distributeur pillé, la mairie caillassée etc. L'interpellation fatale d'un jeune quelques jours plus tôt pourrait être la cause de ces affrontements.

• **Chili, 3 juin** : Attaque avec des bombes de son d'un Institut Pédagogique en solidarité avec Mauricio.

• **Bruxelles, 4 juin** : Le feu a été bouté à trois voitures appartenant à des membres du Corps Diplomatique stationnées avenue d'Andalousie, à Evere.

Avec de simples bougies, positionnées sur l'un des pneus (celui proche du réservoir à essence, généralement arrière-droit).

• **Berlin, 6 juin** : attaques incendiaires contre la maison d'un fonctionnaire de justice et les bureaux de l'association des matons. «Un salut de liberté à Mauricio Morales aux autres nada!»

• **Grenoble, 8 juin** : Le gymnase de "La Piste" 71 galerie de l'Arlequin dans le quartier de la Villeneuve a été en grande partie détruit par un incendie. Ce gymnase regroupait trois bureaux de vote et c'était jour d'élection.

• **La Rochelle, 15 juin** : 118 vitres de sucettes et d'abus JC Decaux (affichage publicitaire) ont été defonçées.

• **Bruxelles, 18 juin** : Les

vitres de l'office de l'emploi Actiris (ANPE) ont été brisées près de la gare du Midi à Bruxelles. Le tag 'Nique ton travail' a été laissé sur place.

• **Barcelone, 19 juin** : Vers 16h30, un local du PSOE [PS espagnol] a été attaqué par des anarchistes dans le quartier de Sants-Montjuich. Les vitres de la porte ont été détruites, la façade a reçu de la peinture rouge, et l'entrée a pris feu.

• **Bilbao, 20 juin** : une succursale bancaire s'est effondrée avec son distributeur de billets éventré à coups de marteau, différentes bouteilles de peinture et d'huile éclatant ses vitres et sa façade. En solidarité avec Joaquin Garcés.

• **Cauhtémoc (Mexique), 22 juin** : Un engin incendiaire est placé sous une voiture de patrouille du PGR (parquet général de la république), la réduisant en cendres.

• **Apumanque (Chili), 22 juin** : Pose d'une charge explosive contre la Banco Edwards-City Bank en solidarité avec Mauricio. L'engin était constitué d'une charge de 1 kilo d'explosifs activée par un système d'horlogerie qui activait à son tour une mèche à combustion lente pour éviter des accidents ou que quelqu'un soit touché. Le colis a été désamorcé par un gardien.

• **Valence, 22 juin** : Occupation du siège du PSOE [PS espagnol] en solidarité avec Amadeu Casellas et Joaquín Garcés, anarchistes espagnols incarcérés depuis 25 ans.

• **Barenone, 23 juin** :

Explosion en solidarité avec Mauricio d'un engin artisanal composé d'essence et d'aérosols de gaz propane actionné avec un retardateur contre la porte du Consulat du Chili à Barcelone, le brûlant partiellement.

• **Paris, 25 juin** : Dans les 18e, 19e, 10e et 3e arrondissements, 16 voitures de bourges ont vues leurs pneus crevés en solidarité avec Ivan et Bruno en cavale, et avec Michael incarcéré de Chambéry.

• **Rovereto (Italie), 28 juin** : A deux reprises, des groupes d'anarchistes ont contraint des trains à un arrêt forcé dans les gares de Lavis et Mori, en tendant des câbles d'aciers sur les voies pour porter dommage à la base militaire de Mattarello.

• **Paris, 29 juin** : Quelques jours avant La grande fête du Parti communiste parisien se déroulant Place des Fêtes (19e arrdt), cette dernière est recouverte de tags « CGT expulseurs ».

• **Santiago (Chili) 29 juin** : Un engin explosif a explosé vers 22h30 contre la caserne de la Policía de Investigaciones (PDI), sur la commune de Ñuñoa à Santiago. Un communiqué dédie notamment l'attaque à Heriberto Salazar Bello et Mauricio Morales.

• **Grenoble, 1er juillet** : Incendie d'un 4-4 Range Rover contre la façade d'une banque BNP en solidarité avec Zoé de Chambéry et Mauricio du Chili. Revendiqué par « Commando démocratie = pyromanie »

• **Paris, 2 juillet** : Toutes les surfaces vitrées du siège local de la CGT, rue de l'Aude (14e arrdt) sont entièrement defonçées. Un tag précise à côté « Expulseurs ».

• **Etampes (Essone), 3 juillet** : Une quarantaine de personnes dévalisent un rayon d'hypermarché. Le pillage serait lié à l'interpellation de 6 employés du magasin soupçonnés d'avoir laissé passer des complices avec des chariots de courses.

• **Paris, 6 juillet** : Siège local de la CGT du XVIIe arrdt de Paris aspergé de peinture en réponse à l'expulsion par celle-ci des sans papiers de la bourse du travail. Deux tags laissés sur place : "CGT Collabos" et "CGT Sales flics". Revendiqué par "Des travailleurs de la nuit".

• **Paris, 6 juillet** : Deux agences immobilières et une BNP defonçées dans le Marais en solidarité avec la clinique de Montreuil, le Garage à Lille et contre la CGT.



Pour plus d'informations au sujet de la répression en Italie de ces dernières années, voir notamment :

• Une page en italien, régulièrement mise à jour sur [informa-azione](http://www.informa-azione.info) :

[http://www.informa-](http://www.informa-azione.info/arrestati_due_compagni)

[azione.info/arrestati_due_compagni](http://www.informa-azione.info/arrestati_due_compagni)

• La brochure *Dans le marécage, Limites et perspectives de la répression anti-anarchiste* chez mutineseditions.free.fr

• La Déclaration de Massimo Passamani devant la chambre d'accusation de Paris sur Non-Fides.fr



SUR LES ARRESTATIONS DE DEUX COMPAGNONS ANARCHISTES EN ITALIE

Vendredi 3 juillet, en milieu de journée, nous apprenions l'arrestation de deux compagnons italiens, par l'unité spéciale « anti-terroriste » des carabinieri : le ROS (Raggruppamento Operativo Speciale). Selon les médias italiens, cette arrestation aurait eu lieu ce vendredi même, mais nous avons appris ensuite que les arrestations remontent en réalité à plusieurs semaines déjà, ce qui a laissé le temps à l'Etat et à ses chiens médiatiques d'orchestrer cette histoire et de planifier une vaste opération de police, procédant à une quarantaine de perquisitions au sein d'une supposée « mouvance anarcho-insurrectionnaliste » dans plusieurs régions italiennes (Lazio, Piémont, Lombardie, Toscane, et Abruzzes). Le ROS a particulièrement visé les domiciles de compagnons déjà perquisitionnés en février de cette année.

LES DEUX COMPAGNONS, Alessandro Settepani et Sergio Maria Stefani, ont été arrêtés à bord d'une voiture volée, et la police les accuse de « tentative de sabotage sur les voies ferrées », et plus largement de « participation à une association subversive d'inspiration anarcho-insurrectionnaliste ayant pour but la réalisation d'actions criminelles à visée terroriste et au renversement de l'ordre démocratique ». Une accusation déjà formulée par l'Etat italien lorsque l'opération « Cervantès », entre 2003 et juin 2004, avait abouti à une centaine de perquisitions sur tout le territoire italien, 36 mises en examen et quatre incarcérations, dont Sergio Stefani, qui sera relâché et acquitté en 2006.

IL AVAIT DÉJÀ ÉTÉ ACCUSÉ de vol aggravé en mai 2006, et condamné à deux ans et huit mois de prison pour avoir placé un engin explosif (qui n'a pas explosé) devant une boucherie d'Arezzo, en Toscane. La police l'avait également arrêté à bord de sa voiture et saisi des brochures anarchistes insurrectionnalistes détaillant la fabrication d'engins incendiaires et explosifs.

ICI LA POLICE AURAIT ARRÊTÉ LES DEUX COMPAGNONS alors qu'ils s'apprêtaient à poser des crochets métalliques sur les caténaires de la ligne Orte-Ancona. D'après la presse, les crochets auraient été fabriqués selon les schémas indiqués par un manuel « clandestin » intitulé *Ad ognuno il suo. 1000 modi per sabotare questo mondo* : « Mille façons de saboter ce monde. A chacun la sienne ».

CETTE OPÉRATION, baptisée « Shadow » par les carabinieri, a pour but d'établir des liens entre plusieurs personnes déjà visées en octobre 2007 (dont le jugement est actuellement en appel à la Cour de Terni) et des groupes affinitaires de la même région. L'armée explique également que les anarchistes inscrivait cette action dans une plus vaste « campagne révolutionnaire » en lien avec des groupes similaires opérant en Espagne et en Grèce.

Quelques adresses utiles...

Ambassade d'Italie
51, rue de Varenne
75007 Paris

Tel. +33 (0)1 49540300
Fax +33 (0)1 49540410

Consulat Général d'Italie à Lyon

5, Rue Commandant Faurax - 69452 LYON
CEDEX 06

Tel. 04 78 93 00 17 - Fax 04 78 94 33 43

Consulat Général d'Italie à Marseille

56, Rue d'Alger - 13392 MARSEILLE CEDEX 5

Tel. 04 91 18 49 18 - Fax 04 91 18 49 19

Consulat Général d'Italie à Metz

7, bd Georges Clémenceau - 57000 METZ

Tel. 03 87 38 58 70 - Fax 03 87 50 49 51

Consulat Général d'Italie à Nice

72, bd Gambetta - 06048 NICE CEDEX 1

Tel. 04 92 14 40 90 - Fax 04 93 88 11 08

Consulat Général d'Italie à Paris

5, bd Émile Augier - 75116 PARIS

Tel. 01 44 30 47 00 - Fax 01 45 25 87 50

Consulat d'Italie à Lille

2, Rue d'Isly - 59000 LILLE

Tel. 03 20 08 15 08 - Fax 03 20 22 82 12

Consulat d'Italie à Mulhouse

17, Av. Clémenceau - 68100 - MULHOUSE

Tel. 03 89 66 41 11 - Fax 03 89 46 15 63

Consulat d'Italie à Toulouse

13, Rue d'Alsace Lorraine - 31000 - TOULOUSE

Tel. 05 34 45 48 48 - Fax 05 62 30 00 22

Institut Culturel Italien

Hôtel de Galliffet
50, Rue de Varenne
75007 Paris

Tel. +33 (0)1 44394939
Fax +33 (0)1 42223788

Bureau de l'Attaché pour la Défense

Hôtel de Galliffet
50, Rue de Varenne
75007 Paris

Tel. +33 (0)1 42225208
Fax +33 (0)1 42842587

Attaché de la Défense :
Gen. Antonio Fernando BADALUCCO

Institut pour le Commerce Extérieur (Ambassade d'Italie - Section Promotion Exchanges)

44, rue Paul Valéry
75116 Paris

Tel. +33 (0)1 53757000
Fax +33 (0)1 45634034

LA MÉTHODE N'EST PAS NOUVELLE. Si nous semblons en France découvrir ce genre de campagne, avec l'apparition somme toute récente de la notion de «mouvance anarcho-autonome», et les récentes poursuites engagées par l'Etat français, les compagnons italiens font face à ce type d'accusations depuis plusieurs années déjà («bande armée», «association subversive» «organisation révolutionnaire anarchiste insurrectionnelle»).

ON LE CONSTATE avec les différentes affaires regroupées par la justice française sous le régime anti-terroriste : une tentative d'incendie d'un véhicule de police devant le commissariat de Clignancourt en mai 2007, transport des plans d'une prison pour mineurs et de brochures de fabrication d'engins incendiaires, et transport de matériel «potentiellement explosif»- des fumigènes artisanaux- en janvier 2008, sabotages de caténaires sur les lignes de train en novembre 2008, fabrication d'engins explosifs en mai de cette année à Chambéry), il semble que les États cherchent à harmoniser leurs stratégies répressives au niveau européen, en fabricant des catégories similaires, permettant d'infliger des peines très lourdes et de mobiliser tout un arsenal de contrôle (contrôles judiciaires, prison préventive, gardes à vue prolongées, interrogatoires, perquisitions, filatures, écoutes téléphoniques, mouchards audio/vidéo dans les voitures, logements, squats etc.).

AU-DELÀ DES CATÉGORIES FORGÉES PAR L'ENNEMI, qui ne répondent qu'à ses critères (hiérarchie, leader(s), organisation centralisée, terreur, «lutte armée»...) et qui visent à séparer les bons des méchants, les «libertaires pacifiques» des «terroristes anarchistes», les «coupables» des «innocents», il ne tient qu'à nous, par delà les frontières, de manifester une solidarité agissante contre l'Etat et contre tout ce qui contribue à nous rendre esclaves. Comme le disaient des anarchistes du Salento il y a peu : «Nous envoyons notre solidarité à ces rebelles, qui se trouvent sur la mauvaise route, et que nous ne pouvons que sentir comme des camarades, parce que c'est sur cette mauvaise route que nous nous trouvons également. Et même si nous n'avons pas encore eu l'occasion de nous y rencontrer, nous savons que nous allons dans la même direction. Vers la même destination aussi.»

LEUR JUSTICE EST LA MÊME, leurs prisons sont les mêmes, que nos révoltes se joignent à celles de nos compagnons anarchistes d'Italie et d'ailleurs, qu'elles ravagent ce monde de domination et d'exploitation.

**Des anarchistes,
Samedi 4 Juillet 2009.**

Ce texte nous vient d'Italie, il compose le numéro 25 de la revue Adesso, feuille de critique sociale en provenance de Rovereto, dans la province du Trento en Italie. Il revient sur une lutte étudiante qui s'est déroulée en Italie l'an passé, contre le projet de loi Gelmini, prévoyant -tout comme la LRU en France- une réduction progressive du financement public de l'enseignement supérieur au profit d'intérêts privés, rien de bien original donc. Cependant, si nous avons décidé de traduire et de publier cette lettre, c'est que les remarques formulées ici sont aisément transposables au mouvement étudiant français. Nous pensons qu'elle mérite largement un coup d'oeil de la part des étudiants en lutte aujourd'hui, qu'elle peut peut-être déboucher sur des débats internes aux grévistes, du moins, à ceux qui n'en peuvent plus de voir leurs pratiques mises à l'écart par des assemblées générales souverainement démocrates et bureaucrates.

Lettre Ouverte aux Etudiants en Lutte

Ne payons pas leur crise?

le slogan du mouvement –*Ne payons pas leur crise!*– est direct et efficace. Certes, on pourrait critiquer le concept même de «crise»–lié à une vision libérale ou marxiste de l'histoire influencée par l'idéologie du progrès–, cependant il a au moins l'indubitable mérite de placer la question de l'école et de l'université dans un contexte plus vaste : les rapports entre les classes sociales.

Ce qui est vraiment urgent et nécessaire, maintenant, est de rendre explicite ce que le slogan dit implicitement.

En somme : qui est ce nous? Nous étudiants? Nous exploités? Nous «citadins»?

Les atteintes à l'enseignement font partie d'une attaque bien plus généralisée à toutes les conditions de vie et de travail de millions de personnes (les salaires, les retraites ou la santé). Voici quelques exemples : pendant que le gouvernement retire 7.8 milliards d'euro pour les écoles et l'université, il en donne 10 pour les chasseurs-bombardiers F- 35, 16 pour les grands projets (TAV, pont sur le Détroit, bases militaires) et même 30 pour soutenir les banques. Mais ce n'est pas tout : il prévoit des aides de 650 millions d'euro pour les entreprises et une autre de 600 millions pour la caisse intégration (autrement dit pour permettre aux patrons des licenciements à des coûts réduits). Tout ceci, évidemment, avec l'inflexible accord de l'opposition.

Maintenant, si on ne dit pas ouvertement qui doit payer la «crise», les fonds pour l'instruction pourraient très bien être trouvés en pesant encore plus sur les épaules des exploités (défiscalisation des bénéfiques, travail encore plus précaire, etc). On ne peut pas se limiter à dire que tous envoient leurs fils à l'école et donc que, indirectement, l'entière société doit être avec les étudiants. Les fils de riches iront à l'école de toute façon. Il va de soi qu'une convergence pratique avec les classes pauvres ne se réalise pas par la simple magie du discours, mais il est fondamental d'affirmer en toutes lettres une communauté d'intérêts avec ceux qui pâtissent toujours de la "crise". Disons le ouvertement, aussi bien au gouvernement qu'aux travailleurs : la crise, les banquiers doivent la payer, ainsi que les industriels et leurs protecteurs, les politiciens.

Mais pour que ce discours reste crédible, il est nécessaire d'ôter toute ambiguïté corporatiste dans les rapports avec les présidents, recteurs et divers chefs. Les acteurs de ce drame ne sont pas les écoles d'une part et le gouvernement de l'autre. Le combat réel se joue entre ceux qui défendent cette société et ses privilèges et ceux qui la subissent et veulent la transformer.

Vive l'école publique ?

Dans une parfaite continuité entre les gouvernements de centre-gauche et ceux de centre-droit, allant de la loi Berlinguer à la loi Gelmini, on

enregistre un processus clair d'aziendalizzazione^[1] de l'université et l'aggravation de la qualité de l'enseignement public. L'explicite soumission à la logique de la compétition et du marché s'est traduite même dans le vocabulaire (des « dettes » et des « crédits », par exemple). Sans compter le lourd financement des écoles privées.

Mais, je me demandais, quel sens a la « défense de l'enseignement public » sans une critique plus générale de la nature et du rôle du savoir dans notre société ?

La soi-disant instruction de masse aurait dû être un moyen d'auto-éducation et d'émancipation. En a-t-il été ainsi ? Donnons quelques exemples terre-à-terre. Quand des milliers d'enfants lisent à l'école «Si c'est un homme» de Primo Levi, pouvons-nous dire que la conscience par rapport aux camps de concentration et au monde qui les a produits se soit affinée ?

Comment est-il possible que Le racisme institutionnel et social se mélange autant dans le vide rhétorique de la démocratie (le dialogue, le respect des opinions d'autrui, etc.) ? Comment est-il possible, maintenant que la langue italienne est arrivée jusqu'au village le plus isolé, de croire qu'il puisse exister -dans le monde comme dans la grammaire- une «guerre humanitaire»?

La raison de tout cela n'est pas mystérieuse, elle découle d'une banalité. Puisse-t-il exister un État^[2] qui favorise, chez ses propres citoyens, la culture critique et l'esprit d'autonomie ? Une personne avec sa propre pensée et une nature non conformiste sera-t-elle disposée à respecter plus ou moins l'autorité constituée ? La réponse est toute trouvée. Est-ce qu'on a déjà vu un État financer la formation d'individus insoumis, ses potentiels ennemis ?

Le point de départ de ces quelques réflexions sur le savoir est, alors que les instruments de connaissances critiques et d'auto-éducation éthiques et sentimentaux vont être arrachés par l'école malgré -et non pas grâce à- sa fonction sociale, on assiste à la reproduction de l'existant. En Italie, les recherches d'une école non classiste, d'une école « pour le peuple » s'insèrent, entre les années 60 et 70, dans un contexte de luttes plus générales. Ces luttes se sont épuisées, et l'instruction de masse est devenue, de pair avec la

pacification sociale, la bêtise télévisuelle et le consumérisme, une fabrique d'idiots alphabétisés. Dès l'instant où le capital a eu besoin d'un appauvrissement culturel et d'une réduction du langage bien adapté aux déqualifications, à la flexibilité et à la précarité du travail, il a transformé l'«égalité» en appauvrissement.

Les aziendalizzazione des dernières années se greffent, en somme, sur un tronc vastement préparé (et persistant).

Dans toutes les luttes étudiantes des années 80s et 90s, il y avait un ensemble de critiques plus ou moins récurrentes (contre la marchandisation du savoir, contre l'autoritarisme, contre les connaissances superficielles, contre la méritocratie, etc.).

Actuellement on ne critique plus les contenus et les rapports sur lesquels se fondent l'école, en ne se limitant qu'à refuser des baisses de personnels et de fonds, et on utilise même en y donnant un sens positif, des mots qu'on a toujours détesté^[3]. Nous sommes braves, nous ne faisons qu'étudier, nous aidons à développer l'entreprise nationale avec nos recherches...

Bien peu sont effleurés, apparemment, par l'idée que la formation et la transmission du savoir fassent, dans ce monde, partie intégrante de la production capitaliste et de la division sociale du travail. Pourtant, dans la joie des manifs sauvages et dans l'enthousiasme d'une normalité scolaire et académique suspendue, on sent flotter encore cette évidence : l'école, qu'elle soit publique ou privée, est un lieu insensé et chiant qui nous prépare à l'ennui et à la bêtise d'une non-vie, à la hiérarchie, au travail salarié, à la marchandise. Dans une perspective d'autogestion généralisée, en outre, l'idée même d'un lieu dédié à l'apprentissage du savoir (assis sur des bancs pour quelques années, avec des horaires fixes, en passant d'une matière à une autre selon des cadences préfixées - et ensuite, socialement, « on sait ») serait relégué parmi les horreurs de l'industrialisme, destructeur de milieux et d'âmes.

On peut fréquenter une école ou une faculté pour apprendre (toujours plus mal, d'ailleurs) le latin, la philosophie ou les mathématiques, mais il est décisif de ne jamais oublier qu'on est en terrain ennemi.

Plutôt recherchés que chercheurs



Avec la défense de la « recherche publique » on touche, à tout point de vue, au fond du problème.

Dans l'histoire du capitalisme il est arrivé souvent que quelques éléments, faisant partie d'un tout, se soient ensuite rendus autonomes, en supplantant au fur et à mesure les autres. La pensée monétaire et le marché— en somme : le motif économique— existaient depuis des années, mais c'est seulement avec l'ascension de la bourgeoisie qu'apparaissent les éléments décisifs d'un système social. Avec la technoscience, il est arrivé quelque chose d'analogue. Un élément parmi d'autres, le développement scientifique et technologique s'est transformé^[4] en un appareil incontrôlable, un produit de la domination étatique et capitaliste. Déjà dans les années 60s quelqu'un avait défini par « Megamachine » le lien entre la bureaucratie, le complexe industrialo-militaire, les médias de masse et la technoscience.

En l'an de grâce 2008, qu'est ce que peut bien signifier « la recherche publique » ? Laquelle ? ce serait stupéfiant, vu le dogme progressiste apparent, que les étudiants réfutent en bloc la prétendue neutralité de la science. Et vice-versa, il est vraiment stupéfiant de parler de « recherche publique » sans la moindre allusion critique.

Dans les universités italiennes —une trentaine— on finance des recherches directement reliées à l'industrie de guerre, au contrôle social, à la surveillance technologique, etc Défendons nous mêmes celles-ci ? Face aux procès en acte d'artificialisation du vivant (nous pensons au bio-et nano-technologies), ils se retranchent derrière la science pure et non appliquée (les bons sont les chercheurs, les méchantes sont les multinationales). Cela ne ressemble-t-il pas plutôt à une véritable superstition?

« Chaque temps perdu pour la science est temps gagné pour la conscience » écrivaient, il y a quelques années de cela en France, les auteurs anonymes du sabotage d'un laboratoire d'État s'occupant de semences transgéniques...

« Puisse-t-il exister un État qui favorise, chez ses propres citoyens, la culture critique et l'esprit d'autonomie. Une personne avec sa propre pensée et une nature non conformiste sera-t-elle disposée à respecter plus ou moins l'autorité constituée? La réponse est toute trouvée. Est-ce qu'on a déjà vu un État financer la formation d'individus insoumis; ses potentiels ennemis? »

No Futur

Ce slogan, un temps hurlé par un célèbre groupe punk, est aujourd'hui une évidence pour des millions de jeunes (et pas seulement) : de nombreux étudiants, avec ou sans licence, finiront par faire du travail en intérim (un mois chez pony express, le mois suivant magasinier, celui d'après dans un magasin de téléphonie). Un autre, espère finir à « Grande Fratello »[5]...

Au-delà des discours, donc, la perception que le monde du travail soit une jungle artificielle est aussi perceptible qu'une migraine ou un tic nerveux. Au-delà des discours, le « droit à l'étude » semble être un passe-partout magique avec lequel on peut ouvrir des portes sur lesquelles l'enseigne dirait : « Il n'y a pas de postes pour tous ». Au-delà des discours, lutter ensemble permet de se sentir moins seul.

Les déclarations respectables faites devant les caméras ressemblent aux promesses que les enfants font pour Noël. La présence des médias impose que le représentant élu répète à la télévision ce que l'opinion publique veut entendre. De plus : les interventions elles-mêmes se révèlent n'être là que pour la diffusion et la consommation d'images médiatiques. « Excusez le malaise, nous sommes en train de pédaler vers le futur » : ce slogan d'un récent mouvement social ne ressemble-t-il pas peut être à une affiche publicitaire ? « L'avenir, dans sa totalité, est mensonge », écrivait Iosif Brodskj...

Dans le délabrement de tous les programmes, certains commencent à partager une exigence certaine : nous voudrions nous évader de ce présent, mais nous ne savons pas où aller...

Adesso - feuille de critique sociale

Rovereto, 14 novembre 2008 – numéro 25.

Traduction par Non Fides, 2009.

Notes :

[1] Ndt. Transformation des services sur le modèle de l'entreprise.

[2] En parlant « d'enseignement publique », cette question sur l'Etat : il faudra se la poser.

[3] La méritocratie, par exemple.

[4] On le voit nettement à partir des années 40.

[5] Ndt. Émission de télé-réalité populaire en Italie.

Communiqué

Lu sur indymedia Milwaukee.

A l'approche de la fermeture du bar où nous discutons en cette nuit du lundi 19 janvier, alors que nous marchions, quelques poivrots errants nous demandèrent si nous étions des ninjas. L'un d'entre nous répondit aussitôt "oui, Nous SOMMES des ninjas" et dix secondes plus tard, le groupe alla de l'avant et brisa deux distributeurs de banques, 9 vitrines dont quelques-unes blindées, une caméra de vidéo-surveillance et peinturlura « C'est la guerre » accompagné d'un A pour Anarchie sur la façade d'une agence U.S. Bank de Milwaukee. Le groupe a alors visiblement disparu.

Notre listing de solidarité serait beaucoup trop long... Nous reconnaissons que ce contre quoi nous luttons n'est pas une simple série d'infortunes, d'entreprises corrompues et mauvaises, le bon devenu truand, mais la société de contrôle ; et agir en solidarité, c'est tendre vers l'annihilation de ce contrôle par le biais d'actes d'inter-connections complices, réciproques et volontaires.

Cette banque pétée n'est qu'une petite contribution à la mise en pratique du discours que nous construisons.

«Les nations qui se prétendent les plus libres accordent en réalité infiniment moins peu de liberté à leurs habitants et les maintiennent en tutelle toute leur vie. C'est d'un ridicule achevé. Un pays où on passe son temps à parler de liberté et où on prétend qu'elle n'existe qu'à l'intérieur de ses frontières me semble toujours suspect. Quand je vois une gigantesque statue de la liberté à l'entrée du port d'un grand pays, je n'ai pas besoin qu'on m'explique ce qu'il y a derrière. Si on se sent obligé de hurler : « Nous sommes un peuple d'hommes libres ! », c'est uniquement pour dissimuler le fait que la liberté est déjà fichue ou qu'elle a été tellement rognée par des centaines de milliers de lois, de décrets, ordonnances, directives, règlements et coup de matraque qu'il ne reste plus, pour la revendiquer, que les vociférations, les fanfares et les déesses qui la représentent. »

B. Traven, *Le Vaisseau des Morts*, 1926.

LA FORME D'ABORD !

Depuis quelques mois, des publications et des sites labellisés révolutionnaires font, sans trop se

poser de questions, quasiment l'apologie des formes d'action qui sont apparues dans les entreprises privées et publiques, telles que les séquestrations de managers. Comme si, par leur seule existence, elles fournissaient la preuve de la radicalité de leur contenu. Il y aurait là quelque vide créé par la désyndicalisation et l'acceptation accrue, par les grandes centrales syndicales, des règles du jeu de l'économie mondiale. De jeunes et moins jeunes fossoyeurs du monde s'emploieraient donc à le combler à leur façon. Sauf qu'il n'y a pas de vide, mais la poursuite de la domination du capital par d'autres moyens, assez différents des modes de régulation des tensions auxquelles nous avons habitués des décennies d'Etat providence. Et les fossoyeurs présumés ne dépassent pas aujourd'hui, en règle générale, l'horizon du syndicalisme, même lorsqu'ils emploient des moyens peu orthodoxes. Nous allons le voir à travers l'exemple emblématique des luttes dans le secteur de l'énergie. Sans généraliser outre mesure, vu que les différences de situations, de motifs, d'objectifs, de moyens, de dispositifs de contrôle, etc., n'en font pas le modèle universel à plaquer tel quel sur toutes les luttes en cours. De celles qui démarrent dans des sociétés en faillite, comme Continental, en passant par celles qui perdurent dans l'Education, jusqu'aux émeutes en banlieue et dans les centres de rétention.

LES RÉCENTES GRÈVES À ERDF ET À GRDF, filiales de la distribution d'énergie pour EDF et GDF-Suez, n'ont pas pris au dépourvu les bonzes de la CGT, principale organisation syndicale dans la place. Pour la bonne raison qu'ils les avaient planifiées, dans le but d'en faire le levier de leur maquignonnage avec l'Etat, afin de tirer bénéfice de la restructuration du secteur de l'énergie à laquelle ils contribuent. Ils comptaient utiliser les questions salariales et d'organisation du travail, qui préoccupent bon nombre de récentes recrues. Rien que de très classique. Par contre, c'est plutôt au niveau des moyens qu'ils ont été, momentanément, déconcertés, lorsque des poignées de grévistes peu dociles ont commencé à effectuer des coupures non prévues au programme, parfois, dans des cas plus rares, des vols de cartes électroniques nécessaires au fonctionnement des réseaux, des occupations quelque peu rudes de directions régionales, etc. Ce qui n'était pas vraiment dans les habitudes de la maison. Mais, même à la CGT, la base commence à ressembler en partie à celle de SUD. Elle fait de moins en moins référence à l'appartenance de classe, et encore moins à telle ou telle corporation, mais de plus en plus à la citoyenneté en général. Ce que laisse entrevoir le thème le plus plébiscité dans les manifestations : « Tous ensemble ! », plus applaudi même que « la défense du service public », chère à la CGT et à SUD. Le « tous » englobe également l'ensemble des « sans », tels que les représente l'idéologie citoyenniste. Les idées de ces salariés découlent donc en partie de l'évolution du capital, qui a réduit à presque rien les anciennes « communautés de classe », à la fois base et conséquence de la « lutte de classe », au sens habituel du terme. Les plus jeunes ont parfois participé aux luttes lycéennes de la dernière décennie. Ils ont tendance à en reprendre les formes, telles que la combinaison de la grève et du blocage d'axe de communication. Bref, faire du scandale ne

leur fait pas peur, même au risque de heurter les « usagers du service public ». Leur colère est effective et leur méfiance envers la vieille bonzerie, qui vénère l'Etat et l'entreprise, réelle. Les tensions qui apparaissent au sein d'institutions aussi vénérables que EDF et GDF portent leur marque, même si elles ne s'y réduisent pas. Le sommet de la centrale de Montreuil doit en tenir compte, sous peine de voir disparaître sa fonction de représentation des salariés au sein de l'Etat.

L'ensemble de ces facteurs peut donner l'impression que le syndicalisme est déjà sur la touche, à condition d'entendre par là le corporatisme, fond de commerce de la vieille garde CGT. Par suite, il n'est guère étonnant que des politiciens hurlent au danger de sabotage généralisé et que des radicaux les croient sur parole. Puis, tirent argument de leur crainte, à moitié simulée, pour prédire l'accumulation des facteurs d'orage. Voire celle des prémisses du déluge, à en croire les aficionados de « L'insurrection... », brochure à la réputation sulfureuse usurpée, en tête de gondole à la Fnac. Pourtant, comme Marx le disait déjà, lors de l'industrialisation de l'Angleterre et des résistances ouvrières qui l'accompagnaient : « Les formes sans contenu sont informes, elles ne signifient rien. » Disons plutôt que, à notre époque, où le capital a tellement phagocyté la société qu'il est devenu presque impossible de la distinguer de l'Etat, elles signifient au contraire trop de choses. Mais, hélas, pas toujours celles que nous espérons voir advenir. Même lorsque, à première vue, dans le monde assez informel de la marchandise moderne, elles paraissent éphémères, volatiles et diffuses, et échappent aux normes en vigueur, telles qu'elles sont formulées sous forme de lois.

Lorsque des salariés, à EDF et ailleurs, stoppent leurs activités, voire les sabotent, ils en tirent du plaisir, plaisir de souffler, de parler, parfois de faire des rencontres au-delà des murs de

l'entreprise. Mais, pour distendre ainsi leurs chaînes il n'en résulte pas nécessairement qu'ils sont en train de les rompre. Bien sûr, dans les luttes effectives, les formes ont de l'importance. Mais, bien qu'elles ne soient pas toutes équivalentes, à l'image de conteneurs vides à remplir de n'importe quel contenu, elles ne déterminent pas à elles seules le sens des actes. Lesquels découlent de nombreux facteurs, en premier lieu les aspirations de leurs protagonistes. Presque dix ans avant la première boucherie mondiale, Malatesta souligna les limites du syndicalisme révolutionnaire, alors à l'apogée en France, qui portait « l'action directe » aux nues. Il rappelait «qu'il ne faut pas confondre les moyens et le but». Et de citer des exemples de grèves accompagnées de sabotages, mais corporatistes, voire chauvines dans leurs objectifs. La suite devait lui donner raison puisque la CGT, hostile au parlementarisme et aux partis, passa en très grande majorité, avec Jouhaux, le responsable confédéral libertaire en tête, à l'union sacrée dès la déclaration de guerre. De même, la spontanéité, remise au goût du jour à l'occasion des luttes récentes, n'explique rien. En d'autres temps, elle était presque synonyme de révolte prolétaire contre la domination. Aujourd'hui, elle exprime quelque chose de plus faible. A savoir que des salariés agissent par eux-mêmes sans attendre les ordres de la hiérarchie syndicale ou en les outrepassant. Mais cela n'implique pas encore qu'ils agissent pour eux-mêmes, pour conquérir leur liberté. Car ils ne sont plus étrangers à la société qu'ils contribuent eux-mêmes à créer, comme ce fut le cas à l'époque de la naissance du capitalisme, lorsque l'Etat les poussait, parfois les fusils dans le dos, vers les bagnes industriels.

Pour en revenir aux formes actuelles, ce n'est pas parce qu'elles sont décalées par rapport à celles qu'affectionnent à l'ordinaire les bonzes syndicaux qu'elles expriment le dépassement de l'esprit syndicaliste. Rappelons-nous la grève générale à la SNCF de 1986. Les premières assemblées souveraines rencontrèrent l'hostilité de l'appareil de la CGT, qui n'était pas à l'initiative de la paralysie du réseau ferré et qui y était même opposé. Elles furent encensées par les ultimes partisans du communisme des Conseils et autres apologistes de la « démocratie directe » comme la voie de passage obligatoire pour rompre avec le syndicalisme et subvertir le monde. Or, à partir du moment où la hiérarchie syndicale les a reconnues comme modes de représentation nécessaires, voire les a organisées elle-même, et que l'Etat les a entérinées sans chercher à les disperser, elles sont devenues les feuilles de vigne des magouilles syndicales. Les bonzes de la SNCF, à condition d'en respecter le cérémonial, pouvaient y jouer le rôle de délégués désignés et révocables par les masses souveraines. Leurs acolytes, dépêchés par la centrale, dont la présence était nécessaire pour

peser sur les décisions dans le sens souhaité, étaient mieux acceptés. La faillite des assemblées sanctionna l'amère réalité : l'immense majorité des grévistes n'avaient d'autre perspective que de maintenir ou d'améliorer leur condition. En d'autres termes, ils restaient syndicalistes dans l'âme. Dix ans plus tard, à la veille de la dernière grève générale à la SNCF impulsée, elle, par la CGT, naissait SUD, héritier testamentaire des illusions charriées par des assemblées, amalgamées au citoyennisme en cours de constitution. Lequel est devenu l'idéologie officielle des oppositions de la prétendue « société civile » au pouvoir d'Etat, recyclée jusque dans les colonnes de la « Vie ouvrière », l'organe de la CGT. Les mêmes problèmes se rencontrent avec toutes les formes. Le fait que des modes d'association et d'action, larges ou non, légaux ou non, impulsés par des salariés apparaissent dans des situations de tension données ne nous donne pas d'indications sur leur contenu, sur les motifs et les objectifs individuels et collectifs qu'ils visent, sur les contradictions auxquelles ils sont confrontés, qu'ils résolvent ou qu'ils refoulent, sur les relations qu'ils tissent entre eux, sur celles qu'ils entretiennent ou non avec la hiérarchie syndicale, etc. Mais l'omniprésence de la forme marchande et des modes de pensée qui lui sont spécifiques fait que les questions de contenu passent au second plan, voire disparaissent des discussions dans les milieux radicaux.

C'est pourquoi, dans de tels milieux, presque personne ne se préoccupe de savoir ce que les grévistes pensent du travail, de leur propre travail. Ce qui détermine pourtant en grande partie le sens de leur action. Poser la question, c'est la résoudre car, jusqu'à preuve du contraire, ils ne le remettent pas en cause. Du moins dans leur grande majorité, même lorsqu'il leur devient assez indifférent par suite de l'automation, de la polyvalence et de la précarisation croissantes qui sapent à la base la notion même de métier. Dans le cas contraire, il y aurait eu des manifestations de cette critique, par la parole, la plume et bien d'autres moyens. Dans la grève à ERDF et à GRDF, le nucléaire, au cœur de la production et de la distribution d'énergie en France, est passé à la trappe pour l'essentiel. Parfois, sous l'impulsion de SUD Energie sans doute, quelques grévistes ont abordé le problème de la diversification des sources combinée



au maintien du nucléaire. Chose acceptable par EDF. De toute façon, les syndicalistes CGT étaient là pour rappeler que la lutte portait sur les salaires et les conditions de travail. Ce qui, vu les motifs de la masse des grévistes, est vrai !

Par suite, bien que la météo ne soit pas au beau fixe, les bonzes peuvent surfer sur la vague à condition de l'aborder dans le bon sens. Dans le cas contraire, ils risquent de la prendre en pleine figure, comme à Caterpillar. « La pyramide ne peut pas reposer sur la pointe », affirmait le responsable, modéré, de la fédération de l'Energie CGT. La formule a le mérite de la clarté. La centrale doit changer, du moins à la base quand c'est indispensable, pour que le sommet continue à jouer son rôle de maquereau auprès de l'Etat.

Ce qui ne va pas sans réticences, car elle est habituée à fonctionner selon les modalités du compromis fordiste, jugé obsolète par les managers et le pouvoir d'Etat. Il impliquait qu'elle négocie avant de lancer la moindre action, laquelle n'avait d'autre finalité que de faire respecter les conventions ou d'en accélérer la signature. Elle privilégiait les actes symboliques, soupapes de sécurité encadrées par la loi. A l'occasion, elle faisait appel aux gros bras du Livre, de l'Energie..., pour faire aboutir des revendications corporatistes. Et aussi pour briser les oppositions qui menaçaient son monopole de la représentation. Les comités de base aux vellétés révolutionnaires qui, au lendemain de Mai 68, apparurent de façon sporadique dans les «forteresses prolétariennes» de la CGT en firent les frais. Mais, à force de scier la branche sur laquelle elle était assise, la centrale a pris beaucoup de plomb dans l'aile. Depuis que les salariés de Cellatex ont menacé d'employer la méthode de la terre brûlée, en 2001, elle a entamé le douloureux recentrage à la base, sur le modèle de SUD. D'où la « compréhension » embarrassée qu'elle manifeste désormais envers des actes qu'elle n'a pas prévus. Bien entendu, en assurant que « nous ne sommes pas des voleurs », des voleurs de cartes de contrôle des réseaux d'énergie, entre autres choses.

Pour le surf par gros temps, les vieux crabes de la CGT comptent sur des crustacés plus jeunes, mais aux pinces déjà longues, qu'ils laissent même depuis quelques années grimper dans les étages du siège de Montreuil, pour en consolider les fondations. Trotskyistes de tous poils, autonomes assagis, maoïstes repentis, lycéens contestataires d'hier déjà bureaucrates d'aujourd'hui... constituent le fer de lance de la rénovation en cours. Pas seulement à SUD, bien que le syndicalisme citoyen soit leur domicile préféré. Leur activisme, qui va parfois jusqu'au coup de main, n'est pas antagonique avec les habitudes de la centrale qui veulent que, en cas de besoin, les bonzes mettent la main à la pâte pour en redorer le blason.

A l'image de SUD, la CGT a donc approuvé des actes délictueux et les a couverts face aux médias. Tout en

sermonnant dans les coulisses leurs auteurs, elle a proposé d'assurer leur défense juridique au cas par cas. Excellent moyen pour les faire taire. De plus, elle a organisé elle-même des actions parfois justiciables et, tradition de la maison oblige, elle ne les a pas revendiqués toutes, histoire de faire passer des vessies pour des lanternes. « L'invisibilité » de leurs auteurs, pour reprendre le terme à la mode dans le milieu de l'édition radicale, assure, non pas leur protection face à la police, mais « l'opacité » des motifs et des objectifs de leurs initiateurs : les bonzes. Pas mal de radicaux, en particulier ceux qui ne sont pas confrontés au monde du travail, limitent l'action syndicale aux randonnées pédestres qu'ils croisent sur des parcours balisés dans les zones urbaines. Ils ont donc avalé la couleuvre sans sourciller. Sans même voir que la CGT installait des contre-feux pour que les sabotages et les blocages, apparus depuis quelques années à la SNCF, à l'Education nationale..., ne fassent pas tache d'huile dans l'Energie. Car les deux portent atteinte à la bonne marche de l'économie et les seconds facilitent les rencontres, dans la mesure où leurs auteurs investissent d'autres lieux que leurs entreprises, ainsi que les axes de communication. Pour parler comme Fourier, bien des « affinités et attractions » peuvent y apparaître, parfois durablement. A ce titre, elles sont susceptibles de malmenier l'identification des individus aux rôles sociaux, gage de la stabilité de l'Etat. Consciente du danger, la CGT a donc lancé des « interventions ciblées sur les outils de travail et les sites », réalisées par des groupes limités sous contrôle de la hiérarchie, qui évitaient les centres névralgiques. Telles les mises en veille de réseaux effectuées par des délégués responsables de secteur, détenant à ce titre les clés et les codes d'accès, en priorité dans des lieux où les groupes électrogènes pullulent : au festival de Cannes, au port de Gennevilliers ! La bête noire des antinucléaires du Cotentin, responsable CGT de la centrale nucléaire de Flamanville, a même organisé, pour quelques heures, le blocage du chantier de l'EPR, précisant que « l'action contre la vitrine technologique d'EDF visait à faire connaître nos revendications ». Par l'intermédiaire des médias, bien entendu. La masse des grévistes, incapable de comprendre que de telles médiations neutralisent les tensions et entravent les rencontres, n'avait rien à y redire. La poursuite, en somme, des simulations de crise nucléaire à EDF, organisées avec la CGT. A ces spectacles dignes de ceux qu'affectionne l'EZLN, rien n'a manqué. Pas même les syndicalistes cagoulés à la Marcos, agitant des drapeaux CGT, démonte-pneus à portée de main pour faire couleur locale.



En déclenchant de telles actions, la centrale de Montreuil jouait avec les allumettes. Mais elle était prête à assumer les départs de feu limités, comme l'occupation mouvementée du siège de l'Association du gaz, à Paris. Car l'objectif était de renforcer la cohésion syndicale et de retaper l'image de marque de la boîte, histoire de prévenir la constitution de

noyaux résolus, peut-être susceptibles de mettre le feu aux poudres. Le sens de l'opération promotionnelle a échappé à bien des radicaux, fascinés par l'activisme déployé par la centrale, sans commune mesure avec le leur, vu les moyens dont elle dispose, du moins dans le secteur de l'énergie. Bluffée, la CNT francilienne a même parlé de « la multiplication d'actes de sabotage et de blocage diffus ». A Paris, capitale du spectacle radical, le ridicule ne tue plus.

« Ca fait chaud au cœur de voir des camarades plus expérimentés de la CGT, y compris ceux de notre fédération, aider des collègues plus jeunes, en colère mais inexpérimentés, fraîchement syndiqués, pour occuper des sièges de société, comme celui de FCI Microconnections dans les Yvelines, et organiser des actions qui montrent aux patrons et au gouvernement que le syndicalisme, le vrai, n'est pas que négociation mais aussi action, action pour faire aboutir la négociation. [...] Faut pas hésiter parfois à enfermer les patrons dans leur bureau pour obtenir ce que l'on veut. [...] Les actions, évidemment, ce n'est pas toujours la peine qu'elles soient revendiquées par les camarades. Les jeunes, ils n'aiment pas les étiquettes et puis, parfois, elles frappent plus les gens quand elles ne le sont pas. [...] La fédération de l'Energie elle a souvent fait comme ça dans le temps, lorsqu'elle coupait le jus aux ministres de Giscard. »

**Des vieux de la vieille de la CGT du Livre,
à la porte de Montreuil. Mai 2009.**

Depuis quelques années, le discours du pouvoir d'Etat, et les mesures qui l'accompagnent, à base de coercition aggravée et de serrage de vis dans tous les domaines, donnaient l'impression que l'époque des concessions était révolue. La page du compromis fordiste à la française, datant de la période d'accumulation forcenée des Trente Glorieuses, était tournée. L'heure était à la sobriété et à la sécurité. Pas tant la sécurité sociale octroyée par l'Etat providence aux travailleurs en échange de leur subordination, que celle qui est censée protéger les citoyens en général contre les menaces de cataclysmes, réels ou imaginaires, qui planent au-dessus de leurs têtes. Dans la foulée du 11-Septembre, les gestionnaires de la domination classèrent au premier rang des risques le terrorisme. L'occasion était trop belle et ils semblaient avoir trouvé là l'arme fatale qu'ils cherchaient depuis longtemps : l'anti-terrorisme. Et ils tentèrent en effet de l'employer au mieux. Avec quelques succès, ils agitèrent le spectre du terrorisme, y compris celui du prétendu terrorisme anarchiste, autonome, etc., collant ainsi des étiquettes dans le dos des cibles destinées à jouer le rôle de boucs émissaires, livrés à la vindicte des populations désorientées et angoissées. La crise de l'économie

mondiale, qui a pris récemment des formes financières paroxystiques, semblait conforter l'idée qu'ils ne disposaient plus d'autres cartouches. Des radicaux en déduisirent, à la suite des citoyennistes, que « l'état d'exception était devenu la règle ». Les aficionados déjà cités, totalement déconnectés de la réalité, affirmèrent que les nouveaux damnés de la Terre avaient comme seul choix : crever ou faire crever le capital. D'où la tendance à présenter les luttes d'aujourd'hui comme le matin du grand soir. Pour en savoir plus, repasser à la Fnac.

Evidemment, le cours de la société capitaliste est rien moins que paisible. Dans la période actuelle, elle est secouée par de multiples turbulences et génère des contradictions, parfois aiguës, qui prennent la forme de contraintes dont le pouvoir d'Etat doit tenir compte. Mais il n'y a pas de lois implacables de l'économie placées au-dessus de la société qui lui interdiraient désormais de faire la moindre concession. L'économie, c'est aussi du social. La grande limite et la grande inconnue reste donc l'humain. Lequel perturbe bien des plans conçus dans les cénacles du pouvoir. Il en va ainsi avec l'arme ultime de l'après-11-Septembre, particulièrement en France. Dans la version générale du scénario, les terroristes, telles des araignées tapies au centre de leurs toiles, attendent leur heure pour fondre sur leurs victimes : la population et l'Etat qui la protège. Dans la version française, conformément à la livrée jacobine que l'Etat peine encore à abandonner, ils endossent en plus le costume de criminels politiques. D'où le vice de forme rédhibitoire du montage. Dès que l'Elysée a dû l'appliquer à la gestion du social, il n'a plus fonctionné, dans la mesure où les forces mises en cause dépassaient le cadre de quelques cercles affinitaires qui, à tort ou à raison, paraissaient coupés du monde. Personne ne peut croire que les actes de résistance des derniers mois, parfois suffisamment violents pour ravager quelque sous-préfecture, sont issues de milieux ou de groupes jouant, dans le scénario, le rôle de pépinières de terroristes. Pas plus que les tirs nourris sur les escadrons de CRS, des dernières années, au cours des émeutes de banlieue, que les sabotages contre les biotechnologies qui ont continué après le 11-Septembre, etc. D'ailleurs, l'Elysée n'a même pas tenté de le faire.

Par des retours de balancier assez comiques, les mêmes hommes d'Etat qui affirmaient hier ne faire aucune concession sont aujourd'hui à la recherche désespérée de recettes à concocter, puis à faire mijoter dans les marmites syndicales. Mais nous aurions tort de croire au retour de l'Etat providence. Le compromis fordiste réalisé sous l'ombrelle de l'Etat nation n'est plus réalisable pour de multiples raisons, particulièrement à cause de l'accélération de la globalisation de l'économie, et, plus généralement, à cause de la crise profonde qui touche toutes les facettes de l'activité en société. De même, les garanties accordées par l'Etat à des banques en faillite n'annoncent pas le renouveau du capitalisme





d'Etat d'antan. Elles aggravent plutôt la dépendance des gestionnaires de l'Etat envers la finance mondiale. Mais elles servent de palliatifs momentanés pour différer, voire éviter, des paniques de masse, peut-être grosses d'explosions. En France, les managers de la domination, des conseils d'administration des sociétés à l'hôte de l'Elysée, ne leur demandent, en dernière analyse, rien de plus. D'où leur apologie de la « société du risque », où le « risque social » est géré comme n'importe quel autre, dans l'urgence, au coup par coup, au jour le jour, en combinant divers dispositifs qui ne peuvent être réductibles, loin de là, à la seule violence. Sans même chercher quelque issue durable à la situation d'instabilité chronique, tant le cours général du monde est devenu peu prévisible. Etrange « état d'urgence » dans lequel manque le facteur essentiel de « l'état d'exception » : l'utilisation par le pouvoir de la terreur de masse sans phrase.

Du règne de la survie à crédit, qui domine aujourd'hui à tous les échelons de la pyramide, jusqu'au sommet, personne ne peut prévoir ce qui sortira. Pas même les radicaux d'obédience marxiste qui jouent aux futurologues. Nous ne pouvons même pas exclure que le pouvoir d'Etat, pris de panique face à des situations imprévisibles et peut-être explosives, ne décrètera pas l'ouverture de la chasse pour tenter d'écraser ce qui lui résiste. Aujourd'hui, il arrive à contenir les tensions, via les médiations syndicales et autres, en combinant les opérations de terreur sélective, comme en banlieue, et l'utilisation des faiblesses des adversaires, accompagnées de concessions parfois substantielles, comme dans l'énergie. Pendant que continuent à progresser, sur fond de fragmentation accélérée de la vieille structure de classe, l'atomisation des individus et leur identification à des communautés de substitution qui, religieuses ou non, sont aussi illusoires que destructrices, dans des ambiances de guerre de tous contre tous et de chacun contre lui-même. En France, l'ancien est donc bien décomposé, mais sans que rien de neuf n'advienne vraiment, sinon parfois sous forme d'éclairs de chaleur, dans les entreprises et ailleurs. C'est pourquoi lorsqu'ils apparaissent là où nous ne sommes pas, là où nous n'avons pas participé à leur déclenchement, nous avons envie d'en rencontrer les protagonistes et d'y participer à notre façon. Car nous savons, selon la vieille formule de Bakounine que si « la liberté est mienne, elle dépend aussi de celle des autres ». Lorsque nous allons au-devant d'autrui, c'est aussi pour affiner nos armes, théoriques et pratiques, pour mieux les confronter à la réalité et pour mieux les partager. Chose évidemment plus facile à dire qu'à faire. Mais nous ne risquons rien à la tenter.

André Dréan (nuee93@free.fr)

Juin 2009.

La Complicité, pas la dette

Base pour une solidarité anarchiste.



Si nous avons décidés de traduire ce texte plutôt théorique de Willful Disobedience, c'est parce que celui-ci trouve une résonance directe avec la réalité pratique quotidienne, qui alimente les discussions entre anarchistes et marxistes, entre anarchistes et communistes libertaires. Quiconque souhaite conjurer le gauchisme et l'activisme doit pouvoir se poser ces questions là. Considérer que « la liberté des autres étends la mienne à l'infini » n'est pas considérer que « la liberté des autres s'arrêtent là où commence la mienne ». Il y a là deux conceptions opposées de la liberté. Au delà du fait que la première hypothèse s'affirme, contrairement à la seconde, en positif, la seconde définit la liberté sous un angle répressif et limitant. Il faut également pouvoir enfin se débarrasser des notions de « combat contre les privilèges » comme il faut se libérer des luttes « pour des droits », qui ne font que nous enchaîner un peu plus.

Aucun de nous ne doit rien à personne. Cela devrait être un principe directeur derrière toute pratique anarchiste. Tous les systèmes de pouvoir, toutes les hiérarchies et toutes les relations économiques sont justifiés par l'idée que chacun d'entre nous, en tant qu'individu, doit son existence à la collectivité qu'est cet ordre social. C'est une dette sans fin, une obligation éternelle qui ne peut jamais être remplie, qui nous garde enchaînés à un cycle d'activité qui maintient cette société. En tant qu'anarchistes et qu'insurrectionnalistes, notre but est précisément le complet renversement de ce cycle d'activité, des relations sociales qui gouvernent nos vies. Quelle meilleure occasion pour commencer, que le refus absolu du plus basique des principes économiques et politiques :
La dette.

Malheureusement, une grande partie de la lutte sociale en cours se base elle-même sur des suppositions économiques et/ou politiques, et particulièrement sur celle de la dette. Les gens parlent de réparations, de dédommagements, d'obtenir ce que l'on nous doit, ce qui est de droit. Cela s'entend même dans la façon dont nous parlons de lutte des classes quand l'idée "de reprendre ce qui nous appartient" est utilisée pour signifier que nous avons un droit parce que nous l'avons « gagné » - c'est-à-dire, l'idée que « le produit doit appartenir à celui qui le produit ». Cette façon de concevoir la lutte des classes reste fermement implantée dans l'économie, qu'il est dans notre intérêt de détruire.

La méthodologie économique et politique de la lutte oppose le privilège au droit. De cette manière, il suppose que l'individu est dépendant d'un pouvoir supérieur, le pouvoir qui accorde les droits et les privilèges (c'est-à-dire, l'ordre social existant). En fait, les droits et les privilèges sont vraiment la même chose : des libertés limitées qu'un pouvoir supérieur accorde à un individu en raison d'une certaine valeur inhérente ou gagnée que ce pouvoir reconnaît en lui. Ainsi, l'opposition du droit et du privilège est une fausse opposition. Elle n'est rien de plus qu'un désaccord sur la façon dont le pouvoir devrait nous valoriser et un appel à lui pour une reconnaissance de notre valeur. Une lutte pour des droits n'est rien

de plus qu'une lutte pour se vendre à un meilleur prix. Au maximum de sa radicalité, cela devient la tentative de vendre tout le monde au même prix. Mais certains d'entre nous ne veulent pas être vendus du tout.

L'espèce de « solidarité » que cette méthode de lutte induit est une relation de service basée sur le concept de dette. Quand vous exigez que je renonce à « mon privilège », vous n'êtes pas juste en train de me demander de sacrifier quelque chose à votre conception de la lutte. Plus significativement, vous supposez que je reconnais ce privilège, me définissant en des termes nécessaires pour le gagner, par concession.

Pour utiliser un exemple, disons que vous exigez que je renonce à mon privilège masculin. Il y a quelques suppositions dans cela : **1)** que je me vois essentiellement comme masculin ; **2)** que je possède ce privilège et peut ainsi en disposer comme je le souhaite ; et **3)** que je vous le dois, c'est-à-dire, que j'ai une dette envers vous en raison de ma masculinité. Mais ce n'est pas le cas, en fait, je ne me vois pas uniquement comme un homme, mais comme un individu unique, comme moi-même.

Vous pouvez répondre avec justesse que cette société sexiste, néanmoins, me perçoit effectivement uniquement comme un homme et m'accorde des privilèges spécifiques qui vont à votre détriment. Mais concrètement nous voyons que je ne possède pas ce privilège, pas plus que je ne possède la masculinité qui m'est accordée. Tout cela m'est imposé par l'ordre social. Le fait qu'ils puissent fonctionner à mon avantage par rapport à vous n'en font pas moins une imposition à moi, à mon individualité. En fait, cet avantage agit comme un dessous de table par lequel les dirigeants de cette société essayent de me persuader de ne pas m'unir avec vous contre lui. Mais ce

dessous de table fonctionnera uniquement si je perçois l'avantage du privilège masculin qui m'est accordé par cette société comme étant de plus grande valeur pour moi que ma capacité à définir ma propre sexualité, et créer mes propres relations avec d'autres de n'importe quel genre, et en mes propres termes.

Quand je reconnais cette société comme mon ennemi, je reconnais tous les privilèges et les droits qu'elle accorde à ses ennemis comme des impositions et des limitations qu'elle impose à mon individualité. Puisque le privilège masculin est quelque chose d'accordé et donc, défini et appartenant à l'ordre social, même si nous restons dans la structure économique et politique de la lutte, ce n'est pas moi, mais cet ordre social qui a une dette envers vous.



Mais comme nous l'avons vu, les concepts de « privilège » et de « droit » dépendent de l'idée d'un distributeur légitime qui se tient au-dessus de nous et décide de ce que nous méritons. L'ordre social est ce distributeur. Ainsi, il ne peut être dit qu'il vous doit quoi que

ce soit. Il distribue ce qu'il possède en ses termes, et si vous n'êtes pas d'accord avec ces termes, cela ne fait pas de vous son créancier, mais son ennemi. Et seulement en tant qu'ennemi de cet ordre social, pouvez-vous être véritablement l'ennemi du privilège, mais alors, vous devenez aussi l'ennemi du « droit ». Tant que vous ne décidez pas de rétablir le « droit » en faisant appel à une autorité supérieure, comme par exemple une meilleure « société future », vous serez en position de pouvoir enfin commencer la lutte pour faire de votre vie votre propre vie. À ce niveau de conflictualité totale à l'ordre social existant, nous pouvons nous rencontrer et nous unir dans la vraie solidarité, basée sur la mutualité, la réciprocité et la complicité, unissant nos efforts pour renverser cette société.

En fin de compte, toute forme de solidarité qui repose sur des bases politiques et économiques – la dette, les droits et les devoirs, le sacrifice et le service – ne peut être considérée comme de la solidarité, au sens anarchiste. D'une perspective économique et politique, la « liberté » est un terme quantitatif se référant simplement à la baisse des restrictions. Cette vision est résumée dans la déclaration : « votre liberté s'arrête là où commence la mienne ». Cette «liberté» est celle des frontières et des limites, de la contraction et du soupçon - la « liberté » sacrée de la propriété privée. Elle fait de chacun d'entre nous le maton de l'autre – une triste base pour la solidarité.

Mais la conception anarchiste de la liberté est quelque chose de qualitativement différent de la restriction. C'est notre capacité, celle des individus, à créer nos vies en nos propres termes dans la libre-association avec d'autres de notre choix. Quand nous concevons la liberté de cette façon, il y a le potentiel de se rencontrer d'une telle façon que la liberté de chacun d'entre nous s'étend quand elle rencontre la liberté de l'autre. C'est la base de la mutualité ; notre vivre ensemble améliore chacun de nous. Mais dans le monde tel qu'il existe actuellement, il y en a beaucoup avec qui une relation de mutualité n'est pas possible. Ceux qui détiennent le pouvoir social et politique, ceux qui conservent la richesse comme leur propriété sacrée, ceux dont la tâche sociale est de maintenir l'ordre de la domination et tous ceux qui passivement supportent cet ordre limitent ma liberté, sapent ma capacité à créer ma propre vie en mes propres termes et de librement m'associer avec d'autres pour réaliser ce but. Les maîtres de ce monde et leurs chiens de garde imposent leurs termes à ma vie, me forçant à des associations prédéterminées. La seule relation possible avec eux et avec l'ordre social qu'ils soutiennent est l'inimitié, l'hostilité totale et permanente. Je découvre la base pour la mutualité précisément dans ceux qui sont les ennemis des dirigeants de ce monde et de leurs laquais, ceux qui s'efforcent de reprendre leurs vies et de les vivre selon leurs propres

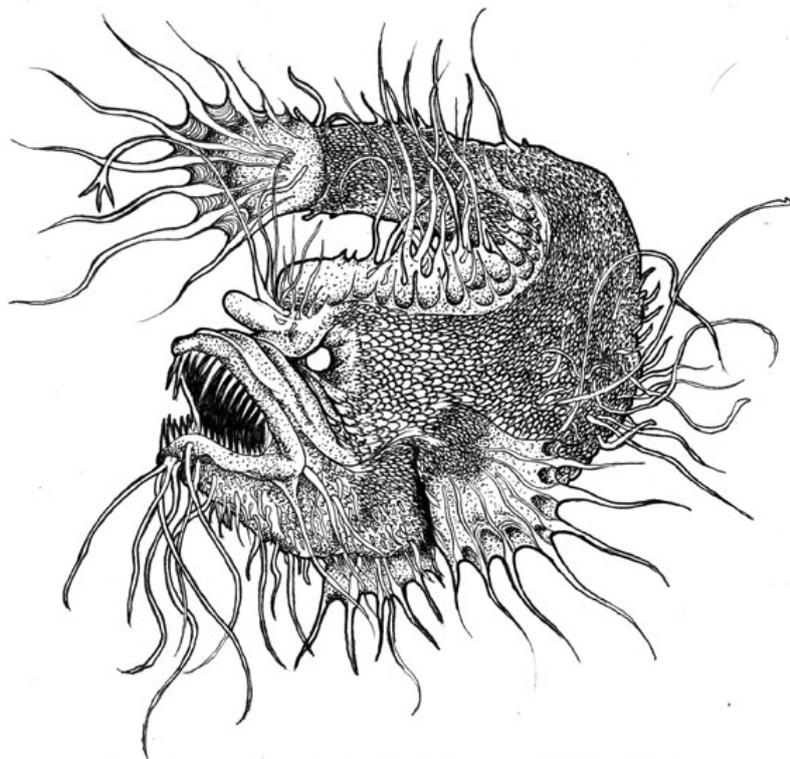
termes. Et c'est là que la mutualité - le principe que la liberté des autres étend la mienne - devient la complicité. La complicité est la réunion d'efforts dans le but d'étendre la capacité à l'autodétermination individuelle contre ce monde de domination.

C'est la reconnaissance active que la rébellion spécifique d'autres étend ma propre liberté, qui me permet de trouver des façons d'agir ensemble avec ces autres contre les forces de domination et le contrôle social. Il n'est pas nécessaire de connaître personnellement ces autres, ils peuvent très bien porter leurs luttes une moitié de globe plus loin. Il est seulement nécessaire de reconnaître notre propre lutte dans la leur et d'avoir une action appropriée là où nous sommes. Ni par charité, ni par sens du devoir, mais pour nous-mêmes.

« Nous ne nous devons rien, pour ce que je semble vous devoir, Je dois surtout à moi-même. »

Max Stirner

**Extrait de Willful Disobedience Vol. 4, N°2.
Traduit de l'anglais et adapté par
Non Fides. Version originale en anglais
lisible sur notre site.**



Contre le travail et ses apotres



«Ces gens-là sont des travailleurs, messieurs, reprit le général Soleno Chagoya à l'adresse des journalistes qui l'entouraient. Ce peuple aime travailler. Et le travail est fondamental pour assurer la paix sociale».

Carlos Montemayor, *Guerra en el Paraiso*.

Les bus, les métros, les périphériques, les trains de banlieue sont pleins à craquer de salariés pris au piège de la normalité. L'entassement, prix d'un calme fragile, prix de l'ordre. Le sommeil qui ne vient pas, le sommeil interrompu à l'aube, prix du calme.

Il ne faut pas chercher bien loin pour constater les signes d'un consensus apparent ; au cours d'une manifestation, un gréviste réagit à un slogan «A bas le travail » tagué sur les murs : «Ce n'est pas bien, il ne faut pas dire ça!» Pourquoi ce n'est pas bien? «Parce que c'est extrémiste ; il en faut du travail, il faut travailler!» Et pourquoi faudrait-il travailler? Il faut travailler... mais parce qu'il FAUT TRAVAILLER!» Brillante démonstration.

Fallait-il en déduire une déclaration d'amour pour le travail, ou alors s'agissait-il d'obtenir le précieux salaire mensuel, celui qui vous donne droit au précieux logement (et encore), à la précieuse bouffe, au précieux compte en banque, au précieux titre de transport pour aller au travail, au précieux titre de séjour, aux précieux habits?

C'est ce foutu cercle sans début ni fin qui revient le plus souvent. D'où viennent l'argent et la nécessité de s'en procurer pour survivre, d'où viennent le travail salarié et le

rapport salar-iat/patronat, d'où vient le rapport marchand? Mais plus encore, vous répondra-t-on, qui a encore le temps de se poser ces foutues questions?

«Il faut travailler parce qu'il FAUT TRAVAILLER». Certes, certes... Le genre de domaine social que le sacré a imprégné profondément de son odeur fétide de malheur, de mystère, le préservant de toute remise en cause.

Une évidence si partagée qu'on oublie de s'étonner que des ouvriers puissent s'engager dans des grèves sauvages et dures, manifester et bloquer des routes, saccager des préfectures... pour le droit au travail, pour le maintien de telle ou telle industrie, pour l'emploi. Nous sommes à l'heure de l'apogée du culte du travail, à l'heure où les patrons ne sont plus tant haïs pour ce qu'ils sont (ceux qui nous font trimer comme du bétail) mais parce qu'ils ne nous offrent plus de travail, parce qu'ils ferment les usines. Bien sûr, il y a toujours ce sentiment diffus de haine de classe : les patrons sont des menteurs, des salauds qui nous traitent et nous virent comme de la merde, qui nous jettent comme des moins-que-rien quand ça leur plait, nous licencient et partent avec la caisse sous le bras. Mais le «patron-voyou» disparu, on se presse d'en chercher un autre, plus honnête, un patron réglo', un brave homme qui respectera notre «dignité de salariés».

Cela fait toujours bizarre d'entendre des travailleurs dire à un ministre sur un plateau télé, après avoir été virés: «mais nous on est d'accord avec vous au fond, on veut que ça marche, on veut travailler.» D'autant plus



lorsqu'en parallèle se lit en majuscule sur la tronche des gens cette tristesse sans fond quand ils vont bosser, ou quand ils rentrent du boulot. Là on se dit: «Mais bordel c'est évident que personne n'aime son taff, que personne n'aime LE taff, puisque quel que soit le type de travail qui les tient enchaînés, ils tirent tous les mêmes gueules de macchabées».

Alors pourquoi le dégoût se lit-il seulement dans l'intime, dans les regards fuyants? Pourquoi la question du travail mène si souvent à une impasse lorsqu'elle est posée publiquement? Malgré toute cette vaste morgue qui tourne en rond, malgré le fait que la dépression touche une personne sur deux, que les psychotropes sont avalés à la louche, on retrouve partout cette conne réplique du manifestant-type: «il faut travailler parce qu'il faut travailler». La palme revenant à une auditrice (prise au hasard) réagissant à l'antenne à un sujet médiatique (l'indemnisation des chômeurs): «Bien sûr que je pense qu'il faut sanctionner les chômeurs ; pourquoi auraient-ils plus de droits que les autres? Puisque moi je me lève tous les matins pour aller au travail, pour ne pas me faire renvoyer, pourquoi est-ce qu'on ne punirait pas les chômeurs qui ne se lèvent pas le matin pour chercher du travail?». Comme le disait Maurice Thorez aux grévistes d'après-guerre: «Il est temps de se retrousser les manches, camarades!»... Ca en dit autant : en dehors du temple du travail sacré et de ses disciples, il n'y a que des hérétiques à convertir de force, à sanctionner, ou à rééduquer socialement, à défaut de les éliminer purement et simplement comme éléments inutiles et nuisibles.

S'agit-il vraiment d'amour du travail? Si on aime vraiment le travail, on peut tout au plus prendre en pitié ceux et celles qui chôment, du style: «Ah les pauvres, ils ne savent pas ce qu'est le plaisir du travail, les joies du salariat, le bonheur du réveil à six heures, les trains bondés. Ah c'est vraiment triste!» Mais les chômeurs empêchent rarement (trop rarement) les travailleurs de travailler. Alors quoi? Jalousie peut-être? Et comme on ne peut jalouser quelqu'un qui gagne moins d'argent que soi dans ce monde, il ne reste que la jalousie du «temps libre».

Et que reste-t-il à répondre à ces personnes ? «Bah ok alors, vas bosser et bon vent à toi!». D'ailleurs, comme disait l'autre : «Les esclaves antiques, il fallait leur mettre des chaînes et des boulets en fonte aux pieds pour les empêcher de fuir; les esclaves modernes, on leur donne deux semaines de vacances

l'été et ils reviennent tous seuls». Et pourtant ils s'en plaignent de leur taff, de leur connard de petit chef qui leur pèse sur le dos, qui les emmerde à cent sous de l'heure, et que ça leur ruine le moral et la santé, que ça les stress, que vivement la retraite, que j'ai pas envie de me lever putain... Alors quoi? Masochisme, schizophrénie de masse? De deux choses l'une :

- Soit les esclaves modernes sont tellement dépendants de leurs maîtres que le choix ne se pose tout simplement pas,
- Soit ils n'ont rien à désirer dans l'idée d'évasion, et le travail est alors un choix parmi d'autres possibles.

Mais quand on y réfléchit, comment une société élevée sur la base des diverses déclinaisons du travaillisme (compris comme religion du travail) pourrait-elle avouer sans honte : «Ah ça le travail, c'est vraiment de la daube, j'suis bien d'accord!»? Un travaillisme institué depuis des siècles, d'abord comme idéologie du pouvoir, puis (comme toute idéologie qui fonctionne) relayée par la base, par les masses. Un travaillisme civique qui a appris par cœur que l'oisiveté est un des pires vices existant, et qui sait que les non-travailleurs sont un danger social, un péril pour la sécurité, cette autre religion moderne. On en vient à penser qu'avec le temps, ce qui était martelé comme un devoir à accomplir, surtout péniblement, prend le sens non plus d'un châtiment, d'une punition ou d'une marque d'abjection, mais au contraire de mérite, de récompense, de gratitude. Dans un tel monde renversé, on est fier de travailler, d'avoir sa médaille des «quarante ans de bons et loyaux services», on s'épanouit et on s'émancipe par le travail, on verse une larme de joie quand les usines ouvrent leurs portes à proximité. Et qui sont ceux qui sont taxés d'"aristocrates"? Ceux qui crient ouvertement que le travail est, a toujours été, et sera toujours une infamie.

Il n'y a pas si longtemps, les jaunes devaient faire profil bas lors des grèves, quand ils croisaient leurs collègues qui débrayaient et détruisaient les machines. Aujourd'hui, les grandes gueules peuvent ouvertement laisser éclater leur haine du gréviste et trouver de nombreux complices pour leur dire à l'unisson: «T'as bien raison, je te les enverrais travailler au Bangladesh pour trois euros de l'heure moi, pour leur apprendre ce que c'est que l'exploitation!» Et autant de partisans d'une loi

prévoyant de rayer des listes les chômeurs refusant «deux offres d'emploi acceptables». Autant de produits (à quel point consentants?) de la frustration sociale généralisée qui en viennent à haïr violemment, dans la vieille logique de la guerre civile, qui les plus opprimés par le capital, qui ceux qui ont la force de lutter et de rendre des coups à la machine à soumettre. Pensez donc ! Les patrons sont des rois-mages qui nous offrent du travail comme on offre des chocolats, et on ne leur en veut que lorsqu'ils ne tiennent pas leurs promesses (un peu comme avec les politiciens au fond).

Dans ce renforcement somme toute récent du culte populaire du travail, de nombreuses charognes politiques ont une bonne part de responsabilité, syndicats, partis et organisations dites «radicales» en tête. Car l'ouvriérisme n'est pas pour rien dans la démocratisation de ce culte : les batailles pour le droit au travail (ça résonne comme un échos à la vieille rengaine «Mais il y a des gens qui sont morts pour que tu aies le droit de vote!!») ont commencé avec la constitution de ce qui s'appelle encore aujourd'hui le Mouvement Social, lui-même ayant pris part à l'enterrement des mouvements insurrectionnels caractérisés par le cassage en règle de machines et d'usines. Aussi, après la "mort" de l'exploité révolté, surgit une autre «figure», avec la bonne imagerie du prolo musclé, qui sue courbé sur sa machine, plein de ténacité face à l'adversité et la douleur, les parades d'ouvriers pour le premier mai avec force banderoles «sauvez nos emplois et nos salaires», «sauvez notre profession», «l'industrie automobile doit survivre», ou encore «pour la défense de la métallurgie en Lorraine», «3000 euros par mois dès maintenant c'est possible!» et autres hymnes bien puants incitant à être fier de sa condition. Une imagerie où la faucille ne sert plus à égorger le contremaître, ni le marteau à défoncer le métier à tisser, mais à représenter le travail dans toute sa splendeur.

Un ouvriérisme poussé jusqu'aux slogans «qui ne travaille pas ne mange pas», «travaillons TOUS, moins et autrement», des slogans qui traduisent une vision de la «Société Future» pas si éloignée que ça de l'actuelle, qu'on pourrait résumer par la formule suivante : «L'anarchie étant l'expression achevée de l'Ordre (sic), et le travail étant «la meilleure des polices» (sans rire), l'anarchisme est donc l'idéologie du travail généralisé». Que reste-t-il de

«révolutionnaire» là-dedans, et quel plus beau cadeau pourrait-on faire à ce système que cette fausse critique qui s'attaque à la forme et laisse le fond intact? Une idéologie qui viserait à récupérer les termes du «vieux monde» pour les pousser à l'extrême et non plus les subvertir? (un tract intitulé «Travailler pourquoi faire?» était paru dans le premier numéro de ce journal, qui traduisait plus ou moins cette logique d'une «vision alternative du travail » ; nous sommes largement revenus) Ou plus souvent, c'est l'apologie de l'autogestion comme remède miracle, mythe entouré de « radicalisme » mais complètement vide (quoi ? les ouvriers vont forcément mieux gérer l'industrie automobile, les prisons, les usines d'armement, les usines Airbus, les supermarchés ? Autogérer quoi en fait ?) Une idéologie dans laquelle les chômeurs ne sont que des « camarades travailleurs momentanément privés d'emploi », des victimes que le glorieux socialisme (même dans sa version dite « libertaire ») s'empressera de rendre « utiles » et de « valoriser » à nouveau. Des « camarades » qui doivent quand même se sentir coupables de se tenir un peu à l'écart de LA classe...

L'ouvriérisme procède d'un raisonnement bien ficelé, bien que recouvert par la poussière du passé : le prolétaire est la figure même de l'individu (oups pardon, l'individu n'existe pas c'est vrai...) subissant de plein fouet l'exploitation, le symbole (personnifié autant que massifié) des méfaits du capitalisme ; ce que les ouvriéristes utilisent pour dire « le prolétariat comme classe est au centre de la lutte des classes, donc seul lui pourra faire la révolution, qui est son dessin historique, sa tâche suprême ». D'où la construction du sujet révolutionnaire cher non seulement aux marxistes, mais aussi à de nombreux anarchistes « lutte-de-classistes ». Pour résumer, une idéologie fonctionnant sur la croyance en « l'égalitarisme négatif » du système, en l'autodestruction (toujours proche il paraît) de ce dernier par « exacerbation mécanique de ses contradictions internes ». Et étant donné que tout le monde -ou presque- va se retrouver à plus ou moins long terme dans la même merde, cela suffira à déclencher une prise de conscience « de classe », et la révolte puis la révolution arriveront fatalement. Misère sociale engendre automatiquement révolte...Vraiment ? Un bref coup d'œil sur l'histoire suffit pourtant pour s'apercevoir que ce mythe, accompagné de la Grève Générale, de la Révolution



Sociale, a été largement infirmé. Parce qu'à peu près tout peu naître d'une colère répandue, fut-elle «de classe»: fascisme, soulèvements libertaires, autoritarismes, poussées nationalistes, etc. Tout ça pour dire que la misère et l'oppression ne déterminent rien en soi (même pas forcément la colère), si ce n'est justement la misère et l'oppression.

Bien entendu, dans une situation où la paix sociale est largement brisée, il est largement préférable de voir des sabotages et autres blocages de voie de circulation de la marchandise, des séquestrations de patrons, des sous-préfectures saccagées, plutôt que des pogroms, des chasses à l'étranger et autres actes renvoyant à la guerre civile, où les exploités se tirent mutuellement dessus.

Mais dans ce contexte, il est clair que l'ouvriérisme comme partie intégrante du travaillisme n'arrange pas les choses: fierté pour sa condition, amour du travail bien fait, renforcement d'une identité ouvrière qu'on se transmet dans la classe pour la reproduire, avec ses rites, son folklore, en somme l'exact opposé d'une volonté d'auto-négation du «prolétariat» dans la destruction du capital et du travail. Et pas un mot, la plupart du temps, en dehors du sempiternel «partage des richesses», sur l'origine du travail, sous prétexte que cela renverrait à une «réflexion étymologique spécieuse»; pas un mot de critique sur

son sens et sa signification, son rôle social de domestication et de contrôle, dans les bureaux comme dans les usines, sur sa capacité nihiliste à tout fondre dans une même catégorie, de l'agriculture destructrice au nucléaire, de la fabrication des divers poisons industriels aux métiers d'encadrement et de surveillance (profs, vigiles, cadres, employés à Pôle Emploi, assistantes sociales..). Pensez-vous, le Mouvement Social a trop besoin de draguer sa classe bien-aimée, il ne faudrait vexer personne.

Rien n'est dit sur le fait que le travail n'est fondamentalement rien d'autre que notre force transformée en énergie pour le capital, celle dont il ne peut se passer, son essence vitale, son meilleur allié, et ce quel que soit le degré d'automatisation de la production. Rien sur le fait que le travail est ce qui nous ennuie, nous étouffe, nous brûle et nous dévore, la torture normale et morale qui nous crève. Et qu'au final, comme l'on décrète ainsi que la vie n'a pas de sens en dehors du travail, celui-ci est érigé en pilier de bronze d'une société ouvertement totalitaire, si totalitaire qu'elle est parvenue à intégrer ses faux contestataires et à les recycler en prestataires de solutions alternatives à une mise au travail forcé. Au final, rien n'est dit sur tout ce dont nous devons nous débarrasser dans une perspective de libération, de l'argent au salariat, en passant par toutes les nuisances qu'il n'est pas question de gérer, mais de supprimer.

Et dans l'immédiat, le capital s'en frotte les mains, ainsi que tous ceux qui trouvent un intérêt dans la perpétuation de l'existant. Comment pourrait-il en être autrement? «Le travail c'est la santé» déclare le patron, «Il faut travailler parce qu'il faut travailler» répond le "manifestant responsable". La boucle est bien bouclée dans la démocratie capitaliste. Et pour qu'elle se brise, il ne suffira pas que la haine du «patron-voyou-qui-a-fermé-l'usine» se répande, pas plus que les appels à l'autogestion émanant d'organisations à bout de souffle et trop occupées à vouloir recruter des fidèles.

Encore faudra-t-il que tous les Maurice Thorez des temps modernes se fassent dégager à coup de pieds dans le cul.

**Pour en finir avec le travail,
le capital et leurs souteneurs.**



« On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve. »

Héraclite.

« Quoi de neuf ? La Clio ! »

Une publicité Renault.

Le rêve totalitaire du pouvoir est de nous faire baigner non pas deux fois, mais des milliers de fois dans le même fleuve. Les gouverneurs du temps veulent nous forcer à survivre derrière les murs d'un présent éternel - la mesure sociale d'un déferrement continu et collectif de la vie à l'avenir.

Que s'est-il passé aujourd'hui? Les images des produits sur les publicités ont changé. Quelques visages différents sont apparus à la télévision et un présentateur identique à celui d'hier a relaté les mêmes faits mais dans un ordre différent.

Un homme d'Etat a disparu dans le vide des informations, après quarante ans au gouvernement. Pendant quarante ans, ce fut d'ailleurs une entreprise difficile que de ne pas entendre par hasard son nom au moins une fois par jour - maintenant il est devenu un parfait canidé. Que s'est-il passé aujourd'hui?

Le capital a réussi à faire de presque toutes les activités humaines une répétition identique, jour après jour. La façon dont beaucoup rêvent de faire quelque chose de différent (la carrière, le prix inattendu, la gloire, l'amour) est aussi identique. Mais les corps, mêmes sous-alimentés et atrophiés,

diffèrent les uns des autres, d'un moment à l'autre. Tout ce qui est arrivé peut même être reconstruit et réécrit ("on ne sait jamais ce que nous réserve le passé" comme le fit remarquer un ouvrier sous le régime Stalinien), mais les corps ne sont pas récupérés, pas encore.

Le pouvoir a recyclé dans tous les sens ses propres pratiques et son idéologie. La science de la greffe - qu'un euphémisme efficace appela "les frontières de la médecine" - a travaillé depuis quelques temps pour que la transplantation de parties du corps assure une survie toujours plus longue à la machine sociale qu'est le corps humain. Comme toute les propriétés du domaine de l'État, l'existence individuelle n'obéit qu'à un seul impératif: l'endurance. Pour quelqu'un qui produit (des automobiles ou des droits, de la résignation ou des fausses critiques, il importe peu), la domination est assez rapide pour remplacer un bras, un foie, un cœur. Au nom du progrès, n'importe quel organe de n'importe quel individu qui n'est plus de service peut être facilement sacrifié. D'autre part, comme un docteur favorable aux transplantations l'a dit, "si quelqu'un est cliniquement mort, pourquoi gâcher tout ce matériel?"

Les gens dont les avis sont interchangeable, à la façon des performances exigées au boulot comme dans le "temps libre", doivent avoir les corps qu'ils méritent. Ce monde en série veut que tout soit à son image, à sa ressemblance.

Seule la religion a permission de converser du lendemain (les idéologies, comme c'est bien connu, sont toutes mortes). Le Capital cependant, parle d'aujourd'hui, parle de ce qui doit être acheté et vendu maintenant. Mais au fond ils disent la même chose. La première distance le bonheur, le deuxième apporte la misère au plus près. Pour tous les deux, l'avenir est la chose qui reste toujours statique, pour laquelle on sacrifie le jour précédent qui devient le présent. Et le jour suivant, tout recommence.

Que s'est-il passé aujourd'hui?

« Vivre au-delà des lois qui asservissent, au-delà des règles étroites, même au-delà des théories formulées pour les générations à venir. La vie sans croire dans le paradis terrestre. Vivre pour l'heure présente au-delà du mirage de sociétés futures. Vivre et sentir l'existence dans le plaisir féroce de la guerre sociale. C'est plus qu'un état d'esprit : c'est une façon d'être, et immédiatement. »

Zo D'Axa.

« Vite ! »

Tag de Mai 68.

La lutte contre l'oppression est simplement le minimum indispensable d'une insurrection effective. C'est maintenant que l'on joue, ni demain ni après-demain. Nos vies sont trop courtes et il n'y a jamais eu autant de rois à décapiter.

La réalisation échouée du militantisme a produit sa contre-image misérable de partout. Il n'y a plus personne pour parler des devoirs à la Cause et des promesses de la société future. Tous sont pour le "ici et maintenant". En vente partout le militantisme dans sa version la plus fainéante : le réalisme.

À ceux qui parlent du désir de profiter de la vie sans se sentir concerné par les oppresseurs, on ne peut leur répondre que d'une façon : en observant comment ils vivent. On découvrira combien ils acceptent la façon dont les oppresseurs se soucient d'eux-mêmes sur leurs dos.

Celui qui ne cache pas les limites et les impositions par lesquelles il se voit contraint, sait qu'au-delà des proclamations vides, on ne peut être en dehors de ces contraintes qu'à la mesure à laquelle on s'y oppose.

Parce que nous voulons beaucoup plus, nous nous propulsons dans la lutte. Quand il manque de force, il n'a aucun besoin d'une idéologie du plaisir de masquer sa faiblesse et sa crainte. Elles existent et font aussi partie du jeu, comme l'amour et la haine, les relations déchirées au-delà de la valeur d'échange et les actes qui crachent à la gueule de l'ordre et de la passivité.

Mes idées, mon activité et mon corps ne sont pas les mêmes qu'hier, ni les mêmes que ceux des autres. Aujourd'hui quelque chose s'est passé. Chaque jour l'individu doit reconnaître son parfum unique, et se dégager de l'impersonnalité ambiante.

Maintenant secrètement, maintenant avec le hurlement d'une tempête. Alors on pourra aussi parler de demain. Il n'y a derrière l'impératif, que de l'esclavage : Faites attention à l'avenir.

Dans un temps qui est toujours le même, les dirigeants de la survie veulent imposer leurs mesures à chacun et à tout. L'immesurabilité de nos demandes est la seule vraie nécessité d'un changement beaucoup plus que nécessaire, et cela veut dire possible.

Aujourd'hui, il s'est passé quelque chose.

Massimo Passamani.

Traduit et adapté par Non Fides.





A propos de la «conscientisation» et de son racket

Base pour une lutte anti-politique

« Toi, oui toi, ta naissance fait de toi le sujet le plus propice à révolutionner. Tu as toutes les cartes en main (c'est à dire aucune) pour réaliser tes potentialités révolutionnaires. Il y a juste une chose, tu ne le sais pas encore. »

Dans le monde chimérique et restreint du militant politique, Les êtres devenus «sujets révolutionnaires» errent dans les limbes de l'inconscient jusqu'à ce que l'un d'eux, tel l'ange Gabriel, vienne les en soustraire par voie de conscientisation. La révélation, Le tract miracle, le choix des bons mots, la tactique infallible, la théorie révolutionnaire scientifiquement prouvable sont autant de stratagèmes au service de l'envoûtement des masses ; car à ce niveau là de déshumanisation, on peut bien parler de «masses», ou encore de «peuples», de «races» ou de classes, ou de n'importe quelle autre catégorie socio-politique assujettissant l'individu à ce qu'il n'a pas choisi d'être ou à la pression d'un groupe social.

L'exploitation n'est pas uniquement un fait mathématique tangible en toute occasion, elle ne peut devenir insupportable qu'à celui qui la ressent et qui souhaite s'en libérer. Mais dès lors qu'elle est supportable et souhaitée, peut-on parler avec justesse d'exploitation? C'est une question que nous souhaitons poser, car nous ne prétendons pas avoir plié la question,

par exemple à l'aide d'une pirouette théorique sortie d'un siècle poussiéreux. Par contre il ne fait aucun doute qu'en terme de complicité, des liens ne peuvent aucunement s'établir avec un exploité satisfait de sa situation, avec qui une ambiguïté autoritaire s'insinuerait forcément dans les rapports. Forcer une personne à être libre, selon une schématisation de la liberté qui n'est pas la sienne, voici le pire des fourvoiements; le meilleur cul-de-sac imaginable et possible pour une bonne intention, dont l'enfer est d'ailleurs pavé. Avec de telles conceptions, chaque militant est un guide à sa petite échelle, rendant des comptes à un plus vaste superviseur, lui aussi bien intentionné, comme le curé à son évêque, l'évêque à son cardinal, les divers degrés de conscience étant l'engrais d'une nouvelle hiérarchie. Dans le petit jeu de la politique, tout le monde est dominé, et tout le monde domine -sauf le dernier maillon de la chaîne: LE sujet révolutionnaire progressivement conscientisé, encore une fois baisé par de belles illusions.

La conscientisation est une excuse tombée du ciel pour pratiquer la démagogie et le populisme sans complexer pour autant. De ci de là fleurissent des discours simplistes, réduit au minimum (syndical) pour pouvoir être contenus dans de vulgaires slogans kitch, accrocheurs et folkloriques. C'est que le sujet

révolutionnaire erre encore dans le dernier cercle, le degré de conscience le plus médiocre. C'est pourquoi le militant se doit d'être lisible jusqu'à parfois s'abaisser au niveau de livres pour enfants. Mais après tout quelle différence entre un enfant de 6 ans, un labrador et un sujet révolutionnaire ? Tous remuent la queue lorsqu'on leur fait des promesses ou qu'on leur parle de lendemains qui chantent...



Qui, de ceux qui se sont déjà engagés dans des collectifs de soutien aux sans-papiers n'a-t-il jamais entendu de remarques frustrantes du genre « Je te rappelle que ce tract est censé être diffusé dans un quartier populaire » pour justifier son néant ou la faiblesse de son argumentation? Qui dans des luttes de travailleurs n'a jamais entendu de remarques du type «On ne peut pas encore dire ça, vous allez trop vite»? Alors, il ne s'offre plus au militant que la possibilité d'une pensée slogan. Des slogans comme «police partout justice nulle part» ou «de l'argent il y en a, dans les caisses du patronat» sont typiques du nihilisme militant. Comme si pour se débarrasser du capitalisme il fallait prendre l'argent aux riches pour devenir riches nous même ou pour le redistribuer plutôt que d'abolir totalement les relations économiques et monétaires.

Le militantisme est l'art de faire passer ses idées de mains en mains jusqu'à ce qu'elles disparaissent, car derrière cette volonté de clarifier leur pensée, les militants finissent par approfondir la confusion. Déjà largement malmenée, la sincérité du militant se retrouve littéralement dans les égouts à essayer de concurrencer les émissions télévisuelles de divertissement en se mettant à leur niveau, constat fait de leur succès parmi les classes

populaires. Dans cette course à l'échalote de la popularité nécessaire du militant, quelle peut être la limite si l'on considère que la révolution ne peut dépendre que de cons décerébrés réduits à l'état de pions à placer sur une grande carte stratégique de la révolution? La tactique, outil de manipulation des groupes sociaux, sert alors de façon plus ou moins décomplexée à manipuler la chair à canon électorale ou révolutionnaire; et nous sommes tous du gibier à militant. Après nous avoir refourgué son thé, son repas gratuit, il nous inflige son idéologie dans la plus pure tradition du racket politique.

Prolétaire, exploité, indésirable, retourne ton arme contre ceux qui font de toi un sujet politique, ceux qui t'analysent et te transforment en sujet d'étude perpétuelle, les maquereaux qui se donnent pour rôle de te dompter sur la *vraie* voie révolutionnaire.

Jacques Heurie



Que reste-t-il à mordre de la main qui nourrit ?



Si nous avons décidé de nous pencher ici sur l'affaire « du 11 Novembre », « de Tarnac », ou encore des « Neuf de Tarnac », c'est que nous avons ressenti le besoin de prendre le temps de l'analyse, quelques mois après les tempêtes médiatiques, politiques et policières qui ont secoué de façon complémentaire l'alter-mondialisme et la gauche - tout deux en dépôt de bilan.

Une analyse qui, selon nous, a fait défaut en de nombreuses occasions lorsqu'elle n'a pas été entièrement sacrifiée sur l'autel de la tactique et de ses nombreuses conséquences : le chantage affectif et la solidarité de dette, l'individualisation et le spectacularisme médiatique, l'innocentisme et la revendication de la normalité, la mise au pas de toute perspective de rupture avec le monde qui produit notre propre répression, les alliances multiples et nauséabondes, le renforcement du parlementarisme et la recomposition de la gauche.

Tout autant de moyens qui déterminent une fin qui n'est pas la notre ; et ce malgré la communauté (communauté de l'ordre de la coïncidence) que nous pouvons éprouver à

l'égard de certains principes (l'attaque diffuse peu importe le contexte et les critères quantitatifs) et de certaines pratiques (le sabotage, le blocage des flux de marchandises).

Parce que nous ne sommes pas solidaires avec des modes de vie *alternatifs*, avec des *victimes* et encore moins avec des *familles de victimes*.

Parce que nous ne nous battons pas contre un état d'exception mais contre l'Etat, sans exceptions.

Nous ne sommes solidaires que de l'acte et du fait net qu'il s'inscrit dans la guerre sociale en cours depuis toujours ; dans sa conflictualité diffuse et permanente.

Notre solidarité va à la destruction et aux perspectives que fait émerger cette destruction, lorsque l'attaque montre qu'il est possible d'attaquer.

Il n'y a rien de plus normal à ce que l'Etat s'attaque à ceux qui prétendent vouloir le détruire, à la guerre comme à la guerre.

A partir de là, à quoi bon pleurer auprès de l'Etat sur le sort de ceux qui tombent entre ses griffes ? Que reste-t-il à mordre de la main qui nourrit ?

La solidarité ce n'est pas l'imploration, c'est l'attaque.

Quel meilleur moyen pour exprimer sa solidarité avec des ennemis de l'État que d'attaquer l'Etat, de continuer dehors ce pourquoi ils ont été mis dedans, il y a là une évidence que l'on n'a pas cessé de trainer dans la boue depuis le 11 Novembre 2008.

A coup de grandes kermesses militantes droite-l'hommistes et d'activisme bon teint.

A trop jouer le rôle imposé de la frange casseur de la gauche alter-mondialiste et citoyeniste, on finit par devenir un citoyen.

« Notre tâche est de ruiner la gauche mondiale partout où elle se manifeste, de saboter méthodiquement, c'est-à-dire tant dans la théorie que dans la pratique, chacun de ses possibles moments de constitution. »

Appel

A l'heure où l'Etat français semble vouloir accélérer le sempiternel processus de répression des mouvements subversifs (auto-déclarés ou non), des choix doivent se poser distinctement, de façon collective et individuelle, à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'heure est plus que jamais au choix entre la conflictualité permanente de perspective anti-autoritaire, et le compromis de complaisance avec la gauche de l'Etat, et donc avec l'Etat.

Renforcer l'ordre et vouloir le désordre, nous laissons cela aux fins tacticiens, aux politiciens et au militarisme stratégique qui gangrène les sincérités révoltées.

Nous préférons encore être traités d'intégristes plutôt que de laisser croire à la gauche et à tout ce qui se trouve de ce côté-là de la barricade qu'une forme de consensus est imaginable entre eux et nous.

**Pas de soutien, Pas de dette
Que de la solidarité.**



Sur l'affaire de Tarnac et l'anarchisme respectable

mise au point à propos des « camarades » de la Fédération Anarchiste et autres libertaires

« Une organisation qui se définit comme la gardienne des traditions idéologiques du mouvement anarchiste devient nécessairement conservatrice et finit toujours par considérer toutes les initiatives d'attaque - particulièrement quand elles ne sont pas sous son contrôle - avec soupçon et préoccupation. »

Alfredo M. Bonanno

Dans l'introduction de *Sabate*, 1985.

Le 11 Novembre 2008, jour de l'arrestation lyrico-médiatique et antiterroriste des dits « neufs de Tarnac » en Corrèze, la Fédération Anarchiste (FA) nous gratifiait d'un communiqué^[1] dans lequel nos libertaires dénonçaient le manque de preuve contre les arrêtés accusés d'une nuit de sabotages à grande échelle du réseau ferré de la SNCF. Elle y explique que techniquement, les éléments de l'enquête étaient insuffisants pour accuser ceux de Tarnac. Elle s'étonne également que les auteurs des sabotages de novembre 2007, eux, n'aient pas été appréhendés aussi rapidement. Elle introduit également l'idée d'un complot de la SNCF dans le but de faire oublier sa volonté de fermeture de l'activité du fret, l'affaire des sabotages « tombe à point pour faire passer la pilule ».

L'on peut déjà noter que la FA préfigure dans son communiqué la stratégie de défense des co-inculpés du 11 novembre et de leurs avocats qui, en rentrant sur le terrain de la « preuve objective », éviteront ainsi de ré-affirmer quelques principes de base comme la destruction de toutes les prisons et la liberté pour tous les prisonniers. Permettant également de n'affirmer de solidarité qu'envers les cas d'« injustice », c'est à dire les cas dans lesquels le droit pénal est malmené à des fins politiques. En quelque sorte, et comme l'ont fait les avocats des inculpés, il s'agit de corriger une « dérive » de l'Etat de Droit, et donc permettre ainsi à l'Etat de devenir plus juste et plus équitable. Rien d'étonnant, certes, pour ces adeptes du « welfare state ». Mais il y a un « Mais ».



historiquement, l'anarchisme est un courant fondé sur la négation du principe d'autorité et le refus de toutes contraintes découlant des institutions basées sur ce principe, la base minimale d'accord entre les divers sous-courants étant la destruction de l'Etat sous toutes ses formes. Or, il était urgent pour nos libertaires de corriger le tir d'une justice à la dérive, et ce, en apparaissant le plus vite possible pour affirmer leur solidarité... avec l'Etat de droit. Et qui sait, peut être qu'à force de conseiller la justice, la FA obtiendra des subventions assez juteuses pour investir dans son abolition. Mais on entend déjà les mauvaises langues dire que la FA n'est en fait ni anarchiste, ni contre l'existant.

Le jour même des arrestations, alors que les divers syndicats de cheminots et partis d'extrême gauche affirmaient ne pas être impliqués dans ces sabotages, un « responsable de la Fédération

anarchiste nationale » réagissait dans le journal de France 3 Limoges à 19h. Il y affirmait qu'aucun militant de la FA n'était impliqué^[2] et que de toute manière, ces pratiques de sabotages n'étaient pas celles de la FA. Rebelote, la FA qui a toujours prétendu lutter contre l'image de l'anarchiste incendiaire de la belle époque, « l'anarchiste poseur de bombe », réaffirme son intégration au système et la condamnation systématique de toute attaque contre ce qui nous détruit (avec ou sans bombes) comme par exemple, le TGV et le monde qui le produit.

D'abord elle affirme ne pas être impliquée, facilitant le bon déroulement de l'enquête. Que dire d'anarchistes plus prompt à affirmer leur innocence qu'à affirmer une solidarité de principe contre ce monde ? Il y a déjà un peu de la balance ou de l'indic dans celui qui, alors qu'on ne lui avait rien demandé, affirme son innocence en montrant patte blanche au supposé ennemi pour l'aider à pointer du doigt et à isoler (pour mieux réprimer) les « méchants », ceux qui passent à l'acte sans attendre. Elle s'arroge également la place convoitée du « gentil », de l'anarchiste de gauche, certes un peu contestataire, mais qui ferait pas de mal à une mouche, ou à l'Etat. Les « méchants » en l'occurrence, sont tous ceux qui, ne jouant pas la carte de l'innocentisme, font le choix d'assumer leurs idées et de garder la tête haute face à l'ennemi. Ceux qui croupissent en prison depuis trop longtemps dans l'indifférence totale de nos libertaires, certains d'entre eux sous juridiction antiterroriste. Est-ce vraiment là le rôle d'une organisation qui se prétend anarchiste de distinguer les bons saboteurs des mauvais saboteurs ?

Ensuite, elle condamne l'acte en affirmant que ces pratiques ne sont pas les siennes, que « si le sabotage est une arme à laquelle peut légitimement recourir le mouvement social dans une situation où un rapport de force s'est constitué, il n'est en revanche d'aucune utilité dans le cas contraire » en ajoutant tout aussi péremptoirement que « les cheminots-es le savent ».

Si le recours à des termes comme « Légitime » est déjà largement significatif, on peut se pencher plus en détail sur cette phrase citée plus haut et extraite du communiqué du 11 Novembre de la FA.

Déjà, le sabotage est une arme à laquelle ne peut recourir que le mouvement social, donc par extension, qui ne peut être le fait d'individus. Cet

avilissement de la liberté individuelle au profit de la pression d'un groupe social est typique d'une certaine pensée. Ce « débat », a toujours été celui qui opposait (entre autres) anarchistes et marxistes. Aujourd'hui il est celui qui oppose -entre autres également, et quasi uniquement en France- libertaires organisés et anarchistes autonomes de tout partis, syndicats et autres organisations permanentes telles que la FA, la CNT, la CGA, AL et autres subvertisseurs des « masses ».

Selon nos libertaires, il faudrait donc que les révoltés contiennent et contrôlent leur rage, qu'ils attendent l'assentiment du fantomatique mouvement social pour l'exprimer. Il s'agit au final d'attendre la révolution imaginaire qu'ils nous promettent depuis 150 ans déjà, le grand soir messianique qui arrangerait tous nos problèmes et ferait de nous des êtres neutres et assainis de toute colère. Cette négation de la guerre sociale est donc aujourd'hui devenue la base d'accord entre les divers libertaires en recherche de respectabilité, de la FA à Alternative Libertaire en passant par No Pasaran, la CNT et José Bové.



Comme nous l'avons déjà vu dans un autre numéro[3], il y a toujours deux poids et deux mesures en ce qui concerne la révolte, le sabotage ou la reprise individuelle. Mais il faut être aveugle ou mal intentionné pour ne pas reconnaître l'attaque (individuelle ou collective) comme l'une des armes classique des anarchistes, mais surtout des exploités[4]. De tout temps, l'oppression a vu ses fondations fragilisées par le refus en acte de sa bonne marche. En outre, nos fins analystes, affirmant péremptoirement que « les cheminots-es le savent », refont soigneusement l'histoire en révisant les nombreux actes individuels de résistance des cheminots de 39-45, en passant par 1995 jusqu'à la réforme des régimes spéciaux en 2007. Et en effet, nous n'avons que très peu entendu la FA, lorsque des cheminots étaient accusés d'actes de sabotage et incarcérés ces dernières années. A croire que la taxidermie fait des merveilles.

Anarchistes !

Désertez les organisations permanentes.

Quelques anarchistes, qui n'hésiteront pas, lorsque des libertaires se mettront en travers de leur route.

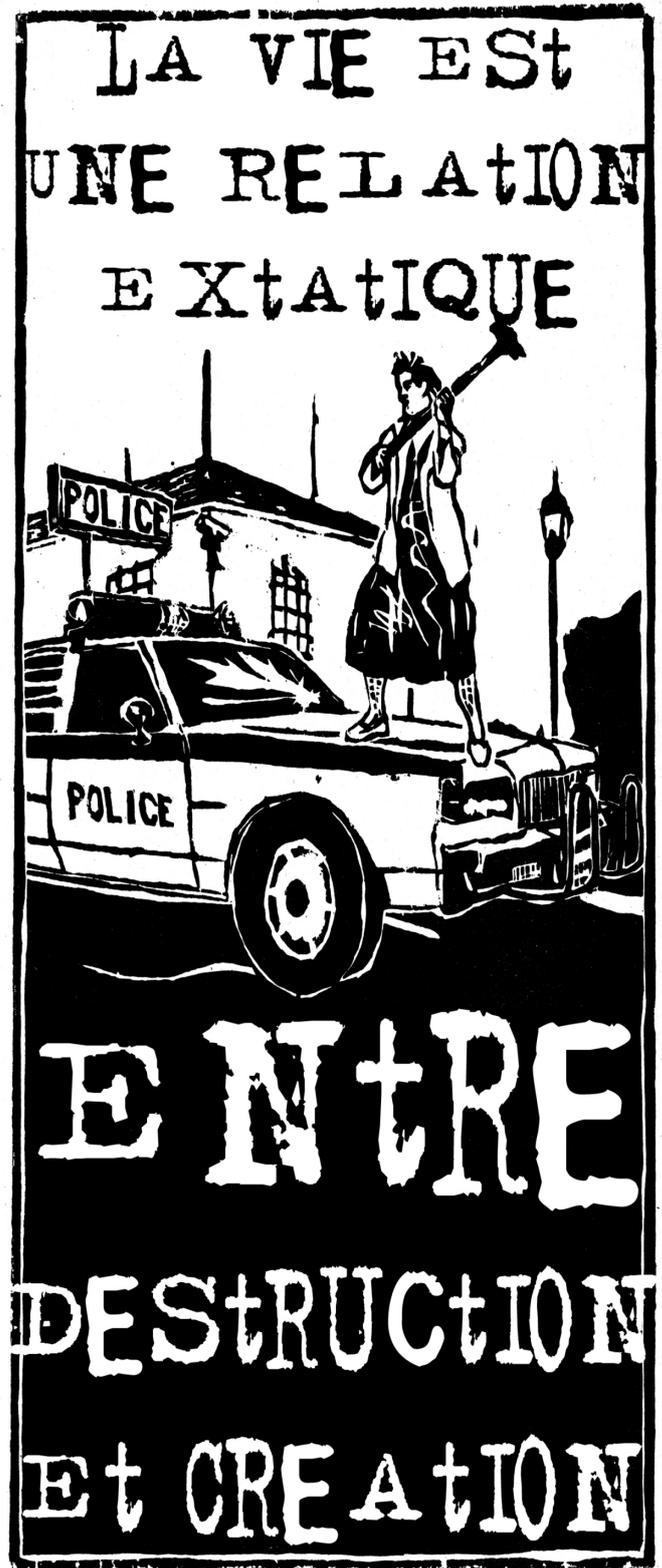
Notes :

[1] *Sabotages sur les lignes SNCF : Communiqué de la Fédération Anarchiste, 11 Novembre 2008.*

[2] ouf, on avait tous peur qu'elle ne sorte du cadre imposé de la légalité, et qu'elle perde ainsi en crédibilité vis-à-vis des medias et de l'Etat.

[3] Cf. *Deux poids, deux mesures, de l'onanisme en milieu militant* dans *Non Fides N°3*

[4] D'ailleurs nos libertaires ont l'air d'accord avec cette affirmation, mais uniquement lorsque l'attaque est le fait d'un passé glorieux ou d'une tentative d'insurrection exotique



N'était-il pas mort? un mort peut faire n'importe quoi. Et personne ne s'y entend mieux pour être sur votre dos, personne ne s'y entend mieux pour vous lancer d'un ton méprisant : « espèce de ramolli! regarde un peu comment je m'y prends!» que votre collègue mort, votre camarade prolétaire, celui qui partage avec vous la faim et les coups de fouet. Même les forçats ont leur fierté et leur sens de l'honneur, ils sont fiers d'être de bons forçats et mettent un point d'honneur à vous «montrer un peu» de quoi ils sont capables. Quant le garde-chiourme, qui passe dans les rangées avec son fouet, le regarde d'un air satisfait, le forçat est aussi heureux que si l'empereur en personne lui avait épinglé une décoration sur la poitrine.

B. Traven, le vaisseau des morts, 1926.

Suite de l'adresse aux militants de la F.A.

Voici que la Fédération Anarchiste remet le couvert sur la cocotte.

En effet, Hugues Lenoir, « porte-parole de la Fédération Anarchiste Française » –ainsi qu'il se présente lui-même-, a donné une interview à l'intérieur de la librairie munie d'antivols de la Fédération Anarchiste (Publico) à la chaîne parlementaire (LCP) - canal interne de télévision de l'assemblée nationale et du sénat créée en 1993 ayant « mission de service public, d'information et de formation des citoyens à la vie publique, par des programmes parlementaires, éducatifs et civiques ». Le tout à l'occasion d'un numéro de l'émission « Ca vous regarde » consacrée à « l'ultra-gauche » et diffusée le Lundi 4 mai 2009.

Contents de la réussite de nos camarades anarchistes dans les hautes sphères parlementaires et ne voulant en rien gâcher une carrière politique si prometteuse pour nos compagnons si respectables, nous resterons corrects, malgré la tentation compulsive. Mais tout de même, nous nous sentons plus proches de l'anarchiste Vaillant qui lui, en 1893, n'entra au parlement que pour y foutre une bombe. Mais allons aux faits.

Après avoir précisé que les « anarcho-autonomes » refusaient de répondre à ses questions, le journaliste explique alors qu'il fut obligé de se rabattre sur la FA, dont voici la déclaration fidèlement retranscrite de notre cher porte-parole Hugues Lenoir: « ils sont relativement anti-organisationnels, de ce fait ils ne sont pas complètement les amis de la fédération anarchiste qui justement pense qu'il faut organiser le mouvement anarchiste pour qu'il soit un petit peu plus présent et efficace du point de vue des évolutions sociales. »

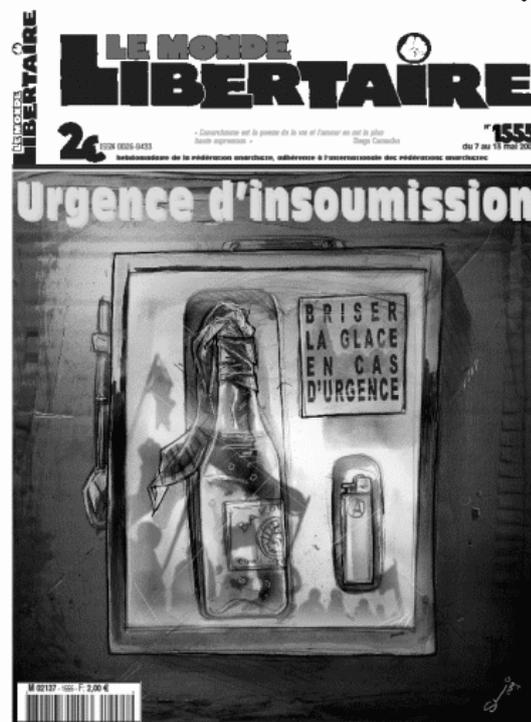
Rien de neuf sous le soleil donc, La FA se dissocie de nouveau en espérant ne pas être les prochains sur le tableau de chasse, mais cette fois ci à la télévision, avec un porte-parole officiel et qui plus est sur la chaîne étatique parlementaire. Il précise pourtant que «ces jeunes gens, de façon contradictoire, développent des pratiques qui nous sont extrêmement sympathiques ; par exemple installer une épicerie dans un village rural, développer des pratiques d'autogestion, développer une espèce de culture locale, ça c'est des choses que nous aussi on fait ici ou là ».

Ce que tout bon soldat de la FA doit retenir là, c'est que plutôt que de foutre le feu à ce monde comme Vaillant, il vaut bien mieux monter sa petite entreprise au sein de la communauté rurale, et en auto-gestion, comprendre en SARL. On y avait pas pensé.

Un anarchiste n'a plus d'excuse pour traîner ses guêtres dans cette foutue chiourme new-age, décroissante, bobo et chantré du retour à la terre. A bons entendeurs.

Browning.

ANARCHISTES!
INVESTISSEZ DÉS
MAINTENANT
DANS L'ÉPICERIE!!!



Non contente de lutter pour l'aliénation par l'organisation, l'alter-capitalisme et le maintien de ce monde, ou plutôt sa non-destruction, la Fédération Anarchiste n'est plus à une ou deux contradictions près. Ci-dessus, la une du Monde Libertaire N°1555, hebdo avec code barre officiel de la FA. Ce cocktail molotov que l'on voit sur cette couverture d'un gout particulier dans une pure tradition folklorique, est de même facture que ceux utilisés par les amants de la liberté de Clichy-Sous-Bois ou de Villiers-Le-Bel et de tous les autres émeutiers dont la FA s'empresse toujours de dénoncer la violence, "l'irresponsabilité" et "l'auto-destruction". De la mythomanie esthétique comme art de l'exorcisme et expiation des actes manquants. Ces prestidigitateurs nous expliquerons un jour comment ce qui dans la réalité se manifeste sous la forme d'un petit commerce, peut-il, mis sous la forme d'un dessin mytho, devenir un cocktail molotov. L'anarchisme c'est l'attaque, l'auto-défense c'est le repli.

Contre l'organisation

Par Giuseppe Ciancabilla (1872 - 1904)

Nous ne pouvons pas concevoir que les anarchistes établissent des règles à suivre systématiquement comme des dogmes fixes. Parce que, même si une uniformité de vues sur les lignes générales des tactiques à suivre est assumée, ces tactiques sont portées d'une centaine de façons différentes lorsqu'elles sont appliquées, avec un millier de détails variants.

Cependant, nous ne voulons pas de programmes tactiques, aucun, et par conséquent nous ne voulons pas d'organisation. Ayant établi le but, le but auquel nous nous tenons, nous laissons chaque anarchiste libre de choisir parmi les moyens que son sens, son enseignement, son tempérament, son esprit de combat lui suggère de meilleur. Nous ne formons pas de programmes fixes et nous ne formons pas de petits ou de grands partis. Mais nous nous rassemblons spontanément, sans critères permanents, selon des affinités momentanées, dans un but spécifique, et nous changeons constamment ces groupes aussitôt que le but pour lequel nous nous étions associés cesse d'être et aussitôt que d'autres buts et besoins surgissent et se développent en nous et nous poussent à chercher de nouveaux complices, des gens qui pense comme nous dans les circonstances spécifiques.

Lorsque n'importe lequel d'entre nous ne se préoccupe plus de la création d'un mouvement factice de sympathisants, mais crée plutôt un ferment actif d'idées qui nous pousse à penser, comme les coups d'un fouet, il entend souvent ses amis répondre que pendant beaucoup d'années ils ont été habitués à une autre méthode de lutte, ou qu'il est un individualiste comme les capitalistes, ou un théoricien puriste de l'anarchisme.

Il n'est pas vrai que nous sommes des individualistes, si on essaye de définir ce mot en termes d'isolation et de séparation des éléments, évitant toute association dans la communauté sociale et supposant que l'individu puisse se suffire à lui-même. Nous soutenons le développement des initiatives individuelle. Quel anarchiste ne voudrait pas se rendre coupable de cet individualisme ? Si l'anarchiste est celui qui aspire à l'émancipation de toute forme d'autorité

morale et matérielle, comment ne pourrait il pas reconnaître que l'affirmation de son individualité, libre de toutes obligations et de l'influence autoritaire externe, est tout à fait bienveillante ? Car elle est la plus certaine des indications d'une conscience anarchiste. Nous ne sommes pas des théoriciens purs et durs parce que nous croyons en l'efficacité de l'idée. Comment peuvent être organisées les actions, si ce n'est pas à travers la pensée ? Produire et soutenir un mouvement d'idée est pour nous, le moyen le plus efficace pour déterminer le flux des actions anarchistes, tant dans la lutte pratique que dans la lutte pour la réalisation de l'idéal.

Nous ne nous opposons pas nécessairement aux organisateurs. Ils continueront, s'ils le souhaitent, à user de leurs tactiques nauséuses. Si, comme je le pense, cela ne nous fera aucun bien, cela ne nous fera pas grand mal non plus (Ndt. l'Histoire a depuis montré que cette affirmation était bien trop optimiste). Mais il me semble qu'ils nous ont déjà rangés sur leur liste noire comme des sauvages ou comme des rêveurs théoriques.

Giuseppe Ciancabilla.
Traduction par Non Fides.

Giuseppe Ciancabilla est né à Rome 1872 et fut une figure importante parmi le mouvement d'immigration aux états-unis de la fin du 19ième siècle (duquel des anars comme Francesco Saverio Merlino, Pietro Gori, Errico Malatesta, Carlo Tresca, Luigi Galleani,... font parti). Fuyant la répression des révoltes de 1898, il part en Suisse, en Angleterre puis en Amérique, où il s'installera à Paterson, New Jersey, où vit une importante communauté anarchiste italienne. Il y sera rédacteur de La Question Sociale, un bimensuel publié par le groupe Diritto all' esistenza et imprimé par leur maison d'édition, Era nuova, avec Malatesta, Tresca, Luigi Galleani, Aldino Felicani et d'autres.

En 1902, il écrit, à Chicago, pour le journal La Protesta umana, dans lequel il défendra, entre autre, les actions individuelles contre le pouvoir, telles que les attentats de Gaetano Bresci et de Leon Czolgosz.

Il meurt le 15 septembre 1904, à l'hôpital de San Francisco, âgé de 32 ans.

UNE ÉPOQUE FURIEUSEMENT FUTURISTE SE CÉLÈBRE ELLE-MÊME

[*Un'epoca furiosamente futurista celebra se stessa.* Tract distribué à Rovereto à l'occasion des célébrations de Fortunato Depero en janvier 2009. Traduit de l'italien par Non Fides, juin 2009, notes des traducteurs.]

« *L'avenir, dans sa totalité, est un mensonge.* »
Iosif Brodskij

On peut dire que le XXème siècle^[1] fut un siècle furieusement futuriste. Celui-ci a non seulement réalisé- avec les deux carnages mondiaux, les camps de concentration et d'extermination, Hiroshima et Nagasaki- l'invocation à la guerre, et l'hygiène «marinettienne»^[2] du monde, contenue dans le premier Manifeste du Futurisme. Mais il a aussi prié à genou devant l'autel du Progrès et de sa formidable rapidité. Ce que le Progrès a provoqué, l'esprit de nos contemporains et l'atmosphère qui nous entoure nous le disent aujourd'hui avec «générosité».

Ces jours-ci, avec l'exposition au Mart^[3] et l'ouverture de la maison-musée de Depero, on célèbre l'avant-garde futuriste un siècle après sa fondation.

Mis à part l'évident paradoxe qui consiste à historiciser et muséifier une avant-garde qui détestait l'histoire et les musées au nom du futur industriel, glorieux et rapide, on peut dire que l'époque présente a parfaitement raison de rendre hommage au Futurisme, à partir du moment où elle a fait l'éloge, de façon anticipée et réelle, des pistons, des hauts-de-forme, des grandes usines, des turbines, des avions, des bombes, ainsi que, avec de rares exceptions, de l'huile de ricin et des chemises noires.

Pour confirmer la réputation de rabat-joie dont nous jouissons, nous rappellerons ici que Fortunato Depero fut un artiste bien intégré dans le régime fasciste, jusqu'aux lois raciales de 1938, interprète génial du mariage entre propagande et publicité. Nous savons que tout le Futurisme ne fut pas réactionnaire, il suffit de penser à Carlo Carrà, qu'il illustrait quelques journaux anarchistes périodiques de Milan, mais nous

pouvons maintenant dire que le viatique futuriste, moteur du Progrès, s'est réalisé contre nous. Il ne s'agit pas ici -et cela sera compris facilement- de leçons d'histoire de l'art.

A Rovereto, où on fête un siècle de Futurisme, on voudrait faire passer un train (le TAV, train à grande vitesse) qui dévasterait le territoire sur lequel nous vivons. Ils projettent également de nouveaux centres de recherche high-tech, à l'ancienne Manufacture de tabacs, et l'industriel Mario Marangoni fantasme d'un réacteur nucléaire à construire sur l'ancien site de Montecatini.

Futurisme ? Aujourd'hui la pieuvre industrielle et technologique n'a pas besoin d'artistes pour en célébrer les pompes. L'idéologie du progrès s'est déjà introduite dans les objets et dans l'environnement dans lequel nous vivons. Et il suffit que nous continuions à consommer marchandises, expositions et spectacles.

La critique de ce monde pourri ne se réfère plus à la vitesse et à l'avenir. Elle opère, comme Baudelaire écrivit, "avec fureur et patience."

Des anarchistes, janvier 2009.

Notes :

[1] En italien, le « novecento », qui fut aussi un mouvement artistique : le prolongement du mouvement futuriste dans l'Italie fasciste, auquel participa Fortunato Depero.

[2] de Filippo Tommaso Marinetti, auteur du Manifeste du Futurisme de 1909 et initiateur du futurisme.

[3] Musée d'art moderne et contemporain de Rovereto (Trento).



Férocité Insurrectionnelle

La Violence Espiègle de la Rébellion

Par **Wolfi Landstreicher** dans *Feral Faun*, date inconnue.
Traduit et adapté de l'anglais par **Non Fides**, 2009.

**« Nous ne parlons pas juste de la violence ;
c'est notre élément, notre destin
quotidien... les conditions dans lesquelles
nous sommes forcés de vivre... »**

Os Cangaceiros, années 80s.

Le contrôle social est impossible sans violence. Pour socialiser les individus - les transformer en ressources utiles pour la société- la société produit des systèmes de violence rationalisée. Tandis que certains de ces systèmes, comme l'armée, la police et le système pénal peuvent toujours être vus séparément en raison de la rudesse flagrante de leur violence, pour la plupart, ils sont devenus si inter-connectés et si pénétrants qu'ils agissent comme une totalité - la totalité qu'est la société dans laquelle nous vivons.

Cette violence systémique existe surtout sous la forme d'une menace constante - un subtil, voir ennuyeux, terrorisme quotidien qui incite la crainte de marcher hors des clous. Les avertissements et les ordres des « supérieurs » qui nous menacent de la punition ou de la pauvreté, les voyous armés en uniforme supposément là pour « protéger et servir » (huh ! ?!), le barrage quotidien de dépêches sur la guerre en Irak, la torture, les tueurs en série et les gangs de rue, tous nous immergent dans une atmosphère de violence sociale subtile, sous-jacente et rationalisée qui nous amène à craindre et à réprimer nos propres passions violentes.

A la lumière de la violence sociale systématique qui nous entoure, il n'est pas surprenant que l'on trompe les gens dans la vision de la violence

comme une entité unique, monolithique plutôt que comme des actes et des situations spécifiques. Le système de violence produit par la société devient alors un monolithe qui agit pour s'auto-perpétuer.

En réaction à ce système monolithique de violence, la « pathologie du pacifisme » se développe. Incapable de voir au-delà des catégories sociales, le pacifiste crée une fausse dichotomie, limitant la question de la violence au choix moral/intellectuel entre une acceptation de la violence comme un système monolithique ou son rejet total. Mais ce choix existe seulement au royaume des abstractions sans valeur, parce que dans le monde dans lequel nous vivons, le pacifisme et la violence systématique dépendent l'un de l'autre. Le pacifisme est une idéologie qui exige la paix sociale totale comme son but suprême. Mais la paix sociale totale exigerait la suppression complète des passions individuelles qui créent les incidences individuelles de violence - et cela exigerait le contrôle social total. Celui-ci n'est possible qu'à l'aide de menaces constantes telles que la police, la prison, la thérapie, la censure sociale, la pénurie ou la guerre. L'idéal pacifiste exige donc un système monolithique de violence. Il reflète la contradiction inhérente à la nécessité qu'a l'autorité de maintenir la paix pour maintenir le système sans à-coups, ne pouvant faire ainsi qu'en maintenant un système rationalisé de violence.

Ce système rationalisé de violence non seulement se perpétue, mais provoque aussi des réponses, souvent sous la forme de violents coups de poing aveugles d'individus enragés, de temps en temps dans une violence consciemment rebelle et indocile, mais que l'Etat manipule alors pour auto-

justifier son existence. La violence passionnée qui est supprimée se transforme en mort lente, constitutive de la violence du stress et de l'anxiété. Il est évident que dans les millions de petites piqûres d'humiliation quotidiennes - comme les regards de dégoût et l'hostilité envers les étrangers, c'est la plus subtile et la plus totale forme de violence rationalisée qui opère; chacun se conforme dans la crainte du dégoût des autres. C'est la forme subtile de violence pratiquée par les pacifistes.

« Je ne rêve pas d'une révolution douce. Ma passion accourt à la violence de la sécession, à la férocité d'une vie qui ne renonce à rien. »

Ceux de nous qui se battent pour la liberté de créer nos propres vies pour nous-mêmes doivent rejeter des deux côtés les choix que nous offre la société entre le pacifisme et la violence systématique, parce que ce choix est une tentative de socialiser notre rébellion. Au lieu de cela nous pouvons créer nos propres options, en développant un chaos espiègle et passionné qui peut s'exprimer de temps en temps avec une violence féroce et intense, de temps à autres avec la plus fine tendresse, ou par n'importe laquelle des façons dont nos passions et nos caprices nous animent à l'instant précis. Tant le rejet de la violence que sa systématisation sont des attaques de nos passions et de notre individualité.

La violence a des aspects d'interaction sauvage, et l'observation de la violence parmi des animaux dément plusieurs généralisations vite imposées. La violence parmi les animaux n'est pas compatible avec la formule du darwinisme social ; il n'y a aucune guerre perpétuelle de tous contre tous. Plutôt dans des moments spécifiques et dans des circonstances particulières, les actes individuels de violence s'enflamment et s'effacent ensuite quand les moments passent. Il n'y a aucune violence systématique dans le sauvage, mais, au lieu de cela, les expressions momentanées de passions spécifiques. Cela expose une des erreurs majeures de l'idéologie pacifiste: la violence en soi, ne perpétue pas la violence. Le système social de violence rationalisée, dont le pacifisme est partie intégrante se perpétue, elle, comme un système.

Contre le système de violence, une violence non-systématisée, passionnée, espiègle est la réponse appropriée. Le jeu violent est très commun parmi les animaux et les enfants. Se poursuivant, luttant et sautant les uns sur les autres, cassant et détruisant : tous les aspects du jeu sans règles. L'insurrectionnaliste joue de cette façon aussi, mais avec des cibles réelles et avec l'intention de causer des dégâts réels. Les cibles de ce jeu féroce sont principalement les institutions, la marchandise, les rôles sociaux et les icônes culturelles, mais les représentants de ces institutions peuvent aussi être des cibles - particulièrement lorsqu'ils représentent une menace immédiate à la liberté de quiconque de créer sa propre vie comme il le désire.

La rébellion n'a jamais été simplement une question d'autodéfense. En soi, l'autodéfense est probablement mieux réalisée lorsqu'elle accepte le statu quo ou sa réforme. La rébellion est l'attaque agressive, dangereuse, espiègle par des individus libres contre la société. Le refus d'un système de violence, le refus d'une forme d'organisation militarisée comme la lutte armée, permet à la violence des insurgés de nombreuses possibilités d'attaque efficace. Cela ne peut pas être aisément compris par les autorités et placé sous leur contrôle. Sa nature insurgée peut même rester indétectable en même temps qu'elle érode les fondations du contrôle social. De la perspective rationalisée d'autorité, cette violence espiègle apparaît souvent tout à fait aléatoire, mais est en réalité en harmonie avec les désirs de l'insurgé.



La violence espiègle de l'insurrection n'a aucune place pour le regret., car il affaiblit la force des coups et nous rend trop prudents et timides. Mais le regret entre seulement en compte quand la violence est traitée comme une question morale, et pour les insurgés qui se battent pour la liberté de vivre leurs désirs, cette morale devient juste une autre forme de contrôle social. Partout où la violence mutine s'est manifestée en toute espièglerie, le regret a semblé absurde. Dans des émeutes et des soulèvements spontanés - aussi bien que dans le vandalisme à petite échelle - une attitude festive semble être évidente. Il y a une joie intense, même de l'euphorie, dans la libération des passions violentes qui ont été refoulées si longtemps. Défoncer la sale gueule de la société comme nous l'éprouvons si souvent est un plaisir intense et savoureux, non désavoué dans la honte, la culpabilité ou le regret.

Certains peuvent élever l'objection qu'une telle attitude pourrait faire que notre violence échappe à notre propre contrôle, mais un excès de violence insurrectionnel n'est pas quelque chose à craindre. Alors que nous démolissons notre répression et commençons à libérer nos passions, certainement nos gestes, nos actions et notre façon entière d'être doivent nécessairement devenir de plus en plus expansifs et tout ce que nous semblerons faire paraîtra jusqu'au-boutiste ; notre générosité et notre violence sembleront excessives. Émeutes et insurrections ont échouées à dépasser la liberté provisoire, pas à cause de l'excès, mais parce que les gens se sont retenus. Ils n'ont pas eu confiance en leurs passions, ils ont craint l'expansivité, l'excès de dilapidation de leurs propres rêves et désirs. Ils ont donc renoncés ou ont rendu leur combat à de nouvelles autorités, de nouvelles systématisations de la violence. Mais comment la violence insurrectionnelle pourrait-elle être excessive quand il n'y a aucune institution de contrôle social, aucune autorité, aucune icône culturelle qui ne devrait pas être brisée jusqu'à la poudre - et cela avec jubilation?

Si ce que nous voulons est un monde dans lequel chacun d'entre nous peut créer sa propre vie sans contraintes, vivre les uns avec les autres comme nous le désirons plutôt que conformément aux rôles socialement prédéfinis, nous devons reconnaître que de temps en temps, la violence

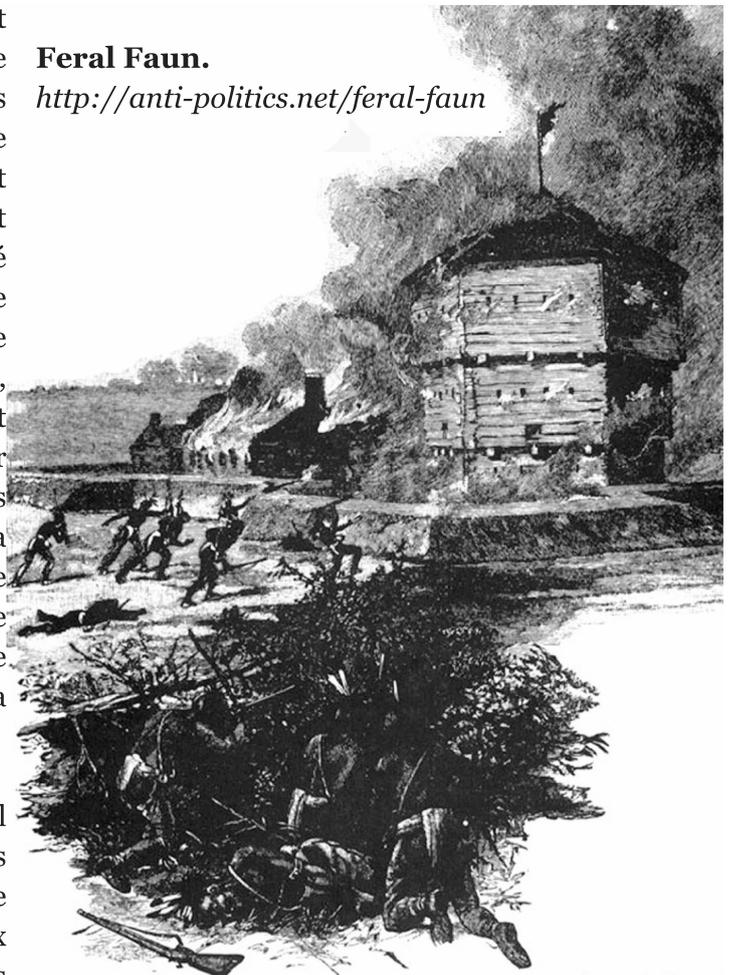
s'enflammera et qu'il n'y a rien de mal à cela. L'ampleur des passions inclut l'expression pleine et expansive de la haine et de la colère - et ce sont là des émotions violentes. Quoique cette violence puisse être utilisée tactiquement, ce ne sera pas systématique. Quoiqu'elle puisse être intelligente, elle ne sera pas rationalisée. Et en aucun cas elle ne se perpétuera à l'infini, parce que celle-ci est individuelle et provisoire, se dépensant entièrement dans son expression libre et passionnée. Ni la non-violence moraliste ni la violence systématique de lutte militarisée ne peuvent démolir l'autorité puisque toutes les deux exigent une certaine forme d'autorité. Seule la violence expansive et passionnée d'individus insurgés jouant seul ou avec d'autres n'a de chance de détruire cette société...

« En avant chacun ! Et avec des armes et des cœurs, le Discours et la plume, le Poignard et le fusil, l'ironie et le blasphème, le Vol, l'empoisonnement et le feu, Laissez nous... faire la guerre à la société. »

Joseph Déjacque,
dans *La Question révolutionnaire*, 1852.

Feral Faun.

<http://anti-politics.net/feral-faun>



C'est toujours ça d'ordre en moins!

15/02 Tongxiang (Chine) -

Des centaines de travailleurs émigrés se sont affrontés avec plus de 100 réguliers et ont attaqué la police dans cette ville de la province du sud de Zhejiang laissant derrière eux six véhicules de police brisés ou brûlés, des témoins et ont dit. Briques, pierres et bouteilles contre les flics.

5/03 Beyrouth (Liban) - Plus d'une centaine de détenus de la plus grande prison du Liban se sont révoltés. Émeutes, matelas cramés... La même prison fut la scène d'une révolte en avril dernier dans laquelle sept matons ont été pris en otage. Une autre émeute a aussi éclaté à la prison de Qubba à Tripoli en janvier: deux otages matons.

11/03 Nairobi (Kenya) - Émeutes de plusieurs milliers de manifestants contre les violences policières. Keufs et journalistes tabassés, barricades, pillages.

27/03 Louvain (Belgique) - La manifestation contre la marche du NSV, groupuscule fasciste, s'est terminée en affrontements avec les flics et en destructions. Quatre véhicules de police cassés, des feux d'artifice jetés en direction des keufs, des fumigènes et des bombes de peinture ont été lancés, les vitres de banques et d'autres institutions capitalistes ont été fracassés.

8/04 Gand (Belgique) - Un incendie criminel fait de lourds dégâts dans le bâtiment qui abrite le siège du syndicat CGSP: le syndicat de gauche de l'administration, police, armée, prisons, centres fermés, assistants sociaux...

Police scientifique : Conférence perturbée A Crim'Expo comme ailleurs, nique la police...

Ce jeudi 2 avril 2009, nous sommes intervenu à la cité des sciences et de l'industrie de la Villette à Paris pour interrompre la conférence d'un colonel de gendarmerie et expert scientifique à la cour d'appel de Paris dans le cadre de Crim'Expo: Une exposition censée rendre ludique le sale taff de la police scientifique. Nous sommes intervenu avec une banderole sur laquelle était inscrite: «**La police c'est le progrès. Feu aux (col)labos**», avec le tract ci-dessous et avec la prononciation d'un court discours sans aucune amorce de dialogue (il est des personnes avec qui discuter ne sert à rien). Suite à cela, la banderole fut accrochée en hauteur sur le pont Corentin Cariou, dans le 19^e arrondissement.

**Que crève le meilleur des mondes,
sa science homicide et ses flics.**

POLICE SCIENTIFIQUE La science homicide...

Cette exposition en partenariat avec l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) et l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique a pour vocation de présenter de façon pédagogique et attrayante la flicaille scientifique.

Rafles de sans-papiers, chasse aux putes, rackets, contrôle au faciès, oppression de tous et répression des révoltés et des marginaux, guerre aux pauvres ; à Crim'Expo comme partout, le sale taf des keufs ne sera jamais sexy.

A travers l'industrie pharmaceutique, le fichage, le nucléaire, le traçage génétique et biométrique ou le complexe militaro-industriel : la science, comme la police, est un pilier de la domination.

Pas besoin d'être serial-killer, violeur récidiviste, pédophile ou terroriste pour se faire fiché. Surtout lorsque le fichage est volontaire, et avec le sourire comme à Crim'Expo.

Alors qu'on nous vante la preuve objective à coup d'expertises, nous nous foutons de la question de la culpabilité, comme de la loi. Nous agissons en fonction de notre éthique et de nos perspectives enragées.

**Alors qu'on nous somme de participer à
notre propre flicage en le rendant
ludique, restons incontrôlables
et insoumis.**

**Plutôt que de cracher dans leurs fichiers,
crachons sur la sale gueule de la science.**

Quelques vilains petits canards...



C'était curieux. Moi, qui étais pourtant la victime, je n'éprouvais pas la moindre trace d'agitation. Lorsque l'officier m'avait annoncé qu'on allait me fusiller dans les vingt-quatre heures, je n'en avais pas été plus affecté que s'il m'avait dit : « tachez de filer d'ici, et plus vite que ça ! » Je restais de marbre.

Au fond, et je ne plaisante pas, j'étais déjà mort depuis longtemps. Je n'étais pas né, je n'avais pas de livret de marin, il m'était impossible d'obtenir un passeport, et on pouvait faire de moi ce qu'on voulait parce que je n'étais personne ; officiellement, je n'étais même pas venu au monde et, par conséquent, je ne serais pas regretté. Si quelqu'un me tuait, il ne s'agirait pas d'un meurtre. Je ne manquerais à personne. Un mort peut être déshonoré, volé, mais non pas assassiné.

Bien sur, ce sont là pures constructions de l'esprit. Elles seraient d'ailleurs impossibles et attesteraient même de la folie s'il n'existait pas de bureaucratie, de frontières et de passeports. A l'époque où l'Etat veut accroître et renforcer son pouvoir aux dépens de l'individu, ce ne sont pas seulement quelques hommes qui risquent de se faire rayer de la surface de la terre. Les lois les plus intimes, les plus originelles de la nature peuvent alors être effacées et niées. C'est pourtant bien l'individu qui est à la base de l'humanité. Elle se fonde sur lui, non sur des masses indistinctes, elle repose sur l'interaction des individus et s'effondre dès qu'on porte atteinte à leur liberté de mouvement. Les individus sont les atomes de la race humaine.

B. Traven, le vaisseau des morts, 1926.



the explosion of stars



Avant de rejoindre les morts, je ne comprenais pas comment l'esclavage, le service militaire étaient possibles. Je ne comprenais pas pourquoi des hommes sains de corps et d'esprit se laissaient chasser par les canons et la mitraille sans protester, pourquoi ils ne préféreraient pas mille fois se suicider plutôt que de supporter l'esclavage, le service militaire, les fers des galères et les coups de fouet. Depuis que je comptais moi-même parmi les morts, depuis que je naviguais sur un vaisseau fantôme, ce secret m'avait été révélé, comme tous les secrets le sont après la mort.

Aussi bas qu'il soit tombé, un homme peut toujours s'enfoncer encore ; aussi terrible que soit son calvaire, il pourrait en supporter un encore pire. On voit par là que son esprit, qui est censé l'élever au-dessus des animaux, le ravale au contraire au-dessous d'eux. J'ai conduit des animaux de bât, chameaux, lamas, ânes et mulets. J'ai vu des douzaines d'entre eux se coucher lorsqu'on les chargeait de trois kilos de trop ou qu'ils s'estimaient maltraités ; ils se seraient laissé fouetter à mort sans une plainte – cela aussi, je l'ai vu – plutôt que de se relever pour porter leur charge ou accepter les mauvais traitements.

J'ai vu des ânes, vendus à des gens qui tourmentaient honteusement les bêtes, cesser de s'alimenter et mourir. Même le maïs ne parvenait pas à les faire changer d'avis. Mais l'homme ? Le seigneur de la création ? Il aime être esclave, il est fier de jouer au soldat et d'essuyer le feu, il adore le fouet et la torture. Pourquoi ? Parce qu'il est capable de réfléchir, et donc d'espérer. Parce qu'il espère que ça ira mieux. C'est là sa malédiction, jamais sa chance. Et il faudrait avoir pitié des esclaves ? Des soldats et des invalides de guerre ? Haïr les tyrans ? Non ! D'abord il y a les esclaves, puis apparaît un dictateur.

B. Traven, le vaisseau des morts, 1926.



[Affiche trouvée sur les murs de Bruxelles]

ET TOI?
T'AS
PRIS PARTI?

Pour qui tu préfères te sacrifier ? Pour l'Etat colonial d'Israël ou pour les autorités religieuses et nationalistes de Palestine ? Sous quel drapeau meurtrier tu préfères tuer ou être tué ? Quelle idéologie va te recruter pour anéantir tous ceux qui n'appartiennent pas à ton camp ? Dans les deux cas tu devras obéir aux autorités de l'un ou l'autre. Tu devras t'allier avec ton pire ennemi : ton patron, le flic, le général, l'autorité religieuse...

Sous prétexte que les inégalités sociales auraient disparu. La Nation, le Peuple avant tout !

Il n'y a pas de place pour la liberté dans ce genre de choix. En Israël, l'armée réprime les actions anti-guerre, enferme ceux qui refusent de faire le service militaire ; à Gaza, le Hamas recrute tous ceux qui se révoltent contre les chars israéliens et élimine ceux qui le contestent. Dans les deux cas cette guerre profite aux chefs !

Et ici ? Pareil. Les chefs religieux et politiques profitent de la rage et de la révolte pour asseoir leur pouvoir, d'autant plus quand la misère s'accroît et que chacun cherche une cible à sa rage.

Mais justement, il s'agit de ne pas se tromper de cible. Peu importe notre origine, notre but c'est la liberté de chacune et chacun, c'est d'en finir une fois pour toute avec les profiteurs, en finir avec les autorités de tous bords qui voudraient nous recruter, nous soumettre et nous réprimer quand on ne les sert plus ou qu'on s'avise de les contester.

**CONTRE LES CHEFS,
LIBERTÉ DE CHACUNE
ET CHACUN !**

Extrait de *Tout Doit Partir N°4*, journal belge que l'on peut télécharger dans la fanzinothèque, sur le site de Non Fides.

L'anarchisme insurrectionnaliste



•Notes sur l'anarchisme insurrectionnaliste•

Notre dernière publication, téléchargeable et lisible sur non-fides.fr et sur infokiosques.net. Egalement lisible sur notre site en anglais, japonais et espagnol. Texte original en anglais de *Venomous Butterfly* et *Willful Disobedience*, paru dans le N°2 de la revue *Killing King Abacus*, en 2001. Traduction par *Non Fides*, 2009.

REPRENONS LE CONTRÔLE DE NOS VIES

L'économie - c'est à dire la domination de la survie sur la vie - est nécessaire au maintien de toutes les autres formes de domination. Sans la menace de la pénurie, il serait difficile de contraindre les gens d'obéir aux routines quotidiennes du travail et de la paie. Nous sommes nés dans un monde economiciste.

L'institution sociale de la propriété a fait de la pénurie une menace quotidienne. La propriété, qu'elle soit privée ou commune, sépare l'individu du monde en créant une situation dans laquelle, plutôt que de simplement prendre ce que l'on veut ou ce dont nous avons besoin, nous demandons la permission ; une permission qui n'est généralement accordée que sous la forme d'un échange économique. De cette façon, on garantit différents niveaux de pauvreté à chacun, même les riches car conformément à la règle de la propriété sociale : ce que l'on ne nous permet pas d'avoir excède de loin ce que l'on nous permet d'avoir. La domination de la survie sur la vie est maintenue, et entretenue.

Ceux de nous qui désirent créer leurs vies selon leurs propres désirs, reconnaissent que cette domination, si essentielle pour le maintien de la société, est une ennemie que nous devons attaquer et détruire. Partant de là, le vol et le squat prennent toute leur signification en devenant partie intégrante d'un projet de vie insurgé. Mais l'assistance sociale, les repas de charité, la récup et la mendicité ne peuvent permettre de survivre que lamentablement sans un travail régulier. De plus ils n'attaquent en

aucun cas l'économie ; ils sont intégrés à l'économie.

Souvent, Le vol et le squat sont de simples tactiques de survie. Les squatters qui exigent « le droit au logement » ou qui essaient de légaliser leur squat, les voleurs qui s'auto-exploitent au même degré que n'importe quel autre ouvrier pour accumuler des

marchandises sans valeur - ces gens n'ont aucun intérêt dans la destruction de l'économie... ils veulent simplement une juste répartition de ses marchandises.

Mais ceux qui squattent et volent dans l'optique d'une vie insurgée, le font au mépris de la logique de propriété économique, de façon antagoniste. Refusant d'accepter la pénurie imposée par cette logique ou de se plier aux demandes d'un monde qu'ils n'ont pas créé, de tels insurgés prennent ce qu'ils désirent sans demander la permission à quiconque à chaque fois que surgit la possibilité. Dans cet antagonisme quotidien avec les règles économiques de la société, nous reprenons l'abondance du monde - et c'est un acte d'insurrection.

Pour maintenir le contrôle social, la vie des individus est volée. A la place, nous n'avons accès qu'à la survie économique, l'ennuyeuse existence du travail et de la paie. Nous ne pouvons pas racheter nos vies, nous ne pouvons pas supplier non plus. Nos vies seront seulement nôtres lorsque nous les aurons récupérées, volées - et cela signifie prendre ce que nous voulons sans demander la permission.



**Extrait de *Willful Disobedience* N°2.
Traduit de l'anglais
et adapté par
*Non Fides.***

L'ÉVASION A SON PRIX

L'artiste a ses revenus

- « - *Ca lui fait bien deux heures de retard.*
- *Ah mais tu sais c'est un artiste, et les artistes...*
- *Ah ça, les artistes...*
- *Ils sont comme ça, les artistes. »*

Difficile de ne pas fondre sous le charme des artistes et de ne pas les jalouser dans une société fondée sur l'interdit et sur la menace carcérale. L'on permet certains comportements à l'artiste que nul autre ne peut se permettre.

La supposée folie d'un Salvador Dali vous vaudra à vous une hospitalisation sans consentement dans les geôles de la psychiatrie. Alors que de ne rien produire d'utile par le travail pour cette société utilitariste ne vous apportera que misère, harcèlement des services sociaux et culpabilisation, il est socialement permis aux artistes de flâner malgré leur improductivité parfois rentable. Alors que votre loyer augmente jusqu'à ne plus pouvoir le payer, l'artiste se voit favorisé par les pouvoirs publics pour vous remplacer.

Qu'on se le dise, l'artiste est un privilégié, une caste à part : il possède le monopole de la créativité et de l'originalité, désir et création lui appartiennent. Nul besoin donc de créer, les artistes s'en chargent selon le même processus que celui qui consiste à laisser la pensée aux philosophes ou l'histoire à ceux qui nous gouvernent ; nous dépossédant ainsi de nos propres vies. La privatisation de la créativité est typique du monde qui la produit, de la délégation permanente de tout ce qui fait de nous ce que nous serions, si nous étions encore quelque chose après tant d'assauts sur l'autonomie individuelle.

Vis-à-vis du capital, l'artiste a pour mission de l'enrichir, et de s'enrichir au passage pour y assumer son rôle de consommateur en y réinjectant sa fortune. L'artiste trouve de fait sa place dans la société de consommation, son intégration dans le système est une évidence.

Même si souvent, le spectacle se plait à faire passer nos chers artistes pour des rebelles, cela ne renforce qu'un peu plus le système, dont le vice se permet d'aller jusqu'à simuler sa propre critique pour finalement le renforcer par un retour en force systématique de la normalité. C'est auprès du spectacle que l'artiste se retrouve le plus valorisé, du moins, socialement. En effet, qui, lorsqu'il entend le mot « Culture », ne dégainé pas aussitôt son porte-monnaie ?

« Gagner de l'argent est un art, travailler est un art et faire de bonnes affaires est le plus bel art qui soit. »

Andy Warhol.

L'évasion a son prix et l'artiste a ses revenus. Et il est toujours plus facile de s'évader de cette guerre sociale sans trêve, que d'y contribuer activement. Instrumentalisé par l'argent au profit de la paix sociale, l'artiste peut alors aller vendre son plébiscite pour un candidat aux élections, pour une marque qui lui sied si bien, pour le culte du progrès ou la guerre humanitaire. A chaque cause perdue du progrès, de l'Etat ou du capital, son artiste attiré, son « parrain de la cause ». L'art, lorsqu'il n'est pas uniquement le loisir du dimanche des classes bourgeoises, est le meilleur consolateur de la misère humaine, le renfort de la paix sociale. Alfred de Musset disait qu'« un peuple malheureux faisait les grands artistes » ; dans la société, le malheur se traite à coup de Prozac.

PORT DE LA
MOUSTACHE
AUTORISÉ

Les artistes dits engagés, eux, servent au soulagement des consciences du petit peuple de gauche. Une diatribe de Léo Ferré à l'encontre des prisons, partagée par l'auditeur, permet la justification de son apathie. La tyrannie de l'opinion démocratique ayant réussi à faire croire à ses citoyens qu'avoir une opinion suffisait à exprimer une pensée, et que de façon performative, l'opinion avait valeur de transformation sociale : l'artiste engagé est le reflet médiatique, non pas de l'impuissance des citoyens, mais de la volonté d'impuissance de ceux-ci. Englué dans son petit confort, l'honnête citoyen n'a plus qu'à écouter son grand Léo, son petit Manu Chao, son rouge Ferrat, n'a plus qu'à envoyer dix balles aux restos du cœur après que son artiste engagé préféré ne les ai sommé de le faire.

L'artiste humaniste qui montre sa sale gueule aux cotés d'enfants africains ne pesant pas plus que son porte monnaie, est celui qui en soulageant sa propre conscience, permet à ses « fans » de soulager la leur par procuration ; et ce, toujours selon les mêmes schémas qui définissent les différents temps de la démocratie, comme les élections. Si pour se révolter il suffit d'écouter un CD estampillé « de gauche », de lire un poème exaltant la Classe d'Aragon, de voir un film social de Ken Loach pour y vivre la lutte par procuration ou de citer une ritournelle situationniste pour briller au panthéon de l'extrême-gauchisme éclairé, le pouvoir n'aura plus jamais de soucis à se faire. L'art engagé est un anesthésiant anti-révolte, le chloroforme déculpabilisant du bon citoyen de gauche.

**« L'artiste doit aimer la vie
et nous montrer qu'elle est belle.
Sans lui, nous en douterions. »**

Anatole France

L'artiste est aussi le pilier d'un milieu –on dit une «scène»- tout entier, auquel il permet d'être et qu'il fait vivre. Un écosystème bien particulier : Agents, attachés de presse, directeurs artistiques, attachés commerciaux, critiques, collectionneurs, mécènes, tenanciers de galeries, médiateurs culturels, consommateurs,... tout autant de rapaces vivant au crochet des artistes dans la joyeuse horreur du show-biz. Une scène avec ses codes, ses normes, ses parias, ses favoris, son ministère, ses exploités et ses exploités, ses profiteurs et ses admirateurs.

Une scène qui possède le monopole du bon goût, pratiquant le terrorisme esthétique sur tout ce qui n'est pas rentable, ou sur tout ce qui ne procède pas d'une mentalité bien particulière dans laquelle la subversion ne doit être que superficielle, sous peine bien entendu, de subvertir. Un milieu que l'on nomme La Culture. Chaque régime a son art attiré tout comme chaque régime a son Entartete Kuntz^[1]. L'on peut croire que pour gagner de l'argent dans les milieux artistiques, il faut un don, mais pour le dépenser, il ne faut qu'une culture ; et la culture est une vaste machine à fric, le puit sans fond de la connerie humaine et de sa capacité à adorer, admirer, à fonctionner au charisme ou à suivre des leaders, qu'ils soient politiques, sociaux ou culturels.

**« -Peux tu m'offrir un verre d'eau ?
-Tu es out.. Maintenant on boit
directement du sang. »**

Social Warhole.

[1] En allemand «Art dégénéré»: plate-forme officielle adoptée par le régime nazi pour interdire la créativité désintéressée en faveur d'un art officiel : l'art héroïque.

HUH
WHAT
UH
LIKE
YEAH
WHAT
EVER

La Gentrification par l'art

L'avant-garde artistique est celle qui débroussaille les forêts de la guerre immobilière pour les pouvoirs publics et les promoteurs.

Tel est le processus de gentrification par l'art : comment faire d'un quartier populaire un quartier branché ?

- **1.** Commencer par établir de grands projets municipaux, souvent culturels, comme un centre artistique.
- **2.** Favoriser l'installation de commerces tertiaires adéquats, économiquement et culturellement sélectifs : boîtes de nuit branchées, ateliers créatifs, cafés et restaurants de cuisine créative, boutiques d'art ou de haute couture, salles de concerts, cinémas de gauche, magasins bio et détaillants de commerce équitable.
- **3.** En même temps, commencer de grands chantiers publics : nouvelles places de crèche, universités, espaces associatifs citoyens, commissariats, espaces verts écologiques mais chics, systèmes de vélos en libre-service payant, construction de nouveaux axes de transports en commun.
- **4.** Peut alors commencer la phase de nettoyage humain : augmentation des loyers de tout les habitats proches des chantiers cités plus haut, accélération des expulsions locatives sous divers prétextes tels que l'insalubrité, suppression du racolage par le harcèlement des putes pour permettre l'installation de bars à escort-girls, accélération aussi des expulsions de squats, adaptation du mobilier urbain pour repousser toute tentative d'oisiveté un peu plus loin, plus de surveillance technologique ou citoyenne et renforcement des effectifs de police urbaine de proximité.
- **5.** Moins de pauvres et restructuration des quartiers : l'avant garde artistique peut alors servir d'appât. Favorisés, ils peuvent alors se regrouper dans un nouvel espace communautaire en traînant derrière eux la cohorte des admirateurs et de ceux qui doivent être là ou il faut être. L'admiration qu'ils suscitent parmi les masses grégaires de classe moyenne rend opérante la phase de substitution.
- **6.** Phase de substitution des populations : Le rêve se réalise. Les pauvres, harcelés, finissent par lever l'ancre et sont repoussés encore un peu plus aux confins des métropoles. De nouvelles populations s'installent alors, artistiques ou à la remorque des artistes. Plus enclines à « participer à la vie du quartier », c'est à dire à voter, à trier ses déchets et à prévenir la police de toute malversations. Là se trouve le jackpot urbaniste. Ces populations plus solvables et intégrées vont alors mieux consommer, et plus. Elles ne seront pas sujettes au chômage de masse et offriront une coopération sans faille aux différentes tentacules de la machine. Bien plus dociles, leur mécontentement n'ira jamais plus loin que l'insurrection pétitionnaire ou la cyber-manif. La ville se prémunit alors des émeutes urbaines, des guet-apens sur flics et pompiers ou de tout autre acte de dé-pacification sociale.
- **7.** la dernière phase est la plus délicate, car cohabitent alors des populations socialement mixtes. Cette cohabitation difficile permet alors le renforcement de l'occupation policière afin de donner confiance aux porte-feuilles des nouvelles populations.

Quand le pinceau devient le prolongement de la matraque, flics et artistes sont deux moyens complémentaires de la chasse aux pauvres, les deux faces d'une même pièce.

FACE A LA GUERRE AUX PAUVRES...

*Hausse des loyers,
expulsions des logements,
transformation du mobilier
urbain en repoussoir anti-
SDF, occupation
policière, multiplication
des caméras de
vidéosurveillance, chasse
aux sans-papiers, aux
prostituées, aux vendeurs à
la sauvette...*

*La rénovation n' a qu' un but: faire du fric.
Elle permet de virer les pauvres pour
installer des populations plus riches.*

*La mairie et l' état organisent
la spéculation immobilière
et en tirent profit au côté
des promoteurs. Ils
construisent spécialement
pour cette nouvelle
population: 104, MK2, cafés-
bobos, boutiques de mode...*

FLICS, POLITICIENS, ARTISTES BRANCHES, SPECULATEURS...

Degageons-les !

[Affiche trouvée sur les murs du Nord-Est de Paris, juin 2009]

ELLE N'EST PAS FOLLE !

Parmi toutes les laides choses, les misères, les lâchetés qu'expédient les affaires courantes, il en est qu'on ne signale pas et qui dans le torrent des faits disparaissent sitôt perçues, comme des épaves dédaignées. Les yeux entrouverts des hommes ne voient encore que les grands drames dont leurs maîtres sont les acteurs : des rois, des reines, des colonels... Ils ne voient pas les tragédies dont les humbles sont les héros, les victimes vite englouties. Le torrent roule et, dans les remous, ce sont des gueux qui se noient. Il y a des appels dans la nuit. Qui donc entend ? Le torrent gronde ; il charrie des faibles, des abandonnés, des maudits, vers les prisons, ces égouts ! vers les asiles de fous – ces bagnes !

Elle n'est pas folle.

Qui? Cette jeune femme dont M. Boursy, juste d'instruction, reste l'obligé ; Mlle Hingue qui, après avoir vainement parlé de justice et de son droit, finit par faire parler la poudre aux oreilles d'un magistrat ; Mlle Hingue dont le revolver mit un peu de poids dans la tête légère d'un juge d'instruction – que l'on décora sur ce coup.

Elle n'est pas folle! Elle l'était peut-être quand elle supposait que la Loi devait venir en aide au pauvre, quand elle croyait que les misérables pouvaient en appeler au Code, quand elle usait des années à courir chez les gens de chicane, forte seulement de sa bonne cause – mais sans appui, sans honoraires à laisser aux pattes crochues qui donnent le coup de pouce aux Balances.

Elle était folle. Elle cessa de l'être lorsqu'elle saisit un revolver et se dit :

— Il n'y a pas de justice, et je n'ai pas de pain –on m'a tout pris– plus rien à perdre ! et pas de travail, et je ne veux pas faire le trottoir. Et je ne veux pas que mon vieux père, dépouillé par un magistrat, meure de faim cet hiver, sans qu'on sache qui l'assassina. On le saura... Je marquerai l'homme...

Elle tira sur M. Boursy.

Zo d'Axa
La Feuille n°22, 21 décembre 1898.



Alphonse Gallaud de la Pérouse, dit Zo d'Axa, né à Paris le 24 mai 1864 et mort à Marseille le 30 août 1930, est un anarchiste individualiste, pamphlétaire et satiriste français.



«Nous allons – individuels, sans la Foi qui sauve et qui aveugle. Nos dégoûts de la Société n'engendrent pas en nous d'immuables convictions. Nous nous battons pour la joie des batailles et sans rêve d'avenir meilleur. Que nous importent les lendemains qui seront dans des siècles! Que nous importent les petits neveux! C'est en dehors de toutes les lois, de toutes les règles, de toutes les théories – même anarchistes – c'est dès l'instant, dès tout de suite, que nous voulons nous laisser aller à nos pitiés, à nos emportements, à nos douceurs, à nos rages, à nos instincts – avec l'orgueil d'être nous-même.»

« Nous », L'En dehors, 1891



Pensez ! Mais vous ne pouvez pas penser, parce qu'il vous faut des statuts, parce que vous avez des administrateurs à élire, parce que vous avez des ministres à introniser, parce que vous ne pouvez pas vivre sans gouvernement, parce que vous ne pouvez pas vivre sans chef.

Vous cédez vos voix pour les perdre, et quand vous voulez vous en servir vous-mêmes, vous n'en disposez plus, et elles vous font défaut parce que vous les avez cédées.

Pensez ! Vous n'avez besoin de rien d'autre. Prenez conscience de la sereine passivité que vous avez en vous, dans laquelle s'enracine votre invincible pouvoir. Laissez d'un coeur apaisé et insouciant s'effondrer la vie économique ; elle ne m'a pas apporté le bonheur et elle ne vous l'apportera pas non plus. Laissez consciemment pourrir l'industrie, ou c'est elle qui vous pourrira.

Vous faites grève. Bravo, bande de serfs ! L'industrie s'engraisse de vos grèves et vous affame. Vous faites grèves et vous avez gagné. O vainqueurs ! ce que vous avez gagné, c'est un maigre quignon de pain : pendant que vous fêtiez victoire, le vaincu a acquis deux domaines. O vous qui vainquez ! Vous qui convainquez ! Votre chef en est devenu ministre, fiers vainqueurs ! Qu'avez-vous besoin de sofa en peluche ! C'est le signe de votre servitude. Tant que vous tiendrez à votre sofa en peluche, vous resterez esclaves. ...

Détruis donc la vie économique, non seulement de l'intérieur, mais encore de l'extérieur. C'est sur les ruines de l'industrie que fleurit ta liberté, non sur ses forteresses et ses châteaux.

Laisse ton argent se faire dévorer par les vers et les larves, extorque un salaire vingt fois supérieur et réduis ton travail au centième de ce que tu peux fournir, et la félicité te sera rendue au centuple.

L'encens à l'église ou le bavardage dans les meetings c'est la même chose. Lire ou même acheter un journal revient au même qu'apprendre des cantiques par coeur.

Nul dieu ne t'aidera, nul programme, nul parti, nul bulletin de vote, nulle masse, nulle unité. Je suis le seul capable de m'aider. Et c'est en moi-même que j'aiderai tous les hommes dont les larmes débordent.

Je m'aide moi-même. Frère, aide-toi ! Agis ! Sois volonté ! Sois action !

Tu cries : Vive la Révolution mondiale ! Cela sonne très bien. Mais les câbles télégraphiques sont-ils déjà entre tes mains ? As-tu déjà fait sauter une rotative ? Tu cries : Vive la Révolution mondiale ! Mais ton frère, que tu tiens embrassé, n'entend déjà plus ton cri. Comment l'univers pourrait-il t'entendre ?

Ne t'achète pas d'habit du dimanche et n'aie pas honte, chez toi, de dormir sur une caisse, et d'aller en riant par les rues huppées sans fond de pantalon ; c'est plus faire pour la révolution que chanter L'Internationale ou étudier les tours de passe-passe qu'ont à vendre les papes de Berlin et de Moscou.

Ret Marut (alias B. Traven), *dithyrambes* paru dans *Der Ziegelbrenner*, n°35/40, 21 décembre 1921.

AUX INSOUFISANTS DE LA PACIFICATION SOCIALE

Il y a de plus en plus d'indésirables dans le monde, d'hommes et de femmes pour qui cette société n'a prévu qu'un rôle, celui de crever. La société ne nous désire qu'ainsi : morts pour le monde ou pour nous-mêmes.

Parce que l'exploitation, l'enfermement, le contrôle, l'isolement ou la domination ne sont pas que des mots, on peut se briser les os courbés sur une machine à coudre, comme derrière une chaîne de montage ; on peut tourner en rond dans une cage en attendant d'être ligoté dans un charter, comme compter les jours en attendant le prochain parloir derrière l'hygiaphone ; on peut aller chercher des mômes à l'école avec l'angoisse de se faire arrêter à la sortie, comme les y abandonner pour regarder tranquillement sa télé ; on peut s'entasser à dix dans une cave, comme on peut se croire chanceux dans une cage à poule ; on peut échapper à la rafle des flics pour retomber dans les filets de la communauté, comme on peut esquiver le contrôle de la BAC pour finir sous la coupe de ses grands frères ; on peut interpeller les petits voleurs en faisant le vigile, comme on peut dénoncer les incendiaires de poubelle de derrière sa fenêtre.

Dans cette guerre sociale sans trêve, ce n'est pas notre misère commune, mais la vigueur avec laquelle nous la combattons, qui nous permettra d'abattre ce système. Si nous nous sentons en l'occurrence solidaires des sans-papiers révoltés, ce n'est pas pour déverser un racket politique de souteneurs et créer un énième sujet politique qui serait vertueux de par sa condition. Et ce n'est pas non plus pour assister une *victime* en péril, à la façon des charognards humanitaires. Nous ne sommes pas du côté des indésirables, nous en sommes. L'entraide et la lutte ne peuvent ainsi se construire entre nous qu'à partir de bases de réciprocité et d'offensive.

Quand on nous vend l'image de la mère de famille élevant seule ses six enfants, de l'honnête ouvrier qui œuvre – pourtant – à la bonne santé de l'économie nationale, de l'enfant séparé de ses parents mais entouré de camarades de classe aimants, voire de l'universitaire reconnu jusque dans son bled, c'est la tactique du scandale qui pointe sa sale gueule de bonne sœur. S'indigner à grand renfort d'affect sur les « bons sans-papiers injustement réprimés », c'est faire comme si l'occupation policière, les rafles, les camps, les expulsions, mais aussi les marchands de sommeil ou de sueur, étaient des « dérives » à rectifier. C'est oublier que c'est aussi une conséquence très *démocratique* d'un monde qui transforme tout et tous en marchandise.

L'objectif de l'Etat n'est pas de déporter tous les sans-papiers. Les exploiter par milliers permet en effet d'abaisser le coût du travail ici (dans la restauration, le BTP, la confection, la culture saisonnière) en imposant des conditions d'exploitation généralement cantonnées un peu plus loin. L'enfermement et l'expulsion d'une partie d'entre eux est un des moyens d'apprendre la peur et la résignation à tous.

Cette terreur *légitime*, la gauche, aussi bien que la droite, en porte la responsabilité dans une digne continuité de l'abjection. On ne peut donc pas, même inconsciemment, cautionner l'idée d'une « gauche utile » ou traîner à sa remorque. En somme, il ne s'agit pas de revendiquer une meilleure *intégration* (que ce soit à travers des papiers, un boulot ou un toit), mais plutôt, en développant des liens basés sur la liberté et la

réciprocité dans une lutte sans médiation, d'arracher des moyens pour reprendre sa vie en main. Aucune politique ne pourra jamais se substituer au changement réel des rapports.

Pourtant, ce système n'est pas une grande machine abstraite qui nous laisserait uniquement la possibilité d'être écrasé ou d'y participer. Il est composé de mécanismes qui s'incarnent dans des hommes et des structures qui se trouvent à tous les coins de rue : les gestionnaires de la domination quotidienne – légale (administrations, banques, proprios...) comme illégale (mafieux ou négociants) – font de beaux exploiters comme de belles balances ; les prisons sont construites par des entreprises (Bouygues, Eiffage...) qui possèdent des chantiers un peu partout ; les expulsions sont effectuées grâce au concours de compagnies (Air France, Royal Air Maroc...) et de chaînes (Accor) qui possèdent des agences ; les rafles se font avec la complicité active des contrôleurs (RATP, SNCF...). Tous ont un visage, un nom, des adresses, et chacun peut à sa façon leur exprimer son dégoût.

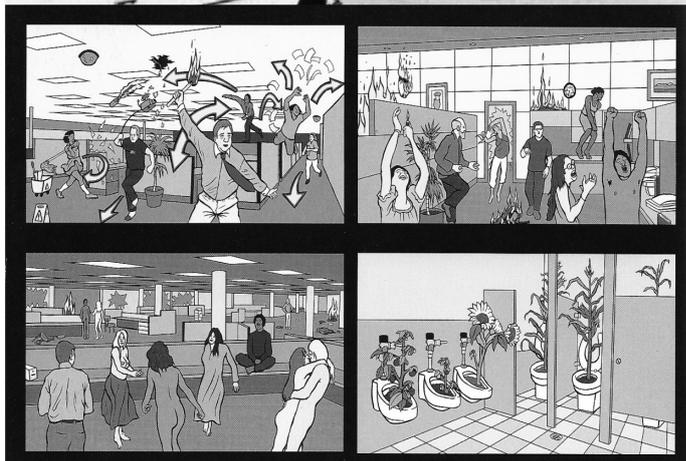
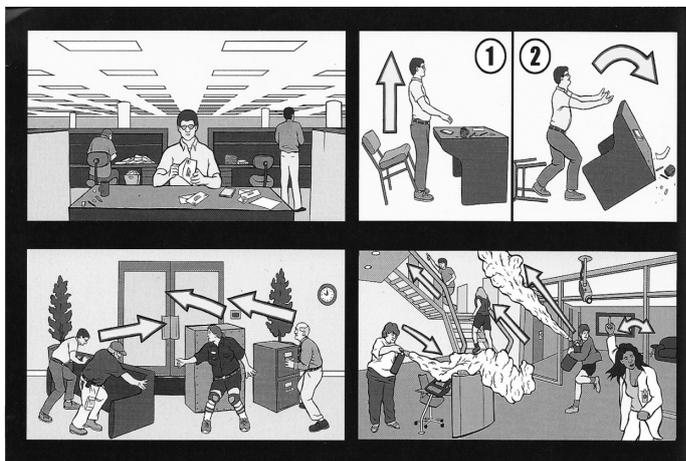
Bien entendu, la loi n'étant qu'un instrument au service des puissants, ce n'est certainement pas en la respectant qu'on pourra avancer, pas plus qu'en se définissant contre elle : nos actes se mesurent sans code pénal, à l'aune de notre éthique et de nos perspectives enragées.

Même si le problème des papiers ne se règlera que par l'abolition de toutes les frontières, même si les centres de rétention, comme les autres lieux d'enfermement (prisons, locaux de garde-à-vue, asiles psychiatriques, écoles, bagnes salariés...), ne seront détruits qu'avec la fin de l'autorité... n'attendons cependant rien ni personne. En chemin se rencontrent aussi des complices, parce qu'en s'attaquant à la liberté d'un individu, c'est à la liberté de tous qu'ils s'en prennent.

Pour briser les chaînes de la résignation et de la peur, peu importe l'époque, il est toujours la même heure, et il est plus que temps...

Des mutinés du vaisseau des morts

**Pour contacter le Vaisseau des Morts:
mutines_vaisseauesmorts@riseup.net**



Quand la Croix-Rouge part en croisade...

Dimanche 24 mai 2009 à Paris, en ce dernier jour de la semaine rituelle de quête nationale, un petit groupe est allé rappeler dans la rue aux passants et à la Croix-Rouge, le rôle de cette dernière en matière d'expulsions et d'enfermement. A Bastille, les bénévoles harcelés ont du faire appel à leur chef de secteur, qui a son tour a appelé les keufs. Leur travail permanent avec l'Etat, une fois de plus effectif, n'a pas empêché le petit groupe de les harceler aussi à République puis Nation. Voici le tract distribué à l'occasion.

TOUT AU LONG DE LA SEMAINE, vous avez peut-être croisé de louches individus en gilet jaune estampillé d'une Croix qui vous tendaient une fausse urne. Déjà que les élections ne peuvent rien changer d'autre que le personnel qui nous dirige, alors quand il faut glisser un bifton dans l'urne... Entre un racket et un autre, celui du mannequin milliardaire Adriana et celui de Robert le mannequin de pacotille qui « sauve des vies », ces maniaques en uniforme nous ont harcelé des feux rouges aux terrasses des bars, et des places aux entrées de métro.

Quand on était petit, on nous a appris que la Croix-Rouge faisait partie, comme ses consœurs, de ces institutions au grand cœur. Et que même si elles ne changeaient fondamentalement rien au fonctionnement de ce monde dominé par l'exploitation, la guerre, la misère et l'oppression, elles essayaient au moins d'en soigner les blessures et d'en atténuer les souffrances, comme ils disent dans leur langage profondément religieux. Pourtant le secours neutre n'existe pas. Et dans le cas de la Croix-Rouge, ce n'est pas bien compliqué à voir...

Tandis que la faim, les désastres, la guerre et l'oppression font fuir chaque année des millions de gens dans l'espoir de pouvoir reconstruire ailleurs une vie un peu meilleure, ce qui les attend ici en Europe c'est le racisme, les rafles, une exploitation sans limites et, au bout de compte, les centres de rétention et les déportations. Quand les réfugiés débarquent en Europe et font une demande d'asile, ils sont souvent parqués dans des centres dits ouverts (des dizaines de ces centres sont gérés intégralement par la Croix-Rouge). Comme les centres de rétention, ils sont entourés de barbelés, des gardiens y tournent les clés des portes tous les soirs. On y apprend aussi aux demandeurs d'asile à obéir aux lois du capitalisme et de sa démocratie (des vêtements collectés par la Croix-Rouge y sont par exemple vendus, les 'habitants' y sont forcés d'une main douce à effectuer des travaux pratiquement non-rémunérés dans le centre ou pour la commune où ils se trouvent - question de les habituer au sort d'exploités qui les attend ici aussi). Ces centres servent également à fixer les demandeurs d'asile et à les rendre dépendants pour qu'ils ne s'aventurent pas dans une vie de débrouille hors de l'enceinte. Sous prétexte de souci humanitaire, l'Etat organise ainsi un contrôle permanent sur tous ces indésirables. Quand la demande d'asile est refusée, c'est la police qui vient arrêter les réfugiés refusés dans ces centres neutres et ouverts pour les déporter vers la misère et la mort. La Croix-Rouge n'offre donc jamais un secours neutre, puisque ses activités font partie intégrante de la politique de contrôle de la gestion de l'immigration.

La Croix-Rouge entretient également des liens étroits avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), cet organisme qui cherche à soumettre les flux migratoires aux besoins du capitalisme et du contrôle social. Ce même organisme se sert d'une multitude d'organisations humanitaires et d'ONG pour réaliser son chantage avec ses primes de retour. Des réfugiés à qui ce système a enlevé toute perspective, se voient offrir une pauvre indemnité pour retourner volontairement vers leur pays d'origine. Alors c'est simple:

d'abord on leur enlève tout avenir, on les enferme dans des centres d'accueil, on leur fait comprendre qu'ici aussi c'est la pauvreté qui les attend, et finalement on les fait chanter avec quelques centaines d'euros pour qu'ils oublient les raisons pour lesquelles ils avaient fui...

Dans d'autres pays européens, comme en Italie ou en Espagne, la Croix-Rouge Internationale gère directement les centres de rétention d'où l'Etat déporte les réfugiés en fin de procédure. Des centres de rétention avec leurs gardiens, leurs cellules d'isolement, leurs passages à tabac, leurs abus et tout simplement la privation de liberté. C'est là que la Croix-Rouge montre encore plus clairement ce qu'elle est vraiment : l'aile humanitaire de la domination.

En Belgique, ce sont les infirmiers de la Croix-Rouge qui, quand les indésirables se mutinent dans ces centres, soignent les blessures sans faire entendre la moindre critique et les bourrent de tranquillisants.

A Roissy, la Croix-Rouge cogère avec la police la zone d'attente pour sans-papiers qui débarquent à l'aéroport, et sert aussi de caution aux méthodes de la police des frontières (menottes, coups, bâillon, drogues) lors des expulsions forcées par avion qui s'en suivent.

Le 17 août 2006 lors d'une gigantesque rafle, 508 personnes d'Afrique et d'Europe de l'Est sont chassées du domicile qu'elles occupaient à Cachan depuis 2003. Chaque bus préfectoral qui repartait avec les expulsés pour aller les recracher toujours plus loin en banlieue était escorté d'uniformes bleus à l'extérieur et deux membres de la Croix-Rouge à l'intérieur.

De septembre 1999 à 2002, ce sous-traitant de tous les États s'est aussi vu confier la gestion du hangar de Sangatte, près de Calais. Là, elle va isoler près de 1800 réfugiés avec la complicité des CRS qui surveillent le camp, pour laisser à l'Etat le temps de construire un centre de rétention juste à côté, à Coquelles. A partir de novembre 2002, elle va ainsi ficher tous les réfugiés, préparant le démantèlement du camp et la chasse à l'homme qui suivront peu après.

Et tout cela, ça s'appelle choisir son camp.

Mais il n'y a pas que les sans-papiers qui débarquent sur les plages espagnoles ou qui, épuisés, mettent pied à terre dans les ports et aéroports européens. Il y a aussi ces millions de réfugiés au Moyen-Orient et en Afrique qui ont été chassés de chez eux par les guerres, la misère ou les désastres écologiques pour ensuite être accueillis dans d'énormes camps de concentration (dans le sens strict du terme : enfermer administrativement dans un endroit circonscrit et contrôlable des catégories de gens pour des raisons raciales et de contrôle ou pour des fins d'exploitation). Ces camps sont souvent

gérés par la Croix-Rouge et pas seulement avec ses médecins, mais aussi avec ses agents de sécurité. Ainsi la Croix-Rouge ne fait que renforcer l'ordre actuel composé d'opresseurs et d'opprimés – et tandis qu'elle soigne ces derniers, elle tente aussi de calmer la révolte qui, elle seule, pourrait réellement changer quelque chose.

Quand les armées de la démocratie ont envahi l'ex-Yougoslavie, l'Afghanistan et l'Irak, ils amenaient derrière eux l'armée humanitaire de la Croix-Rouge. Sous prétexte de protection contre une politique d'épuration ethnique, la Croix-Rouge s'est chargée de la gestion d'une série de camps de concentration et de prisonniers en ex-Yougoslavie. En réalité, elle cherche à intégrer la politique européenne de contrôle des flux migratoires dans les manœuvres militaires des forces de l'ONU. Chacun sait (et pas mal d'employés dissidents de la Croix-Rouge l'ont quitté parce qu'ils ne supportaient plus cette neutralité odieuse) qu'il est impossible de rester neutre en temps de guerre. Rester neutre signifie choisir le camp du plus fort – même quand on soigne le plus faible. La conduite des guerres actuelles serait " humanitaire ", mais quel être sensé pourrait jamais croire qu'il y a quelque chose d'humanitaire dans les bombardements, les corps déchirés, les blessés, les viols ? En prétendant rester neutre, la Croix-Rouge ne fait que renforcer le pouvoir en place. En Irak, en Afghanistan, comme ailleurs.

L'histoire en apparence sans fin de l'exploitation et de l'oppression a toujours eu besoin d'un corps de collaborateurs qui se cachent volontiers derrière un " je ne savais pas ". La gestion démocratique du capitalisme et de l'oppression a tout intérêt à étendre le plus possible ce que quelqu'un a appelé à l'époque des camps d'extermination nazis " la zone grise de la collaboration ". Refuser de collaborer avec un système qui organise la déportation systématique pour préserver les profits économiques et le pouvoir de quelques uns, c'est ouvrir la possibilité d'une critique réelle du monde dans lequel on est forcé de vivre.



Grattons le vernis humanitaire de ce système mortifère de déportation, d'incarcération et d'exploitation !

La Croix-Rouge collabore aux saloperies des États : en un moment où elle quête pour continuer ses activités, qu'elle reçoive donc un peu de la monnaie de sa pièce !

Quelques ennemis de toutes les frontières,

24 mai 2009

POUR DES CENDRES DE RETENTION ...

La machine à expulser est une des saloperies, *si banale*, de la normalité de ce système basé sur l'exploitation et le contrôle. D'un système qui voudrait tous nous voir soumis ou résignés.

Les centres de rétention sont donc aussi le miroir de la réalité carcérale dans laquelle nous vivons : arrêter et enfermer en masse des sans-papiers, les expulser par milliers, c'est faire pression sur chacun de nous.

Avec leurs barbelés, leurs barreaux, leurs caméras et leurs matons, ces prisons pour étrangers sont de véritables camps démocratiques.

Sous prétexte d'aider les sans-papiers enfermés, la Cimade, France Terre d'Asile, l'Assfam, Forum Réfugiés, l'Ordre de Malte et Collectif Respect viennent de se repartir le marché de l'information juridique contre cinq millions d'euros. Entreprises prestataires de service, elles s'engraissent et participent à la machine à expulser, s'ajoutant à la longue liste de ceux qui tirent déjà profit de l'enfermement (construction, logistique, transport...).

Au bal masqué de la bonne conscience, le sourire humanitaire de la domination n'est alors que l'autre face de sa matraque.

Ainsi, ces vautours caritatifs n'ont en fait d'autre fonction que d'offrir une gueule plus respectable à l'arbitraire des déportations, et de faire le tri pour le compte de l'Etat en réduisant la vie à de « bons » et de « mauvais » dossiers.

Sur un principe de délégation, ces illusionnistes de l'évasion juridique garantissent qu'on ne peut sortir des centres qu'en se pliant aux règles du jeu. Ils isolent, séparent et divisent là où il pourrait y avoir de la solidarité et des luttes. En somme, ils vont à l'encontre de toute révolte, et se retrouveront inévitablement en travers du chemin de tout amant de la liberté.

Dans cette guerre sociale sans trêve, pour subvertir l'ordre de ce monde, brisons le consensus et attaquons tout ce qui fait de nous des indésirables.

... FEU A TOUTES LES PRISONS

[Affiche trouvée sur les murs de plusieurs villes de France, juin 2009]

La Grande Loterie des Camps

Pour en finir avec les centres de rétention et le monde qui va avec

Dans un monde basé sur la misère, la guerre et les désastres écologiques, certains se rassurent par l'idée qu'il reste des âmes suffisamment charitables pour s'occuper des damnés de la Terre. Au nom de la « solidarité » et de la « fraternité », ces institutions humanitaires auxquelles on peut donner un sou de temps en temps (déductible des impôts, faut pas charrier), essaieraient au moins de soigner les blessures et d'atténuer les souffrances de ce monde, à défaut de le changer. Telle est du moins l'image qu'elles vendent à coups de matraquage publicitaire et d'appels doucereux à la compassion.

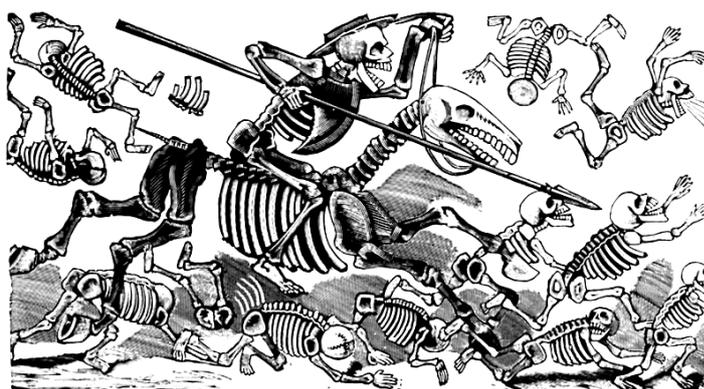
C'est sans doute pour cela que plusieurs d'entre elles n'ont pu résister à l'envie de participer à la grande kermesse du ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale lancée le 22 août dernier. Après plusieurs péripéties et un long suspens, comme il sied à toute tombola bien organisée, les résultats ont enfin été annoncés le 10 avril 2009 : *Cimade, France Terre d'Asile, Assfam, Forum Réfugiés, Ordre de Malte et Collectif Respect* en sont les heureux gagnants. La première décroche sans surprise le gros lot, vu qu'elle est depuis longtemps dans les petits papiers des organisateurs et connaît bien le sujet, et les autres touchent les lots de consolation. La raison d'Etat et le cœur humanitaire ont donc fait bon ménage, et pour une fois l'important était plus que de participer.

Il fallait donc avoir l'esprit bien chagrin en ce début de printemps pour émettre quelque doute sur cette tombola un brin particulière. Car, enfin, de quoi parle-t-on exactement? De rien moins que l'attribution à différentes « personnes morales » du travail juridique auprès des sans-papiers enfermés dans les 30 centres de rétention du territoire, répartis en 8 lots. Qu'on en juge : 560 000 euros pour les CRA de Bordeaux, Nantes, Rennes, Toulouse, Hendaye (lot 1, 270 places) ; 560 000 euros pour les CRA de Lille 1 et 2, Metz, Geispolsheim (lot 2, 270 places) ; 620 000 euros pour les CRA de Lyon, Marseille, Nice (lot 3, 299 places) ; 430 000 euros pour les CRA de Nîmes, Perpignan, Sète (lot 4, 208 places) ; 175 000 euros pour les CRA de Guadeloupe, Martinique et Guyane

(lot 5, 84 places) ; 660 000 euros pour les CRA de Mesnil Amelot 1, 2 et 3 (lot 6, 380 places) ; 505 000 euros pour les CRA de Palaiseau, Plaisir, Coquelles et Rouen-Oissel (lot 7, 244 places) ; 380 000 euros pour les CRA de Bobigny, Paris-dépôt, Paris 1, 1bis, 2, 3 (lot 8, 215 places puis 275 places pour 570 000 euros en fin de contrat après reconstruction de Vincennes). Et puis rassurons-nous, ces sommes s'entendent hors taxe et annuellement à partir du 2 juin 2009 (jusqu'en 2012), afin que ces généreuses associations ne risquent pas à l'improviste de se retrouver sur la paille.

A la lecture de cette valse de chiffres, on est loin de la légende dorée de bénévoles qui portent assistance à des individus vulnérables : c'est l'autre face de l'humanitaire qui saute à la gueule de chacun, celle d'entreprises prestataires de l'Etat.

On sait en effet depuis longtemps que la domination actuelle ne repose pas que sur le seul pouvoir de la matraque, mais fonctionne aussi sur la collaboration de chacun à son propre écrasement et sur l'intégration des mécanismes de contrôle. Dans ce jeu subtil de la carotte et du bâton, chacun se voit sommé de participer à sa propre servitude. De la même façon, les centres de rétention, rouages importants de la machine à expulser, ne fonctionnent pas uniquement sur la seule contrainte policière : l'Etat a besoin de leur assurer un visage démocratique, celui de pouvoir tenter d'ultimes recours juridiques. Ils servent d'un côté à donner un semblant de légalité à des déportations de masse dont le nombre est fixé d'avance. Mais également d'un autre à gérer l'inévitable colère liée à un



enfermement toujours plus long, en entretenant un dernier espoir alternatif à l'émeute et à l'évasion. C'est dans ce cadre que les associations qui ont souscrit à l'appel d'offre du Ministère prennent toute leur place, et cette question va bien au-delà des individus singuliers qui les composent.

« La Cimade travaille avec les flics. Pour moi, c'est la même chose. Quand les nouveaux arrivent, ils leur demandent s'ils ont un avocat, s'ils ont fait une demande d'asile. Mais ils bougent tous dans le même système. »

Témoignage d'un sans-papier de Vincennes avant l'incendie, 9 avril 2008.

Si on ne saisit pas la fonction réelle de la Cimade et de ses nouveaux partenaires, on ne peut pas comprendre pourquoi elles souhaitent profiter de ce marché rémunérateur. Sauf bien sûr à tomber dans la dénonciation de telle ou telle association qui aurait trahi, voire dans l'indignation citoyenne sur un supposé dévoiement de l'humanitaire.

D'une part, il y a bien longtemps que ces entreprises de service ont abandonné toute velléité d'autonomie pour devenir de simples rouages du dispositif étatique contre les étrangers.

Un organisme comme la Cimade (lots 1, 4, 6) intervenait par exemple en centres de rétention depuis 1985, dans le cadre d'une convention avec l'Etat, ce qui en faisait déjà un de ses collaborateurs attitré, et non une structure extérieure indépendante. En 2003, cette présence devient un marché avec appel d'offre sur un lot unique, qu'elle remporte chaque année haut la main, vu qu'il est taillé sur mesure. Elle devient alors directement sous-traitant de l'Etat. Puis en 2007, comme n'importe quel entrepreneur du BTP, elle délègue à son tour trois centres au Secours Catholique pour baisser encore les coûts. Car comme on sait depuis longtemps que la charité –même chrétienne– a un prix, elle touchait tout de même pour cela 3,44 millions d'euros par an (plus 2,55 millions de subventions). La nouveauté de cette année qui a hypocritement agité la scène médiatique n'est donc ni qu'il s'agisse d'un marché, ni son caractère concurrentiel : c'est qu'il a été divisé en différents lots.

Pour ne prendre que quelques exemples, France Terre d'Asile (lot 7) et Forum Réfugiés (lot 3)

s'étaient déjà depuis des années placés sur un autre marché, celui des réfugiés et demandeurs d'asile. C'est à ce titre qu'ils gèrent des structures de premier accueil (les plates-formes), des centres de transit et des centres d'hébergement (CADA). Marché rentable puisqu'on est passé de 17 000 demandes d'asile en 1996 à 52 000 en 2003, et de 2000 places en CADA en 1996 à 21 000 en 2008. France Terre d'Asile a ainsi vu son budget subventionné exploser de 4 millions d'euros en 2002 à 37 millions en 2007 et Forum Réfugiés de 4 millions en 2000 à 13 millions en 2006. L'augmentation du nombre de réfugiés ayant allongé les délais d'instruction des dossiers, ces deux associations en ont profité pour se lancer sur le créneau de l'hébergement et de l'assistance professionnalisés. A présent que l'Etat reprend ces structures en main et baisse ses budgets liés à l'asile, il était donc logique de les retrouver sur le nouveau marché en expansion, celui des centres de rétention. Le même raisonnement vaut aussi pour l'Assfam (lot 8), spécialisée depuis les années 50 dans l'accueil et l'« intégration » des migrants pour le compte du Ministère, avec sa cohorte d'assistantes sociales. Là encore, face à des problèmes budgétaires liés au redéploiement des crédits destinés aux immigrés, on la retrouve miraculeusement sur le marché des centres. mais aussi sur celui des « contrats d'accueil et d'intégration pour la famille » créés par Hortefeux en 2007, obligatoires et introduisant la possibilité de suspendre les allocations familiales.

D'autre part, accepter une cogestion de l'horreur des camps avec la police n'est en fin de compte que la conséquence profonde des logiques juridiques et humanitaires dont elles se revendiquent.

Dans les centres de rétention, le rôle d'associations comme la Cimade se borne souvent à faire le tri entre les "bons" et les "mauvais" dossiers, entre ceux qui ont une dernière chance et tous les autres. Elles acceptent et font accepter qu'un destin personnel soit fonction de lois, c'est-à-dire du pouvoir des classes dominantes et de l'Etat. De lois dont l'application même fluctue en fonction de tout un tas de critères abstraits : selon les périodes, certains pays deviennent tricards et d'autres bénéficient d'accords spéciaux ; en fonction des préfetures ou de l'humeur du fonctionnaire, on est jeté ou accepté, etc. Faire uniquement appel à un « droit » formel qui se durcit sans cesse et dont l'application n'est

qu'une suite d'arbitraires, revient donc en réalité plus largement à renforcer une terreur étatique qui élimine d'emblée ceux qui n'auront jamais le "bon profil" ou les papiers administratifs nécessaires (liés au travail, au logement,...). C'est se mettre au service d'un cas par cas qui ne vise pas à expulser tous les sans-papiers mais à les maintenir dans une exploitation forcenée (par un abaissement du coût du travail qui fonctionne comme une délocalisation interne) et un contrôle qui s'imposent à nous tous.

Ce travail juridique des associations n'a pour autant pas qu'un rôle de soutien de l'Etat à l'extérieur des camps, qui s'opposerait par exemple à des luttes pour une régularisation globale comme en ont déjà menées des collectifs de sans-papiers, ou de légitimation des expulsions à l'intérieur suite à l'épuisement des recours : elle joue aussi un rôle pacificateur. Nul besoin en effet d'être un grand intellectuel de gauche pour comprendre que l'enfermement est une raison suffisante en soi pour se rebeller contre les geôliers et leurs murs barbelés. La série de révoltes, mutineries ou évasions qui jalonnent l'histoire de ces prisons pour étrangers en témoigne s'il en était besoin. Le terrain d'intervention qu'elles ont choisi, celui qui donne l'espoir que sa situation personnelle ne peut se résoudre qu'en "jouant le jeu" plutôt qu'en luttant, est aussi celui de la prévention des inévitables révoltes. Elles isolent à coup de "c'est bon, on s'occupe de tout", de délégation de son destin dans les mains d'experts, ramènent chacun au cas particulier de son dossier et finalement séparent là où il pourrait y avoir de la solidarité.

Cet autre aspect de leur travail a été clairement exposé dans l'appel d'offre du Ministère du 18 décembre 2008, réécrit suite à une première annulation. A côté des « compétences juridiques de l'équipe » comptant pour 40%, l'un des critères pour emporter le marché était en effet la « compréhension des enjeux et engagements de services » (25%), c'est-à-dire le fait d'intégrer correctement la logique étatique à laquelle les souscripteurs allaient participer. De même, une note du Ministère datée du 30 janvier dernier et détaillant les conditions de l'offre est plus qu'explicite à propos de l'intégration à la machine à expulser des employés des associations : ils seront ainsi habilités et révocables par le Préfet, mais aussi tenus d'« émarger la feuille de présence tenue par le chef de centre » (le tabasseur en chef), c'est-à-dire de pointer chaque matin au même titre

que n'importe quel autre employé du ministère de l'Intérieur. Cela pour nous rappeler qu'un flic se définit d'abord par sa fonction et pas par son uniforme, même quand il se planque derrière le sourire d'un chrétien humaniste de gôche.

Défendre que puissent exister des expulsions « à visage humain » est l'autre perspective de fond de l'idéologie humanitaire. Au-delà du fait que nombre d'associations soient devenues de véritables entreprises ou que leur fonction en fasse à la fois des accompagnateurs et des soutiens des politiques de l'Etat, c'est en effet tout un rapport au monde qui se trouve exposé crûment dans leur participation aux déportations.

La Cimade et les autres n'ont jamais eu pour objectif la destruction des centres de rétention, mais leur meilleure gestion : elles voudraient que tout se passe au mieux, à défaut que cela se passe bien. Même s'il était possible de se placer de leur point de vue, elles pourraient peut-être obtenir une diminution provisoire des auto-mutilations, des suicides ou des révoltes, mais certainement pas des expulsions. De plus, qu'est-ce que cela signifie que « tout se passe au mieux » ? Au mieux pour qui ? Il n'est par exemple pas étonnant qu'on retrouve la Croix-Rouge aussi bien à la tête de camps de rétention en Europe (Italie, Espagne), de zones d'attente (aéroport de Roissy), de centres pour demandeurs d'asile (Belgique) que de camps concentrant ceux qui fuient les guerres, la misère ou les catastrophes écologiques un peu partout à travers la planète. Comme il n'est pas surprenant de retrouver les spécialistes de la gestion des réfugiés comme France Terre d'Asile ou Forum Réfugiés se tourner vers la cogestion de centres de rétention, qui renverront ces mêmes indésirables à leur sort initial : d'un bout de la chaîne à l'autre court le même fil invisible de la soumission à la politique des puissants, pourvu que les apparences soient sauvées et que rien ne change.

Lors d'une guerre, le rôle de ces entreprises humanitaires est ainsi de s'occuper des survivants et des évacués (c'est-à-dire d'appliquer un pouvoir d'organisation et de gestion sur la vie des autres – trier les pauvres pour les mettre dans les tentes, stipendier des interlocuteurs/médiateurs, distribuer la nourriture, organiser les soins, etc.)... le tout sous contrôle de l'armée et de la police. Mais c'est aussi de décourager toute rébellion et de fixer, pour mieux les contenir, ces mouvements incontrôlés de population

potentiellement dangereux pour la stabilité des Etats et de l'exploitation des richesses locales. Les fils barbelés qui entourent ces différents camps illustrent plutôt bien ce que signifie la « guerre humanitaire ». Sans jamais combattre les causes et les raisons de ces désastres, elles s'occupent d' « adoucir » les immenses souffrances provoquées par les opérations en kaki. C'est l'autre face du militarisme, celle qui donne une crédibilité à une grande partie des mensonges racontés pour justifier les bombardements et les massacres.

En fin de compte, avec cet appel d'offre portant sur les « prestations juridiques » que l'Etat consent à apporter formellement aux prisonniers dans les centres, on est bien dans une gestion démocratique des expulsions. Et la tendance à l'industrialisation de ces dernières pour lier toujours plus contrat de travail et durée de séjour (voir l'Italie, l'Espagne ou les accords entre la France et le Gabon, le Sénégal, le Congo-Brazzaville, le Bénin et la Tunisie) n'y change rien. C'est même précisément cet ensemble juridique matériel dans lequel sont pris les sans-papiers, et nous aussi, qui fait fonctionner leur contrôle.

Comment en effet s'opposer réellement aux centres de rétention lorsqu'on défend les droits qui l'encadrent (durée, procédures de reconduite à la frontière, assistance légale, visites,...), ne serait-ce que pour simplement les réformer ? On ne peut oublier que ces droits supposés, qui ne sont en réalité qu'une manière d'imposer un modèle de pensée et de soumission, ont pour contrepartie des devoirs régis à coups de matraque. On ne peut oublier que les centres sont légaux (et même légitimes pour une grande partie de la population), et que se battre sans médiation contre eux signifie donc aussi affronter la loi, le droit et finalement la démocratie, qui est la forme actuelle de l'Etat. Lutter pour améliorer leur fonctionnement signifierait qu'un autre capitalisme ou un autre Etat seraient préférables. Or, on sait bien par expérience que l'idéologie du vote et de la délégation, une des bases de l'exploitation démocratique, n'est que la marque du renoncement de l'individu à sa révolte. Une révolte qui est de l'ordre du vécu, d'une tension irréprésentable, sinon justement pour être domestiquée et intégrée par l'Etat et le Capital.

Les centres de rétention, un des rouages d'une machine à expulser qui a pour finalité de renforcer l'exploitation et le contrôle sur les sans-papiers, et par

ricochet sur tous, ont plusieurs facettes. A l'heure où l'une d'elles se fait plus diffuse, et donc plus atteignable par les bras et les coeurs non résignés, il serait opportun de signifier à la fois notre dégoût et notre opposition à cette participation aux déportations.

Les six entreprises caritatives qui ont choisi de répondre à l'appel d'offre pour faire des affaires avec les prisons pour étrangers se trouvent sur le chemin de tous ceux qui pensent que les centres de rétention sont à détruire sans attendre. Les centres, et le monde qui les produit : des entreprises qui les construisent aux architectes qui les conçoivent, de celles qui leur fournissent la bouffe à celles qui les équiperent en appareils de contrôle, des lois qui les instituent aux flics qui les gardent, des journalistes qui en taisent les finalités et les conditions réelles aux professeurs qui les justifient, des réformateurs qui veulent les perfectionner aux humanitaires qui les cogèrent.

***Dans cette guerre sociale sans trêve,
attaquons tout ce qui fait de nous des
indésirables.***

NB: Les bénéficiaires du premier appel d'offre, annulé en octobre 2008, ont été les mêmes que ceux du second (rendus publics le 10 avril 2009). Le résultat de cette loterie des camps est pour l'instant suspendu jusqu'au 7 mai, suite à un énième référé de la Cimade. Ces périphéries judiciaires, qui ne feront au mieux que retarder l'installation de nouveaux collabos, ne changent cependant pas la donne. Elles offrent même, a contrario, plus de temps pour approfondir toute critique pratique contre ce volet supplémentaire de la machine à expulser.

**Pour plus d'infos:
loteriedescamps@riseup.net**



[Texte anonyme diffusé
sous forme de 4-pages
dans plusieurs villes de France,
Avril/Mai 2009.]

Morceaux Choisis

« Que fait-on des gens qu'on veut éloigner du territoire si on ne les place plus en centre de rétention ? Soit on a une conception plus "libre circulationniste". Soit on pense qu'ils [les centres de rétention] ne sont pas un inconvénient car ils organisent les flux. C'est mon cas. »

Olivier Brachet, directeur de **Forum Réfugiés**.
Le Progrès de Lyon, 11 avril 2009.

« Nous nous interdisons une prise de position publique sur la politique des gouvernements quels qu'ils soient »

Alain Tonquedec, directeur de la communication de **l'Ordre de Malte**.
La Croix, 25 janvier 2009.

« Nous ne fonctionnons pas avec des bénévoles mais des professionnels, des travailleurs sociaux formés au droit des étrangers. La baisse des crédits à l'intégration nous oblige à reconvertir nos 110 salariés sur d'autres missions »

Christian Laruelle, directeur de **l'Assfam**.
La Croix, 25 janvier 2009.

« Il convient d'instaurer un temps de négociation individuelle sur les modalités de réalisation du retour forcé, et notamment de développer des alternatives à la rétention comme l'assignation à résidence et la négociation du départ. Le recours au placement en rétention ne devrait intervenir qu'en cas d'échec de ces alternatives ».

Cimade, 75 propositions pour une politique d'immigration lucide et réfléchie, 2007.

« En France on est gavé, on a l'impression qu'on ne peut plus circuler sans que tout le monde nous surveille. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des gens sur la planète. Beaucoup aimeraient être surveillés par quelqu'un qui s'occupe d'eux. On a une vision de riches. Le progrès, ce serait plus d'administration des individus. C'est le seul moyen de garantir l'équité ».

Olivier Brachet, directeur de **Forum Réfugiés**.
Le Progrès de Lyon, 11 avril 2009.

La publicité qu'ils méritent

Ces listes ne sont pas exhaustives, chacun est invité à les compléter et à s'en servir.

CIMADE (LOTS 1, 4, 6)

SIÈGE

64 rue Clisson (Paris-13e)
Tel : 01 44 18 72 67
01 44 18 60 50
(com) 01 44 18 60 56

CENTRE INTERNATIONAL

80 rue du 8 mai 1945
91300 Massy

Tel : 01 60 13 58 90

FONDATION DU PROTESTANTISME

(Recueil legs et dons pour la Cimade)

47 rue de Clichy (Paris-9e)
Tel : 01 44 53 47 24

LILLE

68 rue du Marché
Tel : 03 20 44 35 14

LYON

33 rue Imbert Colomès (1e)
Tel : 04 78 28 47 89

MARSEILLE

8bis rue Cathala (2e)
Tel : 04 91 90 49 70

MONTPELLIER

28 rue du Fbg Boutonnet
Tel : 04 67 06 90 36

PARIS

46 bd des Batignolles (17e)
Tel : 01 40 08 05 34

STRASBOURG

13 quai Saint Nicolas
Tel : 03 88 36 94 56

TOULOUSE

3, rue de l'Orient
Tel : 05 61 41 13 20

ORDRE DE MALTE (LOT 2)

Véritable multinationale politicocatholique, elle est implantée dans chaque

département et possède des dizaines de lieux (hôpitaux, « maisons d'accueil », 4 instituts d'ambulanciers, églises), délégués et ambassadeurs. Faire un tour sur son site est encore le mieux...

SIÈGE

42 rue des Volontaires
75015 Paris

Tel admin. : 01 55 74 53 22

(coordinateur des délégués de Paris) : 01 55 74 53 59

(com) : 01 45 20 93 78

(Institut ambulanciers) : 01 45 20 96 64

FORUM RÉFUGIÉS (LOT 3) SIÈGE

28 rue Baisse

69 612 Villeurbanne

Tel : 04 78 03 74 75

(directeur) : 06 15 05 25 23

(gestion) : 04 78 03 74 45

(com) : 04 37 57 19 78 (

formation) : 04 37 57 19 85

PLATE-FORME

D'ACCUEIL

326 rue Garibaldi (Lyon-7e)

Tel : 04 78 37 36 35

COSI - CENTRE

D'INFORMATION ET DE SOLIDARITÉ AVEC

L'AFRIQUE

(Entrain de fusionner avec Forum Réfugiés)

33 rue Imbert-Colomès (Lyon-1er)

Tel : 09 62 11 69 32

- PARIS

Tel : 01 53 27 83 61

**COLLECTIF
RESPECT (LOT 5)**

SIÈGE

10 rue Bizerte
75017 Paris

Tel : 01 53 04 39 39

SECRETARIAT

Tel : 01 48 40 59 29

COORDINATION

Maryse Lechêne

Tel : 06 64 44 37 68

COMMUNICATION

Didier Mouliom

Tel : 06 48 40 59 29

ASSFAM (LOT 8)

PARIS

5 rue Saulnier (9e)

Tel : 01 45 23 14 28

5 bd Beaumarchais
(Gennevilliers)

Tel : 01 47 98 20 56

25 rue Charles Tillon
(Aubervilliers)

Tel : 01 48 33 40 11

NORD

6/8 rue des Jardins (Lille)

Tel : 03 20 55 65 81

17 rue Marengo
(Dunkerque)

Tel : 03 28 66 85 05

ISÈRE

21 rue Jacquard (Vienne)

Tel : 01 53 26 23 80

Centre social

Avenue C. De Gaulle (La
Verpillère)

Tel : 04 26 38 40 03

22 rue Josph Rey
(Grenoble)

Tel : 04 76 46 10 29

LOIRE

82 rue Gde Rue (Saint-
Chamond)

Tel : 04 77 31 25 19

RHÔNE

2 rue Thou (Lyon-1e)

Tel (siège) : 04 78 27 17 32

Tel : 04 78 27 57 27

2 rue G. Monmousseau
(Vénissieux)



MAIS AUSSI...

- TRANSPORTEURS

Sncf, Air France, Comanav et Comarit (déportation par ferrys à partir de Sète), Nedroma (cars qui transportent les retenus de Palaiseau), Carlson Wagonlit Travels (gestion des billets avion/train des déportés et de l'escorte),...

- CONSTRUCTEURS

Eiffage, Bouygues, Score SVBM (extension/reconstruction de Vincennes en 2006 et 2007) Bolloré (reconstruction de Vincennes pour 2009), et tous leurs sous-traitants...

- HÉBERGEURS

Plusieurs hôtels du groupe Accor servent de Zone d'attente (Ibis à Paris Orly, Sofitel à Lyon St Exupéry et en Polynésie), mais aussi Holiday Inn (Calais) et Balladins (Bordeaux Mérignac),...

- PRINCIPAUX FOURNISSEURS

Ils s'agit là des repas, de la literie et de la blanchisserie : Exprimm (ETDE, Bouygues), Gepsa (Cofely, Suez-GDF), Avenance (Elior), Eurest et Scolarest (Compass Group),...

- FINANCIERS

La Société Générale gère une carte bleue pour ses clients, où 5 cents sont reversés à l'Ordre de Malte ou à la Croix-Rouge lors de chaque paiement.

Tel : 04 72 50 75 22

584 rue de Belleruche
(Villefranche/Saône)

Tel : 04 74 68 15 68

**FRANCE TERRE
D'ASILE (LOT 7)**

SIÈGE

24 rue Marc Seguin (Paris-
18e)

Tel : 01 53 04 39 39

Tel (Format°) : 01 53 04 20
20

SERVICE D'ASSISTANCE

4 rue Doudeauville (Paris-
18e)

Tel : 01 53 26 23 80

**DÉPARTEMENT
INTÉGRATION**

2 rue Jules Cloquet (Paris-
18e)

Tel : 01 53 06 64 20

L'humanitaire: la main gauche du militarisme

L'humanitarisme est l'avatar moderne du vieil humanisme bourgeois. Il a ses représentants, ses théoriciens, ses adeptes, ses infrastructures... L'humanitaire, c'est la révolution des dominants. Depuis la guerre du Biafra en 1967, qu'il soit mis en œuvre par des organisations spécialisées de l'Etat ou des Nations unies, ou par des organisations dites non gouvernementales, il assume une fonction stratégique cruciale dans la direction stratégique et idéologique des guerres modernes.

SUR LE PLAN MILITAIRE ET STRATÉGIQUE, les opérations humanitaires sont parties intégrantes de l'offensive militaire. Selon les cas de figure, l'humanitaire permet notamment d'ouvrir de nouveaux fronts de combat en servant de couverture à des opérations armées, de maintenir la population dans un état de dépendance chronique qui pourra permettre, le moment venu, de lui faire accepter à peu près n'importe quoi, notamment un nouveau régime tout aussi exploiteur que le précédent, mais revêtu cette fois du label «démocratie».

SUR LE PLAN IDÉOLOGIQUE, il représente la meilleure justification de ces opérations militaires présentées comme des offensives contre un régime et non contre ses populations, auxquelles on envoie des vivres. En effet, comment protester si la vindicte de l'Etat vise quelques démons isolés (hier, des « Etats voyous», aujourd'hui des «nébuleuses terroristes») et non une population, à laquelle nous avons la bonté d'envoyer quelques caisses de nourriture? Le seul problème est que les prétendues frappes ciblées, «chirurgicales», n'existent pas, sont irréalisables techniquement et, surtout, ne sont pas même le but de la guerre. Car, en plus des victimes directes des bombardements, il faut compter toutes celles et tous ceux qui crèveront de l'absence de nourritures, de soins, résultat des

bombardements et qu'aucune aide humanitaire ne pourra jamais combler.

EN D'AUTRES TERMES, l'humanitaire est un instrument indispensable de la propagande menée par les Etats pour construire une «opinion publique», c'est-à-dire recourir à un arsenal idéologique subtil pour obtenir le consentement de ceux-là mêmes qui seront les victimes, les perdants de toute guerre capitaliste: les exploités d'«occident» ou d'«orient». Et quoi de plus facile que de balancer quelques tonnes de vivres humanitaires pour soulager la bonne conscience des dirigeants occidentaux et neutraliser préventivement toute velléité de lutte réelle?

ENFIN, l'humanitarisme est attaché à une neutralité bienveillante, un «apolitisme» qui est de fait un auxiliaire de tous les pouvoirs existants; il ne désignera jamais les causes réelles de la guerre. Il représente un substitut à toute contestation sociale réelle et menaçante pour l'ordre international en confiant à des organismes spécialisés cette fonction critique déformée en une tâche de gestion bureaucratique des «effets pervers» du militarisme.

découpages du texte *Paix durable, statu quo social*, trouvé sur internetdown.org



FAIS GAFFE!

Par le groupe De Moker (1924)

« Presque tout ce qu'on nomme travail aujourd'hui ruine nos corps [...]. Les gens empoisonnent leurs corps avec de la mauvaise nourriture qu'ils produisent eux-mêmes, et leurs têtes avec des mots et des idées qu'ils acceptent pour pouvoir

se résigner à leur existence. Si cela ne suffit pas, il y a l'alcool, la morphine, le football, le cinéma et les femmes pour oublier la misère dans l'étourdissement, la religion pour rêver d'une félicité à venir. [...]

Et nous ? Nous voulons un corps vivant aussi longtemps que possible, de la santé et de la force, un cerveau qui pense, nous voulons créer et jouir, jouir de notre vie et de toute vie. [...] Nous avons des idées et ne pouvons pas leur donner une réalité. Nous rêvons de belles et bonnes choses, mais la société ne permet pas que nous les exprimions et les rendions physiquement tangibles. [...]

L'État nous ligote dans un filet de lois, de règlements et de prescriptions, écrits et non écrits. Si malgré tout, nous ne pouvons maîtriser nos pulsions à l'épanouissement, si nous voulons être libres et si nous voulons faire – alors nous pouvons donner libre cours à notre "étourderie juvénile", comme on dit, sur les murs ternes des prisons, comme voyous numérotés.

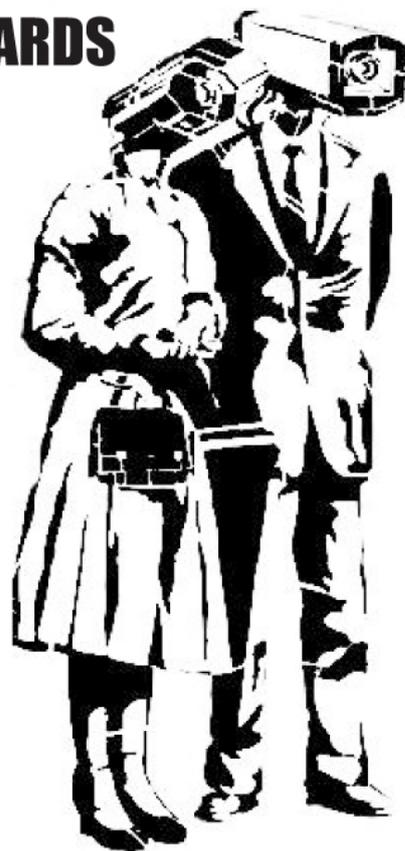
Dans nos coeurs brûle une haine farouche contre cette société, qui fait ça de nous, qui nous contraint à nous violer nous-mêmes en travaillant ou à succomber en ne faisant rien. Mais nous nous levons, nous ne succombons pas. Nous utilisons nos forces, nous allons SUER et BOSSER.

Mais notre seul travail sera la démolition de l'organisation à but lucratif qui s'appelle société capitaliste. C'est le seul travail qui nous plaît maintenant, car ainsi nous libérons la Terre. Elle ne nous satisfait pas, nous devons pouvoir créer le nouveau, qui ne peut pas se figer comme le vieux, mais doit être le vivant en marche. Mais d'abord... nous ne pouvons pas faire autrement.

Fais gaffe, capitaliste, grand, petit, entier ou à moitié ; fais gaffe, travailleur, si tu es contre nous et te bats pour ton chef ou si tu aspiras toi-même au pouvoir. Faites gaffe, car la même danse macabre vous entraîne. Nous démolissons votre État à coups de masse – et vos têtes vont suivre. Car vous êtes l'ennemi de la vie tant que vous ne luttez pas avec nous. »

BALANCES, DÉLATEURS, MOUCHARDS

Il n'y a pas que des concierges qui parlent aux flics, il n'y a pas que les lâches qui balancent leurs potes, il n'y a pas que ceux qui veulent du fric qui deviennent experts en délation... les mouchards officiels touchent un salaire, mais les bons français vous balancent gratos... dans les rues, faites bien attention aux caméras, aux appareils photos ou aux téléphones portables qui sont autant de preuves de votre présence dans un lieu.



.....

« Daad-loos » de Klaas Blauw, dans De Moker, n° 4, 10 février 1924. Pour en savoir plus sur le groupe De Moker, vous pouvez lire le premier numéro de la revue anarchiste A Corps Perdu, téléchargeable dans la fanzinothèque sur notre site ou sur www.acorpsperdu.net / Un recueil des textes du groupe, Le Travail est un crime a également été publié aux éditions antisociales, il est disponible au téléchargement ici: www.editionsantisociales.com

L'Équipée Sauvage



Tract distribué
cinq jours après la
mort d'une
personne tentant
de fuir une charge
dans le contexte
des émeutes
autonomes de
Jussieu en 1980.

Nous sommes quelques-uns de ces incontrôlés dont les médias vus rabattent les oreilles depuis quelques jours. Nous avons participé aux affrontements de la semaine passée autour de Jussieu. Les journalistes vous ont dit la vérité. Nous sommes effectivement incontrôlés, bien plus qu'ils ne veulent le dire. Nous n'admettons plus que des manipulateurs parlent et décident à notre place. Nul idéologue n'arrive à canaliser notre colère. C'est cela qui nous rend haïssables aux yeux de tous les défenseurs de cette société.

Notre violence, les chieurs d'encre politiques l'appellent gratuite pour dissimuler qu'elle risque de leur coûter cher. Ce sont nos raisons qu'ils cherchent à taire ou à falsifier car ce sont elles qu'ils redoutent. Si nous cassons les banques c'est que nous avons reconnus l'argent comme cause centrale de tous nos malheurs. Si nous cassons des vitrines ce n'est pas parce que la vie est chère mais parce que la marchandise nous empêche de vivre, à tout prix. Si nous cassons des machines ce n'est pas parce que nous voulons «défendre l'emploi» mais attaquer l'esclavage salarié. Si nous attaquons la salope policière ce n'est pas pour la faire sortir des facultés mais pour la faire sortir de notre vie.

Contrairement à divers gangs militants, nous n'entendons pas améliorer l'ordinaire d'une vie invivable mais supprimer toutes les causes de notre insatisfaction. Nous sommes sortis des égouts, c'est-à-dire des HLM, des usines, des supermarchés, où on avait espéré nous enfermer. Nous n'y rentrerons plus.

Nous ne sommes pas aussi désespérés que nos ennemis voudraient le faire croire. Ce sont plutôt eux qui désespèrent de pouvoir un jour nous faire taire et maintenir ce triste ordre social auquel ils ont liés leur sort. A Jussieu nous avons rencontré des gens qui, s'ils ne pensaient pas exactement comme nous, voulaient comme nous la fin de l'arbitraire étatique et marchand. Cette rencontre est pour nous l'aspect le plus positif de ces jours. Nous avons pu commencer à nous communiquer ce que nous pensions de la misère, des moyens de la combattre et des méthodes que les bureaucrates et flics en tous genres emploient pour nous en empêcher. Quoiqu'il arrive ce résultat ne pourra pas être détruit. La colère est devenue, là, un peu plus intelligente. Il s'agit maintenant de créer les conditions pour qu'elle le devienne encore plus.

Le spectacle a voulu nous voir redoutables.

Nous entendons bien être pires.

Conjuration des Vandales.

Paris, 18 mai 1980.

LA DOMESTICATION INDUSTRIELLE

« Si le capital prend la science à son service, l'ouvrier récalcitrant sera contraint d'être docile »

Andrew Ure, *Philosophie des manufactures*, 1855.

« Autrefois, si quelqu'un traitait d'ouvrier un homme de métier, il risquait la bagarre. Aujourd'hui qu'on leur dit que l'ouvrier est ce qui se fait de mieux dans l'Etat ils insistent tous pour être ouvriers. »

M. May, 1848.

Le terme de révolution industrielle couramment utilisé pour qualifier la période qui va de 1750 à 1850 est un pur mensonge bourgeois, symétrique de celui sur la révolution politique. Il ne contient pas le négatif, et procède d'une vision de l'histoire comme seule histoire des progrès technologiques. C'est un coup double pour l'ennemi, qui légitime ainsi l'existence des managers et de la hiérarchie comme conséquence inéluctable de nécessités techniques, et impose une conception mécaniste du progrès, considéré comme une loi positive et socialement neutre. C'est le moment religieux du matérialisme, l'idéalisme de la matière. Un tel mensonge était évidemment destiné aux pauvres, parmi lesquels il devait faire des ravages durables. Il suffit pour le réfuter de s'en tenir aux faits.

La plupart des innovations techniques qui ont permis aux usines de se développer avaient été découvertes depuis un certain temps déjà, mais étaient restées inemployées. Leur application à grande échelle n'en est pas une conséquence mécanique, mais procède d'un choix, historiquement daté, des classes dominantes. Et celui-ci ne répond pas tant à un souci d'efficacité purement technique (efficacité souvent douteuse) qu'à une stratégie de domestication sociale. La pseudo-révolution industrielle se résume ainsi à une entreprise de contre-révolution sociale. Il n'y a qu'un seul progrès : le progrès de l'aliénation.

Dans le système encore d'une contrainte. La

qui existait antérieurement, les pauvres jouissaient grande indépendance dans le travail auquel ils étaient forme dominante en était l'atelier domestique : les capitalistes louaient les outils aux ouvriers, leur fournissaient les matières premières, et leur rachetaient à vil prix les produits finis. L'exploitation n'était pour eux qu'un moment du commerce, sur lequel ils n'exerçaient pas de contrôle direct. Les pauvres pouvaient encore considérer leur travail comme un « art » sur lequel ils avaient une marge notable de décision. Mais surtout ils restaient maîtres de l'emploi de leur temps : travaillant à domicile et pouvant s'arrêter quand bon semblait, leur temps de travail échappait à calcul. Et la variété, autant que caractérisait leur travail, l'atelier n'étant le plus souvent qu'un complément aux activités agricoles. S'ensuivaient des fluctuations de l'activité industrielle incompatibles avec l'essor harmonieux du commerce. Ainsi les pauvres disposaient-ils encore d'une force considérable qu'ils exerçaient en permanence. La pratique de la perruque, le détournement de matières premières, était monnaie courante et venait alimenter un vaste marché parallèle. Surtout, les travailleurs domestiques pouvaient



leur tout l'irrégularité, domestique n'étant le plus souvent qu'un complément aux activités agricoles. S'ensuivaient des fluctuations de l'activité industrielle incompatibles avec l'essor harmonieux du commerce. Ainsi les pauvres disposaient-ils encore d'une force considérable qu'ils exerçaient en permanence. La pratique de la perruque, le détournement de matières premières, était monnaie courante et venait alimenter un vaste marché parallèle. Surtout, les travailleurs domestiques pouvaient

faire pression sur leurs employeurs : les fréquentes destructions de métiers étaient le moyen d'un « marchandage collectif par l'émeute » (Hobsbawn). Du fric ou on casse tout !

C'est pour supprimer cette indépendance menaçante des pauvres que la bourgeoisie se voit contrainte de contrôler directement la sphère de l'exploitation. Voilà la raison qui préside à la généralisation des usines. Il s'agit d'autonomiser la sphère du travail, temporellement et géographiquement. « Ce ne sont pas tant ceux qui sont absolument oisifs qui font du tord au public, mais ceux qui ne travaillent que la moitié de leur temps », écrivait déjà Ashton en 1725.

L'art militaire est appliqué à l'industrie, et les usines sont littéralement construites sur le modèle des prisons, qui leur sont d'ailleurs contemporaines. Un vaste mur d'enceinte vient les séparer de tout ce qui est extérieur au travail, et des vigiles sont chargés de refouler ceux qui au début trouvaient naturel de rendre visite à leurs infortunés amis. A l'intérieur, des règlements draconiens avaient pour premier objet de civiliser les esclaves. En 1770, un écrivain avait projeté un nouveau plan pour produire des pauvres : la Maison de la Terreur, dont les habitants seraient maintenus au travail quatorze heures par jour, et tenus en main par la diète. Son idée ne précéda que de peu la réalité : une génération plus tard, la Maison de la Terreur s'appelait tout bêtement une usine.

C'est en Angleterre que se généralisèrent d'abord les usines. Dans ce pays, les classes dominantes avaient depuis longtemps surmonté leurs conflits internes, et pouvaient donc s'adonner sans retenue à la passion du commerce. Et la répression qui avait suivi l'échec de l'assaut millénariste des pauvres^[1] avait préparé le terrain de la contre-offensive industrielle. Les pauvres en Angleterre eurent donc le triste sort de subir les premiers toute la brutalité d'un mécanisme social en formation. Il va sans dire qu'ils considé-raient un tel sort comme une dégra-dation absolue, et ceux qui l'acceptaient subissaient le mépris de leurs semblables. Déjà au temps des Niveleurs, il était courant de penser que ceux qui vendaient leur force de travail contre un salaire abandonnaient de fait les droits des « Anglais nés libres ». Avant même de commencer, les premiers propriétaires d'usines avaient déjà eu du mal à recruter de la main-d'œuvre, devant souvent parcourir de longues distances pour cela. Il leur fallait ensuite fixer les pauvres à leur nouveau travail, et les désertions étaient massives. Voilà pourquoi ils prirent en charge l'habitat de leurs esclaves, en tant qu'anti-chambre de l'usine. La constitution de cette vaste armée de réserve industrielle entraîna une militarisation de l'ensemble de la vie sociale.

Le luddisme fut la réponse des pauvres à ce nouvel ordre. Dans les premières décennies du XIX^{ème} siècle, le mouvement de destruction des machines se développa dans un climat de fureur révolutionnaire. Il ne s'agissait pas seulement d'une nostalgie d'un âge d'or de l'artisanat. Certes, l'avènement du règne du quantitatif, de la camelote en série, entraîna pour une bonne part dans la colère des gens. Désormais, le temps nécessaire pour accomplir un travail primait sur la qualité du résultat, et cette dévalorisation du contenu de tout travail particulier conduisit les pauvres à s'en prendre au travail en général qui manifestait ainsi son essence. Mais le luddisme fut avant tout une guerre d'indépendance anticapitaliste, une « tentative de destruction de la nouvelle société » (Mathias). « Tous les nobles et tous les tyrans doivent être abattus », disait un de leurs tracts. Le luddisme est l'héritier du mouvement millénariste des siècles précédents : bien que ne s'exprimant plus par une théorie universelle et unificatrice, il demeure radicalement étranger à tout esprit politique et à toute pseudo-rationalité économique. A la même époque en France, les soulèvements des canuts, qui étaient aussi dirigés contre le



l'instauration de ce
du XIX^{ème} siècle
machines
insurre-

processus de domestication

industrielle, étaient en revanche déjà contaminés par le mensonge politique. « Leur intelligence politique les illusionnait sur la source de la misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but », écrit le Marx de 1844. Leur slogan était « vivre en travaillant ou mourir en combattant ». En Angleterre, alors que le trade-unionisme naissant était faiblement réprimé, voire toléré, la destruction des machines était punie de mort. La négativité absolue des luddites les rendait intolérables socialement. L'Etat répondit de deux manières à cette menace : il constitua une police professionnelle moderne, et reconnut officiellement les trade-unions. Le luddisme fut d'abord défait par la répression brutale, puis s'éteignit à mesure que les trade-unions parvinrent à imposer la logique industrielle. En 1920, un observateur anglais note avec soulagement que « le marchandage sur les conditions du changement l'a emporté sur la seule opposition au changement ».

Joli progrès !

Parmi toutes les calomnies qui ont été déversées sur les luddites, la pire est venue des apologues du mouvement ouvrier, qui y ont vu une manifestation aveugle et infantile. Ainsi ce passage du Capital, contresens fondamental d'une époque :

« Il fallut du temps et de l'expérience avant que les travailleurs apprennent à faire la distinction entre les machines elles-mêmes et la manière dont elles sont utilisées par le capital ; et qu'ils dirigent leurs attaques non contre les instruments matériels de production, mais contre la forme sociale particulière dans laquelle ils sont utilisés. »

Cette conception matérialiste de la neutralité des machines suffit à légitimer l'organisation du travail, la discipline de fer (sur ce point Lénine fut un marxiste conséquent), et finalement tout le reste. Prétendument arriérés, les luddites avaient du moins compris que les « instruments matériels de production » sont avant tout des instruments de domestication dont la forme n'est pas neutre, puisqu'elle garantit la hiérarchie et la dépendance.

La résistance des premiers ouvriers d'usine se manifestait principalement à propos de ce qui avait été une de leurs rares propriétés, et dont ils se voyaient dépossédés : leur temps. Un vieil usage religieux voulait que les gens ne travaillent ni le dimanche ni le lundi, appelé « Lundi Saint ». Le mardi étant consacré à se remettre de deux jours de beuveries, le travail ne pouvait raisonnablement commencer que le mercredi ! Générale au début du XIX^{ème} siècle, cette saine pratique subsista dans certains métiers jusqu'en 1914. Les patrons usèrent de divers

moyens coercitifs pour combattre cet abstentionnisme institutionnalisé, sans résultats. Ce fut à mesure que les trade-unions s'implantèrent que le samedi après-midi férié vint se substituer au « Lundi Saint », une glorieuse conquête : la semaine de labeur augmentait ainsi de deux jours !

Ce n'était pas seulement la question du temps de travail qui était en jeu dans le Lundi Saint, mais aussi celle de l'usage de l'argent. Les ouvriers ne revenaient pas travailler avant d'avoir dépensé tout leur salaire. Dès cette époque, l'esclave n'était plus seulement considéré comme travailleur, mais aussi comme consommateur. Adam Smith avait théorisé la nécessité de développer le marché intérieur en l'ouvrant aux pauvres. De plus, comme l'écrivait l'évêque Berkeley en 1755 : « La création de besoins ne serait-elle pas le meilleur moyen de rendre le peuple industrieux ? » De manière encore marginale, le salaire alloué aux pauvres vint donc s'adapter aux nécessités du marché. Mais ceux-ci n'utilisèrent pas ce surcroît de numéraire selon les prévisions des économistes ; l'augmentation du salaire, c'était du temps gagné sur le travail (ce qui est un heureux retournement de la maxime utilitariste de Benjamin Franklin : « time is money »). Le temps gagné sur l'usine se passait dans les public houses, les biens nommées (à cette époque, les révoltes se communiquaient de pub en pub). Plus les pauvres avaient d'argent, plus ils le buvaient. C'est dans les spiritueux qu'ils ont d'abord découvert l'esprit de la marchandise, au grand dam des économistes qui prétendaient leur faire dépenser utile. La campagne pour la tempérance menée alors conjointement par la bourgeoisie et les « fractions avancées (et donc sobres) de la classe ouvrière », ne répondait pas tant à un souci de santé publique (le travail fait encore plus de dégâts, sans qu'ils en demandent l'abolition), qu'à une exhortation à bien utiliser son salaire. Cent ans après, les mêmes ne conçoivent pas que des pauvres puissent se priver de bouffer pour s'acheter une marchandise « superflue ».

La propagande pour l'épargne vint combattre cette propension à la dépense immédiate. Et là encore, il revint à « l'avant-garde de la classe ouvrière » d'instaurer des établissements d'épargne pour pauvres. L'épargne accroît encore l'état de dépendance des pauvres, et le pouvoir de leurs ennemis : grâce à elle, les capitalistes pouvaient surmonter les crises passagères en baissant leurs salaires, et contenir les ouvriers dans la pensée du minimum vital. Mais Marx relève dans les Grundrisse une contradiction alors insoluble : chaque capitaliste

exige que ses esclaves épargnent, mais seulement les siens, en tant que travailleurs ; tous les autres esclaves sont pour lui des consommateurs, et doivent donc dépenser. Cette contradiction ne pourra être levée que beaucoup plus tard, lorsque le développement de la marchandise permettra l'instauration du crédit à l'usage des pauvres. Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie, si elle a pu un temps civiliser la conduite des pauvres dans leur travail, n'a jamais pu domestiquer totalement leur dépense. L'argent est ce par quoi la sauvagerie revient toujours...

Après que la suppression du Lundi Saint eût allongé la semaine de labeur, « les ouvriers prenaient désormais leur temps de loisir sur le lieu de travail » (Geoff Brown). Le coulage des cadences était de règle. Ce fut finalement l'instauration du travail à la pièce qui imposa la discipline dans les ateliers : l'assiduité et le rendement augmentèrent ainsi par la force. L'effet majeur de ce système, qui se généralisa à partir des années 1850, fut de contraindre les ouvriers à interioriser la logique industrielle : pour gagner plus ; il fallait travailler plus, mais ceci se faisait au détriment du salaire des autres, et les moins ardents pouvaient même se trouver licenciés. Pour remédier à cette concurrence sans frein s'imposa la négociation collective sur la quantité de travail à fournir, sa répartition et sa rémunération. Ainsi se trouvèrent consacrées les médiations trade-unionistes. Une fois remportée cette victoire sur la productivité, les capitalistes consentirent à diminuer les horaires de travail. La fameuse loi des dix heures, si elle constitue effectivement une victoire du trade-unionisme, est donc une défaite des pauvres, la consécration de l'échec de leur longue résistance au nouvel ordre industriel.

La dictature omniprésente de la nécessité fut ainsi instaurée. Une fois supprimés les vestiges de l'organisation sociale antérieure, plus rien n'existait dans ce monde, qui ne soit déterminé par les impératifs du travail. L'horizon des pauvres se limitait à la « lutte pour l'existence ». On ne saurait cependant comprendre le règne absolu de la nécessité comme un simple accroissement quantitatif de la pénurie : c'est avant tout la colonisation des esprits par le principe trivial et grossier de l'utilité, une défaite dans la pensée. On mesure là la conséquence de l'écrasement de cet esprit millénariste qui animait les pauvres dans la première phase de l'industrialisation. A cette époque, le règne du besoin brutal était clairement conçu comme l'œuvre d'un monde, ce monde de l'Antéchrist fondé sur la propriété et l'argent. L'idée de la suppression du besoin ne se séparait

pas de l'idée de la réalisation de l'Eden de l'humanité, « ce Canaan spirituel où coulent le vin, la lait et le miel, et où l'argent n'existe pas » (Coppe). Avec l'échec de cette tentative de renversement, le besoin accède à une apparence d'immédiateté. La pénurie apparaît dès lors comme une calamité naturelle à laquelle seule l'organisation toujours plus poussée du travail pourra remédier. Avec le triomphe de l'idéologie anglaise, les pauvres, déjà dépossédés de tout se voient en plus dépossédés de l'idée même de la richesse.

C'est dans le protestantisme, et plus précisément dans sa forme anglo-saxonne puritaine, que le culte de l'utilité et du progrès trouve sa source et sa légitimité. Faisant de la religion une affaire privée, l'éthique protestante entérina l'atomisation sociale générée par l'industrialisation : l'individu se retrouvait isolé face à Dieu comme il se retrouvait isolé face à la marchandise et à l'argent. Ensuite, elle mit en avant les valeurs qui étaient précisément requises des pauvres modernes : honnêteté, frugalité, abstinence, travail, épargne. Les puritains, qui avaient combattu sans relâche les fêtes, les jeux, la débauche, tout ce qui venait s'opposer à la logique du travail, et voyaient dans l'esprit millénariste « l'étouffement de tout esprit d'entreprise chez l'homme » (Webbe en 1644) taillèrent la route à la contre-offensive industrielle. De plus, on peut dire de la Réforme qu'elle fut le prototype du réformisme : née d'une dissidence, elle favorisa à son tour toutes les dissidences. Elle « n'exige pas que l'on professe ce christianisme, mais qu'on ait de la religion, une religion quelconque ».

C'est en France et en 1789 que ces principes allaient trouver leur pleine réalisation, en se dépouillant définitivement de leur forme religieuse et en s'universalisant dans le Droit et la politique. La France était retardataire dans le processus d'industrialisation : un conflit irréconciliable opposait la bourgeoisie et la noblesse rétive à toute mobilisation de l'argent. C'est paradoxalement ce retard qui conduisit la bourgeoisie à avancer le principe le plus moderne. En Grande-Bretagne, où les classes dominantes avaient fusionné depuis longtemps en un cours historique commun, « la Déclaration des droits de l'homme pris corps, non pas habillée de la toge romaine, mais sous le manteau des prophètes de l'Ancien Testament » (Hobsbawn). Voilà précisément la limite, l'inachèvement de la contre-révolution théorique anglaise : finalement, la citoyenneté y repose encore sur la doctrine de l'élection, les élus se reconnaissant au fruit de leur travail et à leur adhésion morale à ce monde. Elle laissait donc en dehors d'elle-

même une populace qui pouvait encore rêver au pays de cocagne. La mise au travail forcé dans les usines eut d'abord pour but de réduire cette force menaçante, de l'intégrer par la force d'un mécanisme social. Il manquait encore à la bourgeoisie anglaise ce raffinement dans le mensonge qui devait caractériser son homologue d'outre-Manche, lui permettant de réduire les pauvres d'abord par l'idéologie. Aujourd'hui encore les défenseurs britanniques du vieux monde ne font pas tant état de leurs opinions politiques que de leur rectitude morale. La frontière sociale, particulièrement visible et arrogante, qui sépare les riches des pauvres dans ce pays, est à la mesure de la faible pénétration de l'idée d'égalité politique et juridique des individus.

Alors que l'endoctrinement moral puritain avait eut d'abord pour effet d'unifier et de conforter tous ceux qui avaient quelque intérêt particulier à défendre dans un monde changeant et incertain, il vint faire ses ravages sur les classes inférieures après que celles-ci se soient déjà trouvées pliées sous le joug du travail et de l'argent, pour parachever leur défaite. Ainsi Ure recommandait-il à ses pairs d'entretenir avec autant de soin la « machinerie morale » que la « machinerie mécanique », dans le but de « rendre l'obéissance acceptable ». Mais cette machinerie morale allait surtout révéler ses effets néfastes une fois relayée par les pauvres, en marquant de son empreinte le mouvement ouvrier naissant. Ainsi se multiplièrent les sectes ouvrières méthodistes, wesleyennes, baptistes et autres, jusqu'à rassembler autant de fidèles que l'Eglise d'Angleterre, institution d'Etat. Dans cet environnement hostile des nouveaux sites industriels, les ouvriers se replièrent frileusement autour de la chapelle. On est toujours porté à justifier les affronts desquels on ne se venge pas : la nouvelle morale ouvrière érigea la pauvreté en grâce et l'austérité en vertu. Dans ces localités, le syndicat fut le rejeton direct de la chapelle, et les prédicateurs laïcs se transformèrent en délégués du trade-union^[2]. La campagne menée par la bourgeoisie pour civiliser les pauvres ne devait avoir raison de la haine sociale que par ricochet, une fois relayée par les représentants ouvriers qui, dans leurs luttes contre les maîtres parlaient désormais le même langage qu'eux. Mais les formes encore religieuses que pouvait prendre la domestication dans la pensée n'étaient qu'un épiphénomène. Celle-ci avait une base autrement plus efficiente dans le mensonge économique.

J. et P. Zerzan ^[3] relèvent fort justement cette contradiction : c'est dans le deuxième tiers du XIXème siècle, au moment où les pauvres subissent les conditions

les plus dégradantes et mutilantes dans tous les aspects de leur vie, au moment où toute résistance à l'instauration du nouvel ordre capitaliste est défaite, c'est à ce moment donc que Marx, Engels et tous leurs épigones saluent avec satisfaction la naissance de « l'armée révolutionnaire du travail » et estiment que les conditions objectives sont enfin réunies pour un assaut prolétarien victorieux. En 1864, dans sa célèbre adresse à l'Internationale, Marx commence par dresser un tableau détaillé de la situation épouvantable des pauvres anglais, pour ensuite célébrer « ces merveilleux succès » que sont la loi des dix heures (on a vu ce qu'il en était) et l'établissement de manufactures coopératives marquant « une victoire de l'économie politique du travail sur l'économie politique de la propriété » ! Si les commentateurs marxistes ont abondamment décrit le sort effroyable des ouvriers au XIXème siècle, ils le jugent quelque part inévitable et bénéfique. Inévitable parce qu'ils y voient une conséquence fatale des exigences de la Science et nécessaire développement des « rapports de production ». Bénéfique, dans la mesure où « le prolétariat se trouve unifié, discipliné et organisé par le mécanisme de production » (Marx). Le mouvement ouvrier se constitue sur une base purement défensive. Les premières associations ouvrières étaient des « sociétés de résistance et de secours mutuel ». Mais alors qu'auparavant les pauvres en révolte s'étaient toujours reconnus négativement, en nommant la classe de leurs ennemis, c'est dans et par le travail, placé par la contrainte au centre de leur existence, que les ouvriers en vinrent à rechercher une communauté positive, produite non par eux mais par un mécanisme extérieur. Cette idéologie devait prendre corps en premier lieu dans la « minorité aristocratique » des ouvriers qualifiés, « ce secteur auquel s'intéressent les politiciens et d'où viennent ceux que la société n'est que trop empressée à saluer comme les représentants de la classe ouvrière », comme le note avec pertinence Edith Simcox en 1880. L'immense masse des travailleurs encore intermittents et non qualifiés n'a de ce fait pas droit de cité. Ce sont eux qui, lorsque les portes des trade-unions s'ouvriront, préserveront le légendaire esprit combatif et sauvage des travailleurs anglais. Un long cycle de luttes sociales commence alors, parfois très violentes, mais qui resteront dépourvues de tout principe unificateur.

« Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France, l'Angleterre peut seule servir de levier pour une révolution sérieusement économique. (...) Les Anglais ont toute la matière nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c'est l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire. ».

Cette déclaration du conseil général de l'Internationale porte en elle à la fois la vérité et la fausse conscience d'une époque. Du point de vue social, l'Angleterre a toujours constitué une énigme : le pays qui a donné naissance aux conditions modernes d'exploitation et a donc le premier produit une grande masse de pauvres modernes est aussi celui dont les institutions sont restées inchangées depuis maintenant trois siècles, n'ayant jamais été ébranlées par un assaut révolutionnaire. Voilà qui contraste avec les nations du continent européen, et vient contredire la conception marxiste de la révolution. Les commentateurs ont tenté d'expliquer une telle énigme par quelque atavisme britannique, d'où les salades maintes fois répétées sur l'esprit réformiste et antithéorique des pauvres anglais, en regard de la conscience radicale animant les pauvres de France, toujours prêts à monter sur les barricades. Une telle vision a-historique oublie tout d'abord le foisonnement théorique des années de guerre civile, au XVIIème siècle, ensuite la chronicité et la violence qui ont toujours caractérisé les luttes sociales des pauvres anglais, et qui se sont sans cesse amplifiées depuis le milieu de ce siècle. En réalité, l'énigme se résout ainsi : la révolte des pauvres est toujours tributaire de ce à quoi elle s'affronte.

En Angleterre, c'est sans phrases, par la force brutale d'un mécanisme social, que les classes dominantes ont mené leur entreprise de domestication. Aussi les historiens anglais déplorent-ils souvent que la «révolution industrielle» n'ait pas été accompagnée d'une «révolution culturelle» qui aurait intégré les pauvres à «l'esprit industriel» (de telles considérations se sont multipliées dans les années 70, quand l'extension des grèves sauvages en a révélé l'acuité). En France, la contre-offensive bourgeoise a d'abord été théorique, par la domination de la politique et du Droit, «ce miracle qui depuis 1789 tient le peuple abusé» (Louis Blanc). Ces principes représentaient un projet universel, c'était une promesse de participation faite aux pauvres dès lors qu'ils en feraient leurs modalités. Vers 1830, une partie des pauvres s'en fit le porte-parole, revendiquant que «soient rendus à leur dignité de citoyens des hommes que l'on infériorise» (Proudhon). A partir de 1848, les mêmes principes furent invoqués contre la bourgeoisie, au nom de la «république du travail». Et on sait à quel point le poids mort de 1789 pèsera lourd dans l'écrasement de la Commune. C'est un projet social qui se scinde en deux au XIXème siècle. En Angleterre, métropole du

Capital, les luttes sociales ne peuvent se fondre dans un assaut unitaire, restant de ce fait travesties en luttes «économiques». En France, berceau du réformisme, cet assaut unitaire reste contenu dans une forme politique, laissant ainsi le dernier mot à l'Etat. Le secret de l'absence de mouvement révolutionnaire outre-Manche est donc identiquement le secret de la défaite des mouvements révolutionnaires continentaux.

Aujourd'hui s'achève le processus dont nous venons de décrire la genèse : le mouvement ouvrier classique s'est définitivement intégré à la société civile, alors que s'amorce une nouvelle entreprise de domestication industrielle. Aujourd'hui donc apparaissent en pleine lumière tant la grandeur que les limites des mouvements passés, qui déterminent toujours les conditions sociales particulières à chaque région de ce monde.

Léopold ROC.

Os Cangaceiros n°3, juin 1987.

Os Cangaceiros est un groupe clandestin, actif en France dans les années 80, qui tient son nom des bandits sociaux brésiliens de la fin 19ème siècle et du début du 20ème. Les nouveaux Cangaceiros, ceux des années 1980 sont, eux, issus entre autre des Fossoyeurs du Vieux Monde. Pendant leurs quelques années d'existence, les Cangaceiros s'impliquent, sur leurs bases politiques, dans les soubresauts qui parcourent alors la France et l'Europe : mouvements sociaux, émeutes dans les banlieues, révoltes dans les prisons, etc. En plus des actions nécessaires à leur survie hors du salariat, ils consacrent une part de leur temps à publier textes et analyses sur ces luttes. Ils ont publié trois numéros de leur revue entre janvier 1985 et juin 1987.

Vous pouvez télécharger les trois numéros de leur revue ainsi que ceux des Fossoyeurs du Vieux Monde sur notre site, dans la Fanzinothèque. Sur le site de Basse Intensité, vous trouverez un dossier sur OC: basseintensite.internetdown.org

Notes [1] Cf. *l'Incendie millénariste*, p.233-258 [2] Exemple: l'Eglise travailliste, fondée à Manchester en 1891, eut pour seule fonction d'amener les ouvriers du nord à rejoindre un Parti travailliste indépendant, après quoi elle disparut. [3] *Industrialism & Domestication*, Black Eye Press, 1979.

C'est pour ton bien!

GAMIN, c'est pour ton bien que tu dois te lever à 7h du mat' et passer ta journée entre quatre murs à l'école à écouter tes professeurs, te taire et obéir, à apprendre par cœur tes leçons sans sourciller ; prendre tes récréations quand on te le dit, rentrer chez toi pour faire tes devoirs avec discipline ; c'est pour ton bien qu'il faut respecter tes parents quoi qu'ils fassent ou qu'ils disent, qu'il faut te lever quand le directeur entre dans la classe même si c'est une grosse crapule, qu'il faut savoir les paroles de la Marseillaise et les tables de 9. C'est pour ton bien qu'on te sert une bouffe de merde équilibrée à la cantine, pour que tu ne sois pas trop perturbé quand tu seras plus grand.

PROLÉTAIRE, c'est pour ton bien que le travail est rendu obligatoire, que les usines ont été inventées, que le patron te donne des ordres au boulot en te gueulant dessus, que les trains de banlieues avec leurs contrôleurs ont été mis en place ; c'est pour ton bien que les heures supplémentaires existent, et que les syndicats parlent en ton nom pour négocier dans ton dos le prix de l'universel bonheur dans l'esclavage salarié ; c'est pour ton bien que l'argent existe, car sans argent, penses-tu, avec quoi te payeraient les patrons ? C'est pour ton bien qu'il faut te sacrifier corps et âme à l'économie du pays, au Dieu Capital.

CITOYEN, c'est pour ton bien qu'il faut voter et élire tes maîtres, qui organisent ce meilleur des mondes possibles ; c'est pour ton bien qu'on te sonde et te questionne, et c'est pour ta protection que les flics patrouillent jour et nuit, pour ta sécurité ; que tu peux te constituer en milice de citoyens volontaires pour chasser l'Ennemi Intérieur dans les rues, et ainsi compléter le bien que te font vidéosurveillance, puces RFID et fichiers.

JEUNE, c'est pour ton bien qu'il ne faut pas traîner dans les rues la journée, qu'il ne faut pas traîner dans les rues le soir ni la nuit, qu'il ne faut pas que tu fumes, qu'il ne

faut pas que tu boives, qu'il ne faut pas que tu baisses ni que tu penses ; c'est pour ton bien qu'il faut renoncer enfin à tes utopies stupides et inutiles, et apprendre ce qu'est la Raison ; que l'on construit des terrains de foot au pieds de tes tours HLM, car le sport ça éduque. C'est pour ton bien que l'on place vigiles et anti-vols devant les magasins, car il vaut mieux que tu crèves la dalle avec ton SMIC plutôt que tu deviennes malhonnête. C'est pour ton bien qu'on te formate, te conseille, qu'on te réprime et qu'on t'oriente, qu'on t'insert et te réinsert à vil prix, qu'on t'apprivoise.

VIEILLARD, c'est pour ton bien qu'on recule l'âge de la retraite, sans quoi tu t'ennuierais à attendre la mort en prenant le temps de vivre ; c'est pour ton bien que les médicaments ne sont plus remboursés, car sinon tu prendrais l'habitude de tomber malade, et puis il faut bien dépenser les fruits de ton travail d'octogénaire. Et comme tu seras ensuite bien fatigué, c'est pour ton bien que les maisons de retraite t'accueilleront et te garderont à l'écart, bien à l'écart.

MIGRANT CLANDESTIN, c'est pour ton bien qu'on te rafle, qu'on te maintient en garde-à-vue, puis dans de jolis centres fermés ; comme le capitalisme ne peut pas accueillir toute la misère du monde qu'il a créée, c'est pour ton bien qu'il t'expulse comme il t'exploite et te « rapatrie », de crainte que, apatride, tu oublies les vertus de l'enracinement, de l'identité et du patriotisme ; c'est pour ton bien que les centres de rétention où l'en t'enferme sont entourés de fils de barbelés car l'évasion est dangereuse, tout comme la liberté en général. C'est pour ton bien que ces centres sont construits par tes compères sans-papiers, car qui mieux qu'un de tes camarades peut savoir comment les fabriquer pour ton confort ? C'est pour ton bien que l'on te tabasse et te tire dessus des deux côtés des frontières, pour te rappeler qu'il y a encore pire : les passeurs, et que tu aurais de toute façon mieux fait de rester

« chez toi ». C'est pour rendre ta prison plus douce et plus agréable que la Cimade et la Croix Rouge la co-gèrent, c'est pour ton bien.

POPULATIONS BOMBARDÉES, foutues dans des camps, otages des guerres étatiques, c'est pour votre bien qu'on rase vos maisons, que le Pouvoir vous prend comme chair à canon, que vous êtes les « pertes collatérales » ; comme c'est par la trique qu'on apprend le bien-être, c'est par les bombes, le napalm, les mines et la mort qu'on apprend ce que sont la Démocratie et le Progrès. Et puis c'est bien connu, le beau temps vient toujours après la tempête.

PRISONNIER, c'est pour ton bien que les syndicats de mâtons demandent un renforcement des effectifs et des murs plus épais, la construction de nouvelles taules, car il n'y en a pas assez comme ça, c'est évident. C'est pour ton bien que les ERIS interviennent, car la prison c'est si violent, il faut bien faire cesser les bagarres entre détenus... C'est pour ton bien qu'on te colle la perpétuité car dehors tu serais dangereux pour toi-même, et qu'on te colle aux chevilles un bracelet électronique car, n'est-ce pas, pour mieux reprendre goût à la liberté, rien ne vaut une bonne vieille laisse.

PAUVRES, c'est pour votre bien qu'on vous apporte la Kulture sur un plateau et l'Art près de chez vous, comme avant-garde de la pacification sociale, comme preuve d'une entente possible autour de la soi-disant création, pour vous prouver que l'ascension sociale est possible, avec un peu de bonne volonté et d'imagination. Et puisque avec un peu de peinture on s'en met plein les poches, si vous ne vous sortez pas de votre misère, c'est bien votre faute.

Il paraît que c'est pour notre bien que ce monde de merde doit continuer comme il est, que c'est pour notre bien qu'il faut laisser la liberté dans un tiroir comme on oublie une mauvaise plaisanterie.

Il paraît que c'est pour notre bien que tout doit rester en place : l'argent qu'on a ou qui nous manque, les patrons qui ont la bonté de nous « offrir du travail », les keufs, les chefs d'Etat et ceux qui rêvent de prendre leur place, les banques, les centrales nucléaires et leurs déchets dans chaque parcelle de terre, les lignes haute et très- haute tension, les autoroutes et la bagnole pour aller plus vite des vacances au taff, les caméras à chaque putain de coin de rue, les tranquillisants absorbés en masse pour tenir, les militaires et leurs armes si évoluées, l'industrie même si c'est une fabrique à esclaves, à cancers et à mutilations, la marchandise même si elle nous écrase et nous bouffe la vie ; la famille, et la religion qui nous dressent comme du bétail humain, la biométrie et le contrôle oppressant, la médecine et la dépendance qu'elle implique, la prison et sa soumission, les écoles et leur domestication, les élections et leurs illusions, les machines qui font des machines et qui nous façonnent à leur image, les usines qui sont une des prisons « du dehors », cette société et sa fausse joie, la politique et sa vraie misère, l'autorité comme référence rassurante quand tout tend vers un approfondissement du nihilisme ambiant.

Nous crachons sur ce paternalisme qui sera toujours aussi puant que bienveillant, qui nous offre autant de promesses de confort matériel que de coups de matraque dans les côtes. Il n'y a qu'un vaste mensonge déconcertant pour nous faire croire que la servitude c'est le bonheur, que l'autorité permet la liberté, que la peur est source de création, que la domestication et l'exploitation généralisées ouvrent la voie à l'émancipation.

Quand nous renvoyons à la gueule du Pouvoir une partie de la violence qu'il n'est pas parvenu à nous enlever, il se souvient que ce n'est pas pour son bien que nous nous révoltons, mais pour sa disparition totale et définitive.

Casse-Noisette



Les Pirates de l'Edelweiss

On le sait par mil rappels, la barbarie nazie fut, de toute les barbaries, l'une des plus extrêmes en ce qu'elle fusionna l'extermination à l'industrialisation. La reconnaître comme le stade achevé de la société industrielle, du racisme, de la coercition, de l'impérialisme et du folklorisme ne procède pas de l'observation quantitative de son faisceau de destruction: il s'agit là uniquement de la reconnaissance de ses fondements structurels. L'idéologie nazie n'avait pas attendue que l'on dévoile l'extermination massive dont elle s'est rendue coupable pour que les amants de la liberté ne l'identifie comme l'une des pires abominations que la conscience humaine ait pu produire.

Lorsque les nazis arrivèrent au pouvoir en 1933, le contexte allemand était celui d'une classe laborieuse sur-organisée, notamment sous l'égide du communisme ou du socialisme. Plus forts que jamais, les outils de la domination que sont les partis, les syndicats, les mouvements de jeunesse et les organisations politiques permettaient aux exploités de croire en des lendemains qui chantent, ils étaient au capitalisme allemand ce que dieu était à la théocratie florentine de Savonarole. Ce compromis permanent des exploités avec le pouvoir incarnait pleinement son rôle en récupérant, en pacifiant et en anesthésiant les luttes, comme à son habitude. Ces outils de contrôle n'ont d'ailleurs eut pour seul «mérite» de

rendre obsolète un mode de gouvernement dont la seule gestion existante des populations est la coercition et l'extermination. La servitude volontaire a ses raisons que seul l'Etat connaît.

Mais le régime nazi réussit à aller assez loin pour faire le choix de ne même plus se compromettre, lui, dans la négociation de façade du syndicalisme et du jeu politique de l'opposition. Et si nous avons toujours lutté, nous anarchistes qui ne veulent plus attendre, contre toute les formes d'organisations politiques permanentes tels que les syndicats et les partis, il n'y a jamais de quoi se réjouir lorsque ceux-ci sont interdits et persécutés par d'autres que ceux qui en sont les victimes, en l'occurrence par



l'Etat. Car il s'agit là, d'un signe distinct de l'entrée en dictature brune – la dictature rouge consistant, elle, à donner les pleins pouvoirs à ces mêmes outils.

Dés leur accession au pouvoir les nazis traquèrent les partis, les syndicats, leurs organisations sociales et leurs milices, ainsi que ceux qui les composaient. Devenus rapidement indésirables aux cotés des indésirables d'hier, ils furent emprisonnés, exécutés, exilés, torturés au même titre. Les quartiers ouvriers étaient encerclés et soumis à la terreur quotidienne du porte-à-porte meurtrier. Les douze années suivantes ne vinrent qu'intensifier cette terreur.

Les différentes formes d'organisations aliénantes du mouvement ouvrier éradiquées, le pouvoir put alors leur substituer, dans une même continuité de l'intégration des populations aux discours du pouvoir, les Jeunesses Hitlériennes. Au-delà de leur nature première d'organisation para-militaire interclassiste de masse au service du pouvoir, elles permettaient de s'assurer le soutien idéologique de la jeunesse allemande. La raison d'être des JH, fort peu éloignée de l'agoge spartiate, était la formation de futurs surhommes « aryens » et de soldats prêts à servir loyalement le Troisième Reich. L'entraînement physique et militaire y étaient essentiels. L'apprentissage prodigué aux jeunes comprenait le maniement des armes, le développement de la force physique, la stratégie militaire et un endoctrinement racialisé. Une certaine cruauté des plus grands sur les plus jeunes était tolérée, et même encouragée, puisqu'on pensait que cela éliminerait les plus faibles et endurcirait le reste.

Il n'y avait rien, pour une partie de la jeunesse allemande rebelle des années trente, qui permettait d'imaginer un dénouement à cette horrible situation sans une prise d'arme immédiate.

Mais plus l'hégémonie des Jeunesses Hitlériennes était omniprésente, plus les actes de résistance et de rébellion se multipliaient. Plusieurs milliers de jeunes refusèrent d'intégrer les Jeunesses Hitlériennes et décidèrent de résister à son processus d'acculturation et de normalisation forcée. Nombreux sont ceux qui franchirent le pas en allant jusqu'à s'organiser en groupes et en gangs en guerre contre le nazisme. Le régime nazi

s'inquiéta alors de l'insurrection et des pratiques de ces petits groupes informels de jeunes rebelles d'une quinzaine d'années, que la mémoire collective retint sous le nom de *Edelweißpiraten*, les « Pirates de l'Edelweiss ».

« **Des Hitlers Zwang, der macht uns klein**
 (La force d'Hitler nous rend petits)
noch liegen wir in Ketten
 (Nous sommes encore enchaînés)
Doch einmal werden wir wieder frei
 (Mais un jour nous serons à nouveau libres)
wir werden die Ketten schon brechen
 (Nous briserons nos chaînes)
Denn unsere Fäuste, die sind hart,
 (Car nos poings sont durs)
ja—und die Messer sitzen los
 (Oui et les couteaux sont bien là)
für die Freiheit der Jugend
 (Pour la liberté de la jeunesse)
kämpfen Navajos.
 (Les Navajos [1] se battent) »

Les pratiques insurrectionnelles de ces groupes allaient du sabotage industriel aux combats de rue avec les jeunesses hitlériennes, de l'absentéisme au travail et à l'école en passant par l'insubordination, le graffiti subversif et la distribution clandestine de tracts. L'une des activités favorite de ces groupes était l'attaque des randonnées et des campements des Jeunesses Hitlériennes, dans lesquels parfois, ils s'affrontaient avec des dignitaires du régime. L'attitude de ces rebelles était celle de la conflictualité active et permanente avec le pouvoir. A tel point qu'en 1942, Artur Axmann, le chef des jeunesses hitlériennes déclarait : « La formation de cliques, c'est-à-dire de groupements de jeunes extérieurs aux Jeunesses Hitlériennes, était en augmentation quelques années avant la guerre et a particulièrement augmenté durant la guerre, à un tel degré que l'on doit admettre qu'il existe un risque sérieux de renversement moral, politique et criminel de la jeunesse ».

Les membres de ces groupes étaient majoritairement issus des couches les plus modestes et étaient âgés de 14 à 18 ans^[2], même si toutefois quelques déserteurs plus âgés pouvaient participer à l'aventure. L'un des groupes les plus importants était installé à Cologne, le Groupe

d'Ehrenfeld, actif surtout en 44, il était composé d'au moins cent jeunes déterminés mais souvent maladroits dans leur clandestinité. Des jeunes, des détenus et des travailleurs forcés échappés des camps, des juifs et des déserteurs le composaient. Si le 10 novembre 1944, 13 membres du groupe ont été exécutés publiquement par la Gestapo devant des centaines de curieux, le groupe réussit tout de même quelques coup d'éclats^[3], le tout financé par la contrebande sur le marché noir et le vol d'armes ou d'explosifs.

Toutefois, ce groupe n'était pas représentatif des autres gangs de pirates puisqu'en moyenne, ceux-ci étaient composés d'une douzaine de jeunes hommes et femmes, organisés sur la base d'affinités communes. Les groupes avaient pour habitude de composer et d'interpréter des chansons, sous la forme de cris pour la liberté et de défiance belliqueuse vis-à-vis des Jeunesses Hitlériennes, de la gestapo, et des nazis en général. Les pirates passaient la plupart de leur temps à se retrouver pour passer de bons moments ensemble et conspirer. Aux cotés des *Meuten*, « les meutes », groupes de jeunes similaires aux pirates mais dans une optique plus résolument marxiste, les pirates réussirent à instaurer un climat de défiance permanente avec les autorités nazies. A tel point qu'un rapport SA (1941), déclara formellement que chaque membre des Jeunesses Hitlériennes risquait sa vie du simple fait de sortir dans les rues. Aussi, plusieurs rapport des Jeunesses Hitlériennes à la Gestapo affirment ne plus être en mesure de se rendre dans certains quartiers sous peine de se faire harceler ou molester par les bandes. Les murs de ces quartiers étaient d'ailleurs quotidiennement recouverts de tags hostiles au pouvoir.

**« Nous marchons sur les banques
de la Ruhr et du Rhin
Nous fracassons les Jeunesses
Hitlériennes en ficelles.
Notre chanson est liberté, amour et vie,
Nous sommes les Pirates de l'Edelweiss. »**

L'un des points forts de tout ces groupes était la capacité de ces jeunes à se dissoudre dans les foules sans ne pouvoir être repérés. Mais le 7 décembre 1942, la Gestapo réussit un coup de filet gigantesque en démantelant 28 groupes, ce qui

n'empêcha pas les autres de continuer malgré le sort réservé à ceux qui tombèrent les premiers^[4]. Certains redoublèrent même de férocité à l'égard des nazis et intensifièrent leurs actions, ainsi que la nature de leurs actions. La situation devenant de plus en plus sérieuse, le leader des SS, Heinrich Himmler, publia une ordonnance « pour le combat des gangs de jeunes », le 25 octobre 1944.

Si l'Etat Nazi dut en arriver là, à frapper dans le tas de son nécessaire « stock de jeunes allemands bien-portants », pour ne pas dire chair à canon, c'est que derrière la megamachine de propagande étatique qui voulait montrer « une nation unie sous la bannière du NSDAP », il n'y avait bien souvent que du vent. Nombreux furent ces jeunes « en guerre éternelle contre les Jeunesses Hitlériennes »^[5], et il s'agit de ne jamais oublier que là où la domination règne, résistance et rage insurrectionnelle sont à portée de main.



Notes :

- [1] Nom de l'un des groupes de pirates.
- [2] Les hommes étant enrôlés de force dans l'armée dès 18 ans.
- [3] Comme des raids de destruction de dépôts militaires, ou l'assassinat du chef de la Gestapo de Cologne.
- [4] Que chacun peut imaginer dans un état de terreur si sophistiqué.
- [5] Slogan le plus populaire des pirates.



ça te passera!



**Ça ira mieux,
ça te passera,
va voir quelqu'un !**

Voici les sempiternels refrains de notre société psychiatisée et dépressive. Petit individu isolé dans la masse tu es ballotté d'établissements en établissements dès ta plus tendre enfance. Subissant exclusions, compétitions, brimades, autorités, horaires et j'en passe, tu es enfermé dans une prison scolaire où toute remise en cause sera de fait punie par les autorités compétentes. Que ce soit de façon stricte et tangible ou de manière plus insidieuse par les parents, les profs, les directeurs.

Mais pourquoi ? C'est une question à ne pas formuler, à ne pas se poser. Si tu dis que tu ne vas pas bien, que ces choses t'oppressent, on te remettra forcément dans le droit chemin en te disant « *mais tu vois c'est comme ça* ». Toi bien sûr tu ne seras pas plus avancé, mais tant pis tu vas plus ou moins continuer à faire ce qu'on te dit. Même que paraît t-il, c'est dans ton intérêt. Rien ne changera avec ton boulot de merde qu'on t'aura imposé, comme ton éducation ; ta haine de la société ne te quittera jamais.

Car c'est bien de haine dont nous pouvons parler, présente depuis le plus jeune âge. Cela ne correspond pas pour moi, comme certains le pensent, à une prise de conscience qui descendrait d'on ne sait où, ou à une « *révolte adolescente* ». Mais c'est tout simplement ce sentiment des choses, devenant trop oppressant, qui fait qu'à tout âge des personnes peuvent péter un câble ou déprimer à en crever.

Alors la société a trouvé les moyens pour remédier à tout cela. Ils se nomment « *dérivatifs* ». Drogues, alcools, jeux vidéos et j'en passe, la liste est longue pour te faire oublier qu'au fond tu n'es qu'un rôle social imposé pour ce monde. Mais il faut bien te garder en vie et docile le plus longtemps possible pour continuer à faire tourner la machine, même si au fond ces dérivatifs te tuent aussi à petit feu.

Le plus dangereux c'est quand tu te rends compte qu'on se fout de ta gueule, que l'on nie ton individualité et que tu n'es qu'un rouage de la machine, une vulgaire pièce à entretenir de temps en temps.

La plupart des gens aujourd'hui, lorsqu'ils s'en aperçoivent, ne voient aucune solution à leurs problèmes ou ne veulent pas les voir. Dans ce cas la société a encore un atout en poche, il se nomme science, accompagnée de ses fidèles serviteurs.

Psychiatres et psychologues vont donc s'allier pour d'une part nous soutirer du fric, mais aussi pour remettre sur le droit chemin les « égarés » du système. Si la psychologie peut s'avérer intéressante, elle n'est pas sans faille. En effet les psychologues remettent rarement en cause la médecine, les médocs et la psychiatrie, et vont se comporter comme des experts. De plus on en devient assez dépendant. Pour le psychiatre, rendez vous sur rendez vous tu vois un/e charmant/e énergumène qui te prescrit des cachetons censés t'aider à affronter ce que tu ressens. Mais tout cela t'aide-t-il vraiment ? Ils te rendent seulement amorphes, n'ayant plus goût à rien, et dépendant, comme tout bon dérivatif.

Dans les établissements psychiatriques les gens vont se zombifier, en déprimant seuls dans une chambre, isolés de tout et de tous comme si c'était la solution, errant dans ces centres aux barreaux et aux murs infranchissables, aux matons en blouses blanches, ou bien enfermés dans des camisoles et des cellules capitonnées. Mais la bonne morale humaniste et chrétienne ne permet pas à la société de ne pas « s'occuper » de ces gens, ou de s'en débarrasser comme l'histoire et certains pays ne se sont pas privés ou ne se privent pas de faire. Alors ces médocs et ces centres sont les seules méthodes trouvées pour sauver la face humaniste.

Ceci n'empêche pas bien sûr de nombreuses personnes ayant été confrontées à cela, ou qu'on a voulu entraîner dans cet engrenage malsain de se délivrer de cet univers carcéral et de le combattre.

« Le suicide, c'est une vengeance personnelle, et moi, personnellement, je ne m'en veux pas »

Cette phrase résume bien tout le rapport des gens face à leurs problèmes. Car peu souvent des critiques profondes seront émises à l'encontre de la société. Et un des autres travers de la psychologie, c'est qu'elle dira que tout est en nous et ne remettra que rarement en cause le monde qui la produit, et qui produit nos malaises. Nous sommes bien d'accord que les problèmes psychiques, les névroses diverses, les tocs, les pulsions phobiques,



l'envie de se faire du mal, de se suicider ou la dépression sont le résultat d'une intériorisation de notre haine. Exploitation, travail, horaires, chefs, domination, prisons, amours, les exemples sont variés et chaque être humain sait ce qu'il subit au fond de lui-même. Soit il l'accepte et se satisfait de dérivatifs capables de lui faire accepter ces choses (ce qui ne l'empêchera pas de se reprendre tout ça en pleine gueule), soit il se bat.

La société nous impose constamment des choses, jours après jours, des gens se suicident, se font du mal, cessent de lutter, ou se morfondent dans leur coin. Plutôt que de remettre en cause cette société, ils se remettent en cause eux mêmes comme si tout ce que la société nous imposait allait de soi. Ce qui est certain, c'est que les personnes qui font tenir ce système, parfois malgré leur haine, doivent être combattus avec la société qu'ils nous infligent. Écouter leurs sempiternels conseils, se traîner à son taf, à son bahut, chez les psys, tout cela rend dingue. Et pour ces oppresseurs, si une révolte s'exprime, ils considéreront comme « *déviants* », « *dangereux* » ou « *fous* », ceux qui ne supportent plus cette société.

Nous au contraire, en bons « *déviants* », nous nous réjouissons de voir sans rester passif que les gens pètent leurs usines, tabassent leurs patrons, leurs syndicalistes, leurs profs, leurs flics. Bref, qu'ils s'opposent par divers moyens aux normes qui nous sont imposées, à la domination. La société a créée ses « *déviants* » : qu'elle en subisse les conséquences.

De la même façon les « *déviants* » n'ont pas à s'en vouloir, même si la société tente de les culpabiliser par la psychiatrie ou la taule. Bien sûr que nous dérangeons, mais nous ne sommes jamais seuls, bien au contraire.

Nous avons mille et un moyens d'agir contre cette société, de la détruire, de reprendre en main notre vie et de ne la laisser à personne.

De Montrer à ce monde que non, effectivement, ça ne nous passera pas !

Un déviant.



Mort du compagnon anarchiste Mauricio Morales

Le 22 mai 2009 au Chili

DEPUIS UN PETIT BOUT DE TEMPS, les attaques explosives et incendiaires contre les structures de l'exploitation et de la domination se sont multipliées au Chili. Plusieurs de ces attaques ont été revendiquées par des anarchistes.

LE 22 MAI 2009, le compagnon Mauricio Morales est mort suite à l'explosion d'une bombe artisanale (un extincteur rempli de poudre noire) qu'il portait sur son dos.

SELON LES MÉDIAS, vers 1h30 du matin une forte détonation a été entendue dans les environs de l'Ecole de Gendarmerie située à l'Avenida Matta, à Santiago (Chili). La bombe que le compagnon Mauricio Morales, en vélo, portait avec lui, a explosé et a causée sa mort.

NOUS REGRETTONS FORTEMENT CE QUI S'EST PASSÉ, pour la vie du compagnon et pour ceux qui le connaissaient.

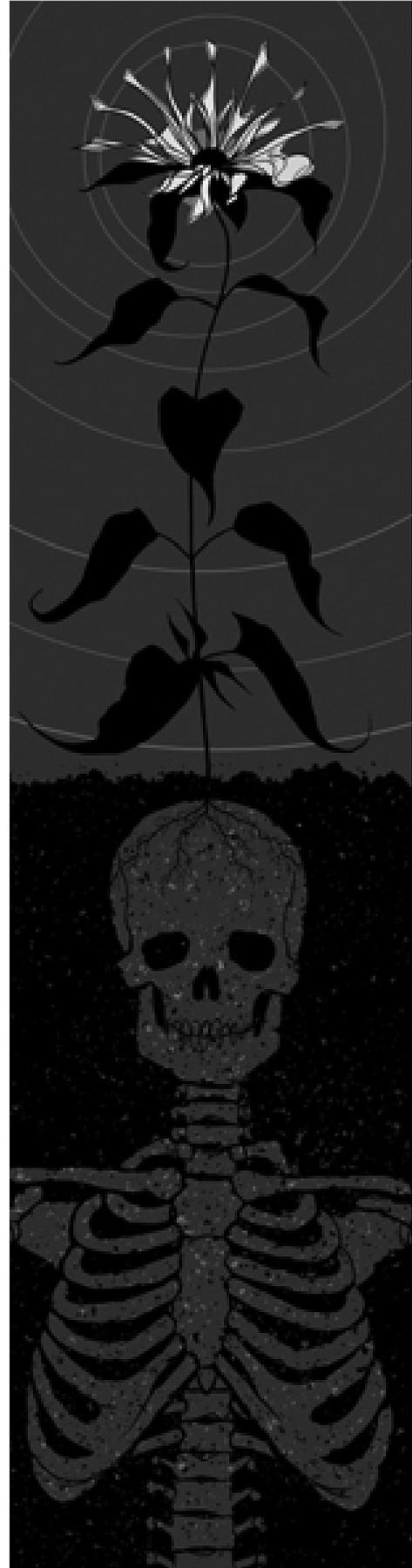
Mais nous comprenons aussi que ceci fait partie des conséquences quand on est en conflit permanent avec l'autorité. Car ce compagnon est tombé au combat, lors d'un acte d'audace et de conviction.

NOUS NOUS RECONNAISSONS dans toute attaque contre le pouvoir et nous sentons la mort de ce compagnon pour ce qu'elle est : un frère tombé dans la lutte.

PLUSIEURS SE RÉJOUIRONT d'entendre que le compagnon est mort en transportant une bombe, car ils croient que les attaques contre les puissants diminueront. Qu'ils sachent que la solidarité et les désirs de détruire l'existant sont plus forts que n'importe quel adversaire, plus forts que la prison et la mort !

Solidarité et insurrection !

**« Transformons
notre douleur en
rage et notre rage
en baril de poudre »**



QUELQUES JOURNAUX . .

En Français:

- **A Corps Perdu:**
<http://www.acorpsperdu.net>
- **La Cavale:**
<http://la-cavale.blogspot.com>
- **Cette Semaine:**
<http://cettesemaine.free.fr>
- **Tout Doit Partir:**
toutdoitpartir@boum.org
- **Bulletin de Contre-Info en Cévennes:**
<http://contreinfo7.internetdown.org>
- **Bulletin de la coordination contre la société nucléaire:**
ccsn@no-log.org
- **Incendo:** incendo@no-log.org

En Italien:

- **Dal Sottosuolo:**
dal_sottosuolo@anche.no
- **Tempi Di Guerra:**
<http://digilander.libero.it/tempidiguerra>
- **Adesso:**
<http://guerrasociale.altervista.org/adesso.htm>
- **Peggio:**
http://guerrasociale.altervista.org/spazio_anarchico.htm

En Anglais:

- **Killing King Abacus:**
http://www.geocities.com/kk_abacus
- **325:** <http://www.325collective.com>
- **Fire To The Prisons:**
Guerillaheart@yahoo.com
- **Rolling Thunder:**
<http://www.crimethinc.com/rt>
- **Sticks And Stones:**
<http://sticksandstonesscz.blogspot.com>

ANNONCE:

La fanzinothèque anarchiste et/ou anti-autoritaire est en ligne.

Vous pouvez y télécharger des zines en plusieurs langues (en français, anglais, italien, espagnol) que nous mettons à disposition en PDF. Même si il est toujours mieux d'avoir le journal/bulletin/fanzine en main dans sa véritable version (papier), les PDFs permettent un aperçu rapide avant commande ou alors de pouvoir lire des zines qui ne sont plus trouvables. Il faut se rappeler aussi que si des zines tiennent sur la durée, c'est aussi parce qu'ils sont soutenus financièrement par le biais de commandes, d'abonnements ou autres. Alors ne profitons pas bêtement de cette fanzinothèque pour consommer du zine comme des imbéciles avachis d'électeurs ou des consommateurs enthousiastes. C'est pourquoi, pour chacun des journaux présents, vous trouverez un lien ou un contact. Nous ajouterons régulièrement de nouvelles parutions et peut être, de nouvelles langues.

Adresse:

www.non-fides.fr/spip.php?article175

NOUS SOUTENIR...

Vous pouvez dorénavant nous envoyer de l'argent (chèques sans ordres ou cash très bien planqué) pour nous aider à continuer de sortir le journal, des brochures et bientôt des livres. Mais aussi pour nous écrire, nous envoyer votre presse, vos brochures, tracts pour notre table de presse, nous passer commande ou procéder à un don d'organe à cette adresse :

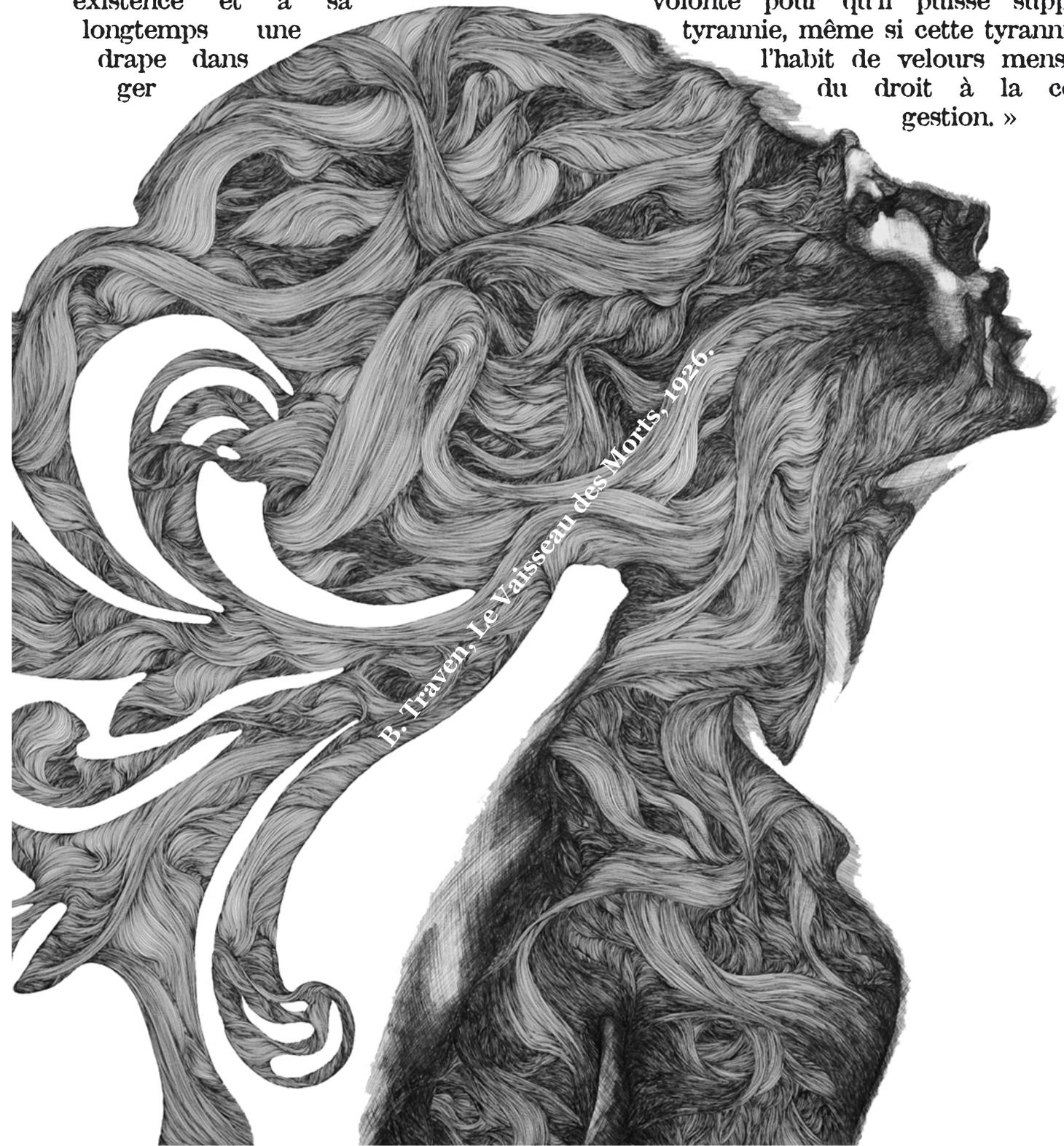
NON FIDES
108, rue Damrémont
75018 Paris
France

www.non-fides.fr

non-fides@riseup.net

« Je

suis averti : j'ai quinze jours
pour quitter le pays par le même moyen
que j'y suis entré. Passé ce délai, si on me trouve sur
le territoire français, je serais traité conformément aux lois
en vigueur. Conformément aux lois en vigueur. Je ne savais pas au
juste ce qu'ils entendaient par là. Etre pendu, peut-être, ou cuire à petit
feu sur un bûcher. Pourquoi pas! En ces temps de démocratie achevée,
l'hérétique, c'est le sans-passeport, l'individu qui n'a donc pas le droit de vote. A
chaque époque ses hérétiques, à chaque époque son Inquisition. Aujourd'hui le
passeport, le visa, l'anathème dont est frappée l'immigration, sont les dogmes sur
lesquels s'appuie l'infailibilité du pape, auxquels il faut croire si on veut éviter d'être
soumis aux différents degrés de torture. Jadis les tyrans étaient les princes, aujourd'hui
c'est l'Etat. La fin des tyrans passe toujours par la déposition et la révolution, quel que
soit le tyran. La liberté de l'homme est, depuis toujours, trop intimement liée à son
existence et à sa volonté pour qu'il puisse supporter
longtemps une tyrannie, même si cette tyrannie se
drape dans l'habit de velours menson-
ger du droit à la co-
gestion. »



B. Traven, Le Vaisseau des Morts, 1926.